DE LA LÉGISLATION,

OU

PRINCIPES DES LOIX.

Par M. l'Abbé DE MABLY.

Ab Reſpublicas firmandas, & ad ſtabiliendas vires, ſanandos populos, omnis noſtra pergit oratio. *Cic. de Leg. l. 1. c. 37.*

PREMIÈRE PARTIE.

A AMSTERDAM.

M. DCC. LXXVI.

ADAMS 163.4
V.3

AVERTISSEMENT.

Nobis ita complectenda in hac disputatione tota causa est universi Juris, ac Legum, ut hoc, civile quod dicimus, in parvum quemdam & angustum locum concludatur: naturaenim Juris explicanda est nobis, eaque ab hominis repetenda natura: considerandæ Leges, quibus civitates regi debeant..... Lex est ratio summa, insita in natura, quæ jubet ea, quæ facienda sunt, prohibetque contraria. Eadem ratio quùm est in hominis mente confirmata & confecta, Lex est. Cic. de Leg. l. 1. c. 17. & 18.

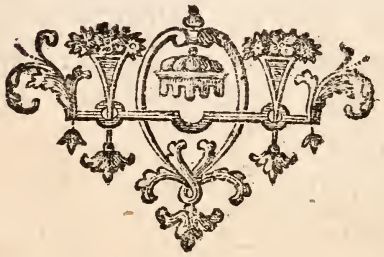
Video Legem neque hominum ingeniis excogitatam, nec ſcitum aliquod eſſe populorum, ſed æternum quiddam, quod univerſum mundum regeret, imperandi, prohibendique ſapientia. Ita principem Legem illam & ultimam, mentem eſſe dicebant, omnia ratione aut cogentis, aut vetantis Dei, ex qua illa Lex, quam Dii humano generi dederunt, rectè eſt laudata: eſt enim ratio, menſque ſapientis, ad jubendum, & ad deterrendum idonea. Ibid. l. 2. c. 8.

Eſt enim ratio profecta à rerum natura, & ad rectè faciendum impellens, & à delicto avocans; quæ non tum denique incipit Lex eſſe, quùm ſcripta eſt, ſed tum, quùm orta eſt; orta autem ſimul

eſt cum mente divina : quamobrem Lex vera, atque princeps, apta ad jubendum, & ad vetandum, ratio eſt recta ſummi Jovis. Ibid. c. 10.

Quid, quòd multa perniciosè, multa peſtiferè ſciſcuntur in populis, quæ non magis Legis nomen attingunt, quàm ſi latrones aliqua conſeſſu ſuo ſanxerint. Nam neque medicorum præcepta dici verè poſſent, ſi quæ inſcii imperitique pro ſalutaribus mortifera conſcripſerint; neque in populo Lex, cuicuimodi fuerit illa, etiamſi perniciosum aliquid populus acceperit. Ergo eſt Lex juſtorum injuſtorumque diſtinctio, ad illam antiquiſſimam, & rerum omnium principem expreſſa naturam, ad

quam Leges hominum diriguntur, quæ ſupplicio improbos afficiunt, defendunt ac tuentur bonos. Ibid. c. 13.



TABLE

DES CHAPITRES de la première Partie.

LIVRE PREMIER.

CHAP. I. *QU'IL faut connoître le bonheur auquel l'homme est appellé par la nature, & les conditions auxquelles elle lui permet d'être heureux, pour juger des Loix les plus utiles à la société. Le devoir du Législateur est de faire fleurir les qualités sociales par lesquelles nous sommes invités à nous unir en société.* Page 1

CHAP. II. *La nature a voulu que l'égalité dans la fortune & la condition des citoyens, fût une condition nécessaire à la prospérité des États.* 47

CHAP. III. *De l'établissement de la propriété. Elle n'est point la cause de la réunion des hommes en société. La nature les invitoit à la communauté des biens.* 74

CHAP. IV. *Des obstacles insurmontables qui s'opposent au rétablissement de l'éga-*

lité détruite. Dans l'ordre des choſes où nous nous trouvons, le Légiſlateur doit, avec prudence, tourner toutes ſes forces contre l'avarice & l'ambition. 101

LIVRE SECOND.

CHAP. I. *Caractère des Loix néceſſaires pour réprimer l'avarice, ou prévenir du moins une partie des maux qu'elle produit dans les Etats où la propriété des biens eſt connue.* 127

CHAP. II. *Que les peuples ſont continuellement avertis par leurs malheurs de corriger leurs Loix. La fortune les favoriſe ſouvent dans cette entrepriſe. On ne peut réprimer efficacement l'avarice ou l'ambition, qu'autant qu'on travaille à les réprimer toutes deux à la fois.* 174

CHAP. III. *Caractère des Loix néceſſaires pour réprimer & régler l'ambition dans l'Etat & dans les Magiſtrats.* 200.

CHAP. IV. *Caractère des Loix néceſſaires pour réprimer & régler l'ambition dans les citoyens.* 236

DE

DE LA LÉGISLATION,

OU

PRINCIPES DES LOIX.

LIVRE PREMIER.

CHAPITRE PREMIER.

Qu'il faut connoître le bonheur auquel l'homme eſt appellé par la nature, & les conditions auxquelles elle lui permet d'être heureux, pour juger des Loix les plus utiles à la ſociété. Le devoir du Légiſlateur eſt de faire fleurir les qualités ſociales par leſquelles nous ſommes invités à nous unir en ſociété.

JE me ſuis trouvé en ſociété avec deux hommes d'un mérite rare, l'un Suedois & l'autre Anglois : tous deux ſe ſont diſtingués dans les aſſemblées

de leur Nation ; & je vais rendre, avec toute l'exactitude dont je suis capable, les entretiens auxquels ils ont eu la complaisance de m'admettre. Si je réussis, je croirai ne pas rendre un service médiocre aux personnes qui, étant persuadées que le bonheur ou le malheur des hommes tient à une bonne ou à une mauvaise Législation, aiment à s'occuper de cet objet intéressant. L'Anglois, prévenu en faveur du gouvernement de son pays, & de la politique qui agite, trouble & déchire l'Europe, ne doutoit point de la sagesse des Loix Angloises, & ne vouloit point d'autre bonheur que celui auquel ses compatriotes aspirent. Pour le Suedois, un peu plus difficile à contenter, & plein des idées des anciens Philosophes sur l'art de régler une République, il croyoit tous les Etats, dont nous admirons la sagesse, prodigieusement éloignés des principes d'une sage politique. Nous nous trompons, disoit-il souvent à l'Anglois : je crains que nous ne nous soyons accoutumés à prendre nos préjugés & nos erreurs pour autant de vérités. Avant que de chercher le

bonheur, ne seroit-il pas à propos de savoir ce que c'est? Ne faudroit-il pas s'instruire des conditions auxquelles la nature nous le promet? N'aurions-nous pas dû commencer prudemment par nous informer du lieu où l'on peut le trouver? En marchant à tâtons, espérons-nous de ne pas nous égarer? Si nous cherchons ridiculement le bonheur où il n'est pas, nous nous fatiguerons inutilement; & l'ombre vaine que nous voulons embrasser, nous échappera sans cesse. Mes deux Philosophes se rencontrerent à Paris, & l'estime qu'ils conçurent l'un pour l'autre, ne tarda pas à les unir par la plus étroite amitié. Ils s'entretenoient souvent de leur gouvernement, de leurs loix, des partis qui divisent leurs Nations, de l'équilibre de l'Europe, des forces des principales Puissances, de leurs richesses, de leurs ressources, des traités qui les unissent; & quoiqu'ils ne fussent presque jamais d'accord, ils aimoient trop sincerement la vérité, & étoient trop capables de la trouver, pour ne pas se rechercher.

Par je ne sais quelle fatalité, on

diroit qu'il n'eſt permis de rien approfondir à Paris ; on n'a pas le tems de penſer dans cette grande Ville où il y a tant d'eſprit, d'oiſiveté & d'amuſement, & par conſéquent ſi peu de raiſon. Nous ne communiquons pas notre frivolité aux étrangers qui ſont raiſonnables ; mais toujours preſſés de tout voir, tout obſerver, tout connoître, on diroit que la diſſipation continuelle à laquelle ils ſont condamnés, leur fait perdre en quelque ſorte leur caractere pour prendre le nôtre. Mes deux amis, emportés par leur curioſité, & obligés de remplir mille devoirs de bienſéance, ne pouvoient jamais ſe voir aſſez long-tems de ſuite pour remonter, avec méthode, juſqu'aux premiers principes des queſtions qu'ils entamoient. Leurs converſations, quoique toujours interrompues, avoient cependant piqué ma curioſité. J'entrevoyois déjà quelques vérités éparſes & découſues, & je deſirois, avec paſſion, de tenir cette chaîne qui les lie, qui les rend utiles, & ſans laquelle l'eſprit toujours flottant & toujours incertain ne manque jamais de s'égarer.

Heureuſement pour moi, ils furent invités à venir dans un château où je ſuis accoutumé à paſſer les plus beaux momens de ma vie; & j'eſperai que le loiſir dont ils jouiroient à la campagne, ne ſeroit pas inutile à mon inſtruction. Je ne me trompai pas; à peine étions-nous arrivés que les nouvelles qui vinrent de Suede, engagerent le combat que je deſirois. Quelle lenteur dans les opérations de votre Diète, dit l'Anglois au Suedois, & quand commencera-t-elle à agir d'une manière digne de l'éclat avec lequel elle a été convoquée? Vos compatriotes ne veulent donc pas ſortir de ce cercle étroit de minuties dans lequel ils ſont renfermés. Vous ſavez combien je m'intéreſſe à la gloire & aux ſuccès d'un peuple qui a été aſſez courageux pour rompre ſa chaîne & ſe rendre libre; mais enfin il devroit profiter de ſa liberté pour ſe rendre heureux. Il y a quarante ans que vous avez réformé votre Conſtitution, & la Suede n'eſt pas encore floriſſante. Des banqueroutes multipliées, les finances ruinées, le commerce anéanti, la confiance perdue, tous les reſſorts

de l'adminiſtration dérangés, vous ont forcés à convoquer une Diète extraordinaire ; elle eſt aſſemblée, on raiſonne, on agit, on veut réparer les maux dont tout le monde ſe plaint, & perſonne ne voit que ces maux ſont le fruit de votre pauvreté. Voilà les ſuites de vos dernieres Loix ſomptuaires dont vous vous êtes entêtés mal-à-propos, & qui ne ſont propres qu'à étouffer votre induſtrie. Je vous le prédis, ſi vous ne corrigez pas vos Loix, ſi vous n'adoptez pas des principes oppoſés à vos maximes Platoniciennes, vous manquerez toujours des manufactures qui vous ſont néceſſaires ; vos campagnes déſertes languiront ſans culture, & la ſecouſſe portée aux fortunes des particuliers, ébranlera votre Gouvernement.

Le ſingulier projet, continua-t-il, de vouloir vous réduire aux productions de votre climat ; & pour vous rendre heureux, de proſcrire impitoyablement les arts, le commerce & l'induſtrie, tandis que toute l'Europe vous apprend que les Etats leur doivent leur proſpérité. Paſſe encore

ſi la nature, moins marâtre à votre égard, vous prodiguoit des bienfaits qu'elle eût refuſés au reſte du monde; nous ſerions dans la néceſſité de recourir à vous, & vos fautes ne vous porteroient qu'un préjudice médiocre. Vos triſtes Réformateurs, qui ne connoiſſent pas les hommes, ſe ſont conduits par je ne ſais qu'elles idées, qui, peut-être, pouvoient convenir autrefois à quelque petit peuple de la Gréce, qui n'avoit qu'un bourg & les champs néceſſaires pour les nourrir avec beaucoup de frugalité; mais c'eſt bien la peine de deſirer un pareil bonheur: qu'il ſeroit inſipide & laborieux! Pour peu que cette politique biſarre faſſe des progrès parmi vous, je m'attends à voir bientôt tirer vos ſauvages Sénateurs de la charrue. Quand propoſerez-vous une récompenſe pour qui retrouvera la délicieuſe invention du broüet noir? Il faudra porter une Loi pour ordonner de le trouver excellent. Savez-vous qu'avec vos groſſes monnoyes de cuivre, & votre dégoût pour l'argent, on pourroit déjà vous comparer avec les vénérables Spartiates?

Mais je ne veux pas faire de mauvaises plaisanteries, & vous savez combien je respecte une Nation jalouse de sa liberté, féconde en grands hommes, & qui a joué, pendant un siècle, un rôle si considérable dans les affaires de l'Europe. Pourquoi ne jouissez-vous plus de la même considération? Pourquoi n'êtes-vous plus les arbitres du Nord? Pourquoi abandonnez-vous cet honneur à cette Cour de Russie, qui ne règne que sur des esclaves? Ce n'est que par une suite de leurs anciens préjugés que les Puissances du Midi recherchent encore votre amitié; mais désabusées enfin de leur erreur, pourquoi commenceront-elles bientôt à vous négliger? C'est que les richesses sont le nerf de la politique dans la paix comme dans la guerre, & que vous vous êtes appauvris. Enrichissez-vous donc, si vous voulez recouvrer votre ancienne réputation. Votre pauvreté vous lie les mains, elle vous contient, malgré vous, dans vos limites, elle vous a arraché vos conquêtes, elle continue à vous rendre impraticables au dehors les entreprises les plus aisées; commencez

par devenir riches pour devenir puiſſans.

Ce ſont d'étranges gens que vos Légiſlateurs, ennemis du commerce, des arts & du luxe. S'ils ne ſentent pas cette vérité, comment auront-ils aſſez de lumière pour affermir les Loix de votre Gouvernement? S'ils la ſentent, pourquoi tardent-ils à vous débarraſſer de l'auſtérité de vos Loix ſomptuaires? peut-être que n'étant pas auſſi Philoſophes que je l'ai d'abord dit, ils penſent qu'une étroite parcimonie peut faire la fortune d'un Etat, comme elle fait quelquefois celle d'un particulier; peut-être ſe ſont-ils flattés que leurs Loix empêcheroient que le peu d'argent qui circule parmi vous, ne paſſât chez les Etrangers pour y achetter les choſes qui vous ſont néceſſaires; peut-être croyent-ils qu'on peut faire le commerce en vendant beaucoup & en n'achettant rien: mais j'ai déjà pris la liberté de vous le dire pluſieurs fois, c'eſt ſe repaître d'une vaine chimere. Ce n'eſt point avec ſes mâtures & ſon gaudron que la Suede s'enrichira. Le commerce ne s'étend

& ne fleurit qu'à proportion qu'un peuple multiplie ſes beſoins, & donne un libre accès à toutes les productions étrangeres. Malgré quelques erreurs qu'on peut encore nous reprocher, voyez, je vous prie, par quels moyens l'Angleterre, pays en lui-même ſi peu puiſſant, eſt parvenue, avec le ſecours d'un commerce lucratif, à ſe rendre l'arbitre de l'Europe, & ſe faire craindre & reſpecter dans toutes les parties du monde.

En nous faiſant ſans ceſſe de nouveaux beſoins, nous avons encouragé tous les Arts, nous les multiplions; & nous nourriſſons, aux dépens des Etrangers, un peuple innombrable qui fait notre force. Nos manufactures ſont connues de tout l'univers, & nous ne nous étudions qu'à les rendre agréables & néceſſaires à toutes les Nations. Par-tout où il y a des hommes, nous ſommes sûrs de trouver quelque choſe qui nous eſt utile. En portant de tous côtés notre ſuperflu, nous raſſemblons à Londres les délices & les richeſſes du monde entier; tandis que le tribut, que nos plaiſirs & notre travail payent à l'Etat,

lui fournit une marine puiſſante & des alliés dont il diſpoſe à ſon gré. Des Loix ſomptuaires auroient étrangement dérangé cette proſpérité. Renfermés triſtement dans notre Iſle, inconnus, pauvres & néceſſiteux, à peine y aurions-nous trouvé de quoi équiper quelques vaiſſeaux néceſſaires à notre ſûreté. Nous aurions peur des peuples qui nous craignent, & qui cherchent à pénétrer nos intentions pour s'y conformer. Si la politique de vos Réformateurs eût été ſi funeſte à l'Angleterre, pourquoi eſpérez-vous qu'elle ſera avantageuſe à la Suede ? Car enfin mon pays eſt traité par la nature avec moins de rigueur que le vôtre; & pour nous égaler en richeſſes, vous avez beaucoup plus beſoin que nous d'encourager le commerce & l'induſtrie.

Milord, lui répondit ſon adverſaire en ſouriant, voilà donc nos diſputes éternelles qui vont recommencer ; & cependant il ſeroit bien plus doux de ſe livrer tout entier au plaiſir de la promenade. Vous en revenez toujours aux avantages que vous retirez de votre commerce, & vous

ſavez ce que j'ai déjà eu l'honneur de vous répondre cent fois. Faut-il le répéter ? Vous penſez qu'il eſt très-agréable de multiplier ſes jouiſſances, & en raſſemblant chez ſoi les richeſſes & les voluptés des quatre parties du monde, de ſe faire, pour ainſi dire, une exiſtence nouvelle & plus étendue ; j'y conſens, & je crois que vous n'avez pas tort, quand je ne fais attention qu'aux plaiſirs qui accompagnent les richeſſes & les voluptés. Mais quand j'en conſidere les ſuites fâcheuſes, quand je vois qu'elles tiennent néceſſairement à pluſieurs vices très-pernicieux, qu'elles dégradent l'homme, & contrarient les vues de la nature ; je penſe qu'il eſt bon d'apprendre à ſe contenter des plaiſirs qui ſont ſous nos mains, & que pour être véritablement heureux, les Etats, comme les particuliers, doivent ſavoir l'être avec ſobriété. Ne nous accoutumons pas, je vous prie, à traiter la nature de marâtre, ce ſeroit être ingrat, ou ne la pas connoître. Partout où elle a placé des hommes, elle la placé, à côté d'eux, le bonheur,

& il ne tient qu'à nous d'en jouir ; c'eſt que le bonheur eſt bien plus dans nous-mêmes que dans les objets qui nous entourent. Il naît de notre manière de penſer ; & ce n'eſt point, croyez-moi, une denrée que les marchands vendent aux peuples chez leſquels ils trafiquent, ou qu'ils rapportent pêle-mêle avec du ſucre & de la cochenille.

Peut-être y a-t-il pour les ſociétés, de même que pour les ſimples citoyens, de faux biens dont il faut ſe défier, & qui ſous une apparence ſéduiſante, mais trompeuſe, cachent un malheur véritable ; peut-être que le bonheur que vous imaginez, n'eſt pas celui que la nature nous deſtine ; peut-être que pour être bon Légiſlateur, il ne ſuffit pas d'etre bon financier ou bon commercant ; peut-être qu'un Etat ne doit pas ſe faire craindre, parce qu'il s'expoſe à ſe faire haïr ; peut-être eſt-il nuiſible de faire des conquêtes. Que penſeriez-vous, Milord, de vos maximes, ſi, par haſard, on vous prouvoit que la bonne politique n'eſt point diſtinguée de l'excellente morale ? Quoiqu'il

en soit, le bonheur n'est jamais ni triste ni laborieux. Tant pis pour vos compatriotes, s'ils croyent qu'il entre tant de choses dans sa composition. Pour moi, je l'avoue, j'aurois de la peine à me persuader qu'on le rencontre au milieu des inquiétudes, des alarmes & des agitations qui accompagnent l'avarice & l'ambition. Je n'irai point le chercher dans des banques ou dans des magasins de marchandises étrangeres, puisque je sais qu'on le trouve parmi les privations qui vous paroissent les plus dures. J'en appelle aux Spartiates à qui les Suedois seroient trop heureux de ressembler. Fiers de leur pauvreté, de leur tempérance, de leur frugalité & de leur courage, ils étoient heureux, parce qu'ils etoient justes & ne craignoient rien. Ils regardoient en pitié les autres peuples de la Gréce; ils croyoient voir des enfans à qui il falloit sans cesse des jouets pour s'amuser, & qui se fatiguoient inutilement à la poursuite de je ne sais quel bonheur qu'ils ne pouvoient atteindre.

Le Philosophe qui, en entrant

dans le palais d'un riche voluptueux, s'écria : Que de choſes dont je n'ai pas beſoin ! n'étoit-il pas plus près du bonheur, que le poſſeſſeur de ces inſipides & raſſaſiantes ſuperfluités ? Pourquoi donc, Milord, vous donnez-vous la peine de plaindre un peuple qui auroit la ſageſſe de ce Philoſophe ! Ne ſoupçonnez-vous point qu'il ſeroit étrange, ou plutôt qu'il eſt impoſſible, que la nature ait attaché le bonheur des Nations à ce qui feroit le malheur des particuliers ? S'il eſt plus doux pour les Suedois de ſe contenter de leur médiocrité, que de ſe tourmenter pour faire fortune, j'en conclurai que la Suede eſt moins à plaindre que l'Angleterre. On peut plaiſanter ſur nos monnoyes de cuivre & notre pauvreté ; nos auſtères Réformateurs ſont gens de bonne compagnie, & ont aſſez de ſageſſe pour ne pas trouver mauvais qu'on en ait moins qu'eux.

Enfin, Milord, vous faites beaucoup valoir vos forces, vos reſſources & votre puiſſance ; mais je ne me reſoudrai à faire quelque cas de ce que vous appellez jouer un grand

rôle dans les tracaſſeries de l'Europe ; ſe faire redouter, étendre ſes domaines, & fonder un grand empire ſur les ruines de ſes voiſins ; que quand vous m'aurez prouvé que l'Auteur de la Nature, qui paroît aimer les hommes, les a cependant deſtinés à ſe haïr, à ſe tromper, à ſe déchirer mutuellement. Pour vous dire ma penſée en deux mots, je ſuis convaincu qu'il n'y a de bonne politique & de bonnes Loix dans une ſociété, qu'autant qu'elle ſe conforme aux intentions de la Providence, qui, certainement, n'a pas attaché le bonheur aux injuſtices de l'ambition & de l'avarice. Tâchons donc de connoître ces intentions, au-lieu de nous étudier à contenter nos paſſions. L'hiſtoire des peuples les plus célébres ne nous apprend-elle pas qu'il eſt pernicieux d'accumuler richeſſes ſur richeſſes, & de ſubjuguer ſes voiſins ? Et pour m'en tenir à l'Angleterre, ſeroit-elle aujourd'hui moins heureuſe & moins puiſſante, ſi, depuis le commencement de ce ſiècle, elle n'avoit pas voulu décider du ſort de l'Europe ? Quel a été le

fruit de cette politique que vous voulez que j'admire ? Vous vous êtes donné des peines infinies pour multiplier vos ennemis. Au milieu de toutes ces richeſſes qui vous ont donné une ambition plus grande que vos forces, vous vous êtes vus réduits à contracter des dettes immenſes pour entreprendre & ſoutenir des guerres qui, dans le fond, devoient vous être indifférentes. Après bien des ſuccès & des conquêtes, vous êtes un peu moins bien que vous n'étiez auparavant. Vos ennemis vous craignent moins, & votre liberté n'en eſt pas plus ſolidement affermie ; votre politique n'eſt donc pas ſage.

Je ſais ce qu'il en a coûté à la Suede pour complotter, avec des Puiſſances ambitieuſes, l'aſſerviſſement de nos voiſins, & aller abaiſſer en Allemagne la maiſon d'Autriche, qui ne nous avoit fait aucun mal ; & que ſes entrepriſes giganteſques auroient affoiblie & épuiſée avant qu'elle eût pu nous cauſer quelque alarme raiſonnable. On nous dit que la Religion & la liberté de l'Europe étoient en danger ; on nous offrit des

ſubſides, on nous fit eſpérer de grandes conquêtes, en un mot la France nous aſſocia à ſes projets ambitieux. Mais, quel fut le fruit de cette gloire dont nous nous couvrions, & que vous avez la bonté d'admirer? Nous fûmes diſtraits de l'attention que nous devions à nos affaires domeſtiques; & tandis que nous nous montrions comme les vengeurs de la liberté d'Allemagne, nous n'étions plus en état de défendre la nôtre. Nous nous laiſſions enivrer par de fauſſes eſpérances, & nos Rois jugerent que la conjoncture étoit favorable pour ſe débarraſſer des Loix trop ſages qui les gênoient. Ils ne réuſſirent que trop à flatter notre avarice & notre ambition, & c'étoit nous forger ſecretement des chaînes. Les Ordres de l'Etat, moins unis, ſe diviſerent, notre Gouvernement ſe déforma peu-à-peu; & ſans que nous nous en apperçûmes, les fondemens de notre liberté s'écroulèrent. C'eſt une vérité dont on ne peut douter; notre avarice & notre ambition avoient tellement affoibli l'autorité des Loix, ou plutôt briſé les reſſorts qui entrete-

noient une certaine égalité entre toutes les parties de l'Etat, que dans une Assemblée générale de la Nation, nous consentîmes à nous donner un maître. Nous ne tardâmes pas à éprouver tous les excès du despotisme; & c'en étoit fait de la Suede, si nos Rois avoient malheureusement été assez riches de nos dépouilles, de celles de nos voisins & des subsides de nos alliés, pour vivre nonchalamment en Monarques voluptueux; pour nous corrompre par leur exemple, & nous avilir jusqu'au point de nous faire aimer notre servitude. Sans cette heureuse pauvreté qui vous choque, & dont vous voulez que nous nous défassions, jamais nous n'aurions eu le courage, après la mort de Charles XII, de secouer le joug qui nous accabloit, & dont il ne tiendroit qu'à moi de vous faire une peinture assez touchante. Enfin, Milord, que nous reste-t-il de toute cette grande considération que nos peres ont acquise? Une petite province en Allemagne que nous serions trop heureux d'avoir perdue, & qui peut nous exposer à cent inconvéniens

fâcheux ; & je ne fais quelle réputation qui porte les Puiſſances étrangeres à marchander notre alliance. Ce trafic honteux nous corrompt, nous diviſe, ſubſtitue des intérêts particuliers à ceux de la Patrie, nous empêche de prendre les mœurs convenables à notre Gouvernement, & de donner à nos Loix la ſtabilité & la force dont elles ont beſoin.

Quoiqu'il en ſoit, je ne nie pas que votre commerce ne vous procure de grandes richeſſes, mais je nie que ces richeſſes ſoient un bien, ſi, en rendant les Anglois plus avides, elles les rendent injuſtes les uns à l'égard des autres. Ces richeſſes ſont un mal, ſi, à leur approche, l'amour de la gloire, de la patrie, de la liberté & des Loix fait place à un vil intérêt; ſi elles portent dans votre Parlement une corruption qui le rend le complice de l'injuſtice & de la tyrannie. Avec notre pauvreté, nous pouvons encore eſpérer de faire des citoyens, & en augmentant toujours vos richeſſes, vous ne ferez que des mercenaires. De grandes richeſſes en rendent néceſſaires de plus grandes encore, parce

que l'avarice eſt inſatiable; & voilà, à mon gré, ce qui en ſera toujours un reſſort dangereux dans les mains de la politique. De l'argent, de l'argent, n'importe à quel prix, de l'argent! C'eſt-là ce qui a perdu la République Romaine; & en vérité, Milord, je ne devine point quel Etat cette manière de penſer peut faire fleurir: car plus il ſera riche, plus il s'y formera de brigands pour le piller.

Vous me direz qu'en demandant des richeſſes vous demandez auſſi des mœurs; mais avec votre permiſſion, ne voulez-vous point aſſocier des choſes inſociables? Pour moi je me contente de demander des mœurs, & je ne ſuis point effrayé de la pauvreté, parce que je ſais que des citoyens pauvres ſont plus diſpoſés à reſpecter la Juſtice & les Loix, que des citoyens riches. Je ſais qu'avec le ſecours des mœurs on peut faire de grandes choſes; je ſais qu'avec toutes les richeſſes du monde les Romains ne purent ſe défendre contre quelques bandes de barbares. Il eſt vrai que les traités, les alliances, la paix & la guerre ne ſont preſque en

Europe qu'une affaire d'argent ; mais si l'Europe a tort, la Suede n'a-t-elle pas raison de ne la point imiter ? Avec votre argent vous n'acheterez que des soldats mercenaires ; avec des mœurs il m'est aisé d'imaginer un ordre & une discipline qui me feront des armées invincibles. Compterez-vous beaucoup sur des alliés que vous avez achetés à prix d'argent ? Ils s'étudieront à vous tromper & à vous mal servir, pour que vous ayez plus long-tems besoin d'eux. Qu'importe une supériorité qu'on doit à ses richesses, elle disparoîtra en peu de tems, puisque les richesses s'épuisent beaucoup plus promptement qu'on ne les acquiert. Un Etat qui fait la guerre à force d'argent, & non pas, si je puis parler ainsi, à force de courage, de discipline & de talens, se trouve toujours plus mal à son aise en la finissant qu'en la commençant ; & rien ne prouve mieux que les richesses ne sont pas destinées à faire la prospérité des Nations. D'ailleurs, Milord, quand vos trésors seroient inépuisables, quel avantage, même passager, en retireriez-vous, si, au lieu

d'un ennemi qui n'a ni de meilleures Loix, ni une meilleure politique que vous, vous rencontriez sur votre chemin quelque peuple qui eût le courage d'aimer la pauvreté & de penser comme les Spartiates & les Romains ? Ne craindriez-vous pas le sort des Perses & des Carthaginois ?

Au reste, ce n'est point pour conserver notre argent, que, nous bornant à nos productions, nous ne voulons rien acheter des Etrangers ; c'est que nous craignons de nous faire des besoins inutiles, & que nous n'en avons déjà que trop : que nous sommes loin de la simplicité qu'exige la nature ! C'est que les Promoteurs de nos Loix somptuaires ont eu le bon sens de s'appercevoir que les superfluités nous sont déjà plus cheres que le Gouvernement que nous aimons, & que nous avons raison d'aimer. Ils savent que la liberté n'est pas long-tems le premier des biens pour des hommes toujours exposés à la tentation de s'enrichir. Ils savent que l'argent des Etrangers n'a malheureusement que trop de pouvoir dans nos Diètes & notre Sénat ; & c'est pour nous

donner des mœurs convenables à un peuple libre, qu'ils font tous leurs efforts pour nous rendre les richeſſes moins néceſſaires.

Vous prétendez que notre pauvreté nous fera mépriſer; & moi, ſi rien ne dérange notre politique & que nous puiſſions parvenir à mépriſer l'argent & les beſoins du luxe, je crois que cette même pauvreté, à force de nous donner des vertus, nous vaudra, dans l'Europe, cette conſidération, cette eſtime, cette autorité que les Spartiates mériterent autrefois dans la Gréce. N'en riez pas, Milord, je parle très-ſérieuſement; ſi nous n'y prenions garde, ſi nous ne cherchions à nous prémunir contre cette vanité & cette confiance qui accompagnent toujours les fragiles vertus des hommes, je craindrois que la proſpérité ne réuſſît enfin à nous gâter : la conſidération n'eſt que trop ſouvent l'écueil du mérite. Peut-être qu'en nous accoutumant trop à être craints, aimés & reſpectés, nous perdrions inſenſiblement les qualités auxquelles nous devrions l'eſpece d'empire que nous aurions ſur nos voiſins. Peut-être qu'à

qu'à la premiere inquiétude qu'on nous donneroit, nous voudrions parler en maîtres, & conſerver par la force une autorité que nous n'aurions acquiſe que par notre juſtice, notre modération & notre généroſité.

Vous voyez, Milord, pourſuivit notre Philoſophe, que nous raiſonnons ſur des principes trop différens & trop oppoſés pour nous entendre; aprés vingt diſputes, nous ne ſommes & nous ne devons pas être plus avancés qu'après la premiere. On diroit, ajouta-t-il ſur un ton de badinage & en me regardant, que depuis que nous ſommes en France, Milord & moi nous avons pris le tour & la maniere des converſations françoiſes. On y parle pour paſſer le tems, on y entame bruſquement & ſans préliminaire les queſtions les plus importantes par l'article qui auroit dû les terminer; jamais on n'établit l'état de la queſtion, jamais on ne remonte au point dont la déciſion devoit réſoudre toutes les difficultés: auſſi Dieu ſait ce qu'on a dit après avoir beaucoup parlé. Avant que de raiſonner ſur tels ou tels principes qu'on regarde comme autant

d'axiômes, il faudroit, ſi je ne me trompe, examiner ſi ces prétendus axiômes ne ſont pas autant d'erreurs. Pour juger de la ſageſſe ou des vices de vos Loix & des nôtres, ne faudroit-il pas auparavant tâcher de pénétrer les intentions de la nature à notre égard ? Il peut ſe faire que par une ſuite de l'arrangement général des choſes, le bonheur qu'elle nous deſtine ne s'achette point à prix d'argent. Tel arrangement feroit fleurir le commerce, tel autre enrichiroit le fiſc & doubleroit les revenus de l'Etat ; j'en conviens, mais convenez à votre tour qu'avec toutes ces belles Loix nous ne ſerions guères avancés, ſi ce n'eſt point par un grand commerce & de grands revenus que nous pouvons nous rendre heureux.

Avant que d'employer tels ou tels moyens pour arriver à une fin, il me ſemble qu'il ne ſeroit pas inſenſé de ſe demander d'abord ſi la fin qu'on ſe propoſe, eſt celle qu'on doit ſe propoſer. C'eſt pour avoir négligé de marcher avec cette précaution que les Légiſlateurs, toujours incertains & flottans

au gré des passions & des préjugés des citoyens, n'ont jamais su sur quel fondement ils devoient établir le bonheur des Etats. Ils se sont égarés dès le premier pas, & faisant ainsi leurs Loix sans règle & sans méthode, des erreurs ont éternellement succédé à d'autres erreurs. De-là cette monstrueuse variété de Gouvernemens, de Loix, d'Usages, de Coutumes que présente la terre; spectacle qui peut amuser des esprits frivoles, mais effrayant pour les personnes qui pensent, & qui voyent, à la honte de notre raison, qu'une fortune aveugle & capricieuse a gouverné le genre humain. Chacun a voulu se composer à sa fantaisie un bonheur de faste, de luxe, de volupté, d'avarice, de mollesse, de tyrannie, de servitude & de cent autres folies pareilles; mais la nature, qui n'a pas ainsi ordonné les choses, s'est joué de nos ridicules prétentions. Elle nous a punis de nos erreurs; presque tous les peuples ont été les victimes des Loix insensées qu'ils se sont faites. La société n'a presque offert par-tout qu'un assemblage d'oppresseurs &

d'opprimés. Mille révolutions cruelles ont déjà changé mille fois la face de la terre, & fait disparoître les Empires les plus considérables ; & cependant tant d'expériences réitérées n'ont pas même pu nous faire soupçonner que nous cherchons le bonheur où il n'est pas.

Au contraire, une prétendue philosophie prenant ce qui se fait d'insensé dans le monde pour la règle de ce qui doit se faire, est venue au secours de nos préjugés, & leur a donné je ne sais quel air de raison propre à éterniser leur empire. Des charlatans ont flatté nos caprices; & voulant nous instruire avant que d'être eux-mêmes sortis de leur ignorance, leur bel esprit n'a pu leur fournir que des sophismes que nous avons pris pour des vérités, & nous nous égarons avec méthode. Ils ne sont point descendus dans notre cœur, ils n'ont point étudié nos passions, & c'est dans des choses, pour ainsi dire, étrangeres à l'homme qu'ils ont cherché les Loix & les Etablissemens qui devoient faire le bonheur de la société. S'il faut les en croire, la Providence

a fait des bonheurs différens pour les anciens & pour nous, pour l'Asie, l'Afrique, l'Amérique & l'Europe. Ils vous diront gravement que des Loix bonnes au dixième dégré de latitude, ne valent plus rien sous le trentième; en vérité, un Législateur ne devroit-il pas plutôt consulter les affections de notre cœur, qu'un thermomètre, pour savoir ce qu'il doit ordonner ou défendre? Qu'importent des plaines, des montagnes, un sol plus sec, plus humide, plus ou moins fertile, le voisinage de la mer ou d'une grande riviere, & cent autres pareilles accidens, pour décider des Loix les plus propres à faire le bonheur de l'homme? La nature des climats change-t-elle la nature de son cœur? N'a-t-il pas par-tout les mêmes besoins, les mêmes organes, les mêmes sens, les mêmes penchans, les mêmes passions & la même raison? Par-tout l'attrait du plaisir & la crainte de la douleur ne sont-ils pas les mobiles de nos pensées & de nos actions? Par-tout ne sont-ils pas également sujets à tromper le desir que nous avons d'être heureux? Sous l'Equateur

comme ſous le pôle, dans des plaines & des vallées comme ſur des montagnes, chacun de nos ſens n'ouvre-t-il pas notre ame à cent paſſions différentes ? Quelles ſont les terres favoriſées du ciel où l'avarice, l'ambition, la pareſſe & la volupté ne puiſſent pas germer ? Dans quels climats ces plantes empoiſonnées ſe produiront-elles impunément ? Dans un lieu, ſi l'on veut, nos paſſions ſeront plus impérieuſes, & dans l'autre plus diſciplinables ; là elles ſeront expoſées à des tentations plus fréquentes, ici des accidens particuliers en retarderont le développement & le progrès ; & je conſens à tout ce que vous voudrez dire du pouvoir des climats. Mais par-tout ces paſſions ne ſont-elles pas la ſource de notre bonheur ou de notre malheur, ſuivant qu'elles ſont bien ou mal réglées ? Par-tout elles ont donc beſoin d'un frein & d'un conducteur, la Loi doit donc commencer par les rendre droites.

Mais ce grand art de gouverner nos paſſions, qui me l'apprendra ? Où en puiſerai-je les ſecrets ? Dans l'étude du cœur humain. Je ſuis

d'abord effrayé en découvrant cet amour de nous-mêmes que nous appellons l'amour propre, passion impérieuse dont aucun homme ne peut se séparer sans s'anéantir, & qui est le mobile de toutes nos pensées, de tous nos mouvemens & de toutes nos actions. Elle semble élever une barrière entre chacun de nous, ou ne nous rapprocher que pour nous armer les uns contre les autres. Si je ne sais pas apprivoiser ce monstre farouche, il rompra sa chaîne ; si je permets à des passions, telles que l'avarice, la volupté & l'ambition, d'être, pour ainsi dire, les ministres de ses plaisirs, quels ravages ne dois-je pas craindre de sa fureur? Mais je commence à me rassurer, dès que réfléchissant sur la sagesse de la nature, je soupçonne qu'elle ne nous a pas condamnés à nous aimer pour nous rendre malheureux.

Je descends dans les abymes du cœur humain, je découvre que l'amour propre est le lien qui doit nous unir en société ; si je ne m'aimois pas, comment serois-je capable d'aimer mon semblable ? Je vois

avec quel artifice admirable l'Auteur de notre exiſtence diſpoſe les différens beſoins auxquels il nous aſſujettit, pour nous rendre néceſſaires les uns aux autres, & préparer notre amour propre à une bienveillance mutuelle. Ce n'eſt pas tout, il a placé dans notre ame pluſieurs qualités ſociales qui ne ſont, pour ainſi dire, qu'autant d'inſtincts involontaires qui préviennent toute réflexion, qui nous rendent cher le bonheur de nos pareils, & nous invitent par l'attrait du plaiſir ou par la crainte de la douleur à nous rapprocher, à nous unir, à nous aimer, à nous ſoulager, à nous ſervir & à nous faire des ſacrifices réciproques. J'apperçois en moi la pitié, la reconnoiſſance, le beſoin d'aimer, la crainte, l'eſpérance, l'amour de la gloire, l'émulation, &c. Que de freins pour notre amour propre! mais à peine me livrai-je à la joie que me donne cette découverte, que je retombe dans la crainte, en voyant combien ces qualités ſociales, dont je m'applaudis, peuvent produire de maux, ſi elles ne ſont pas conduites &

dirigées avec une extrême circonspection.

En effet, elles peuvent se changer en autant de vices, elles peuvent s'éteindre en quelque sorte & s'anéantir si elles ne sont pas cultivées. Que me sert d'avoir reçu de la nature un cœur sensible à la pitié, si par les besoins sans nombre que je me fais chaque jour, je ne travaille qu'à m'endurcir? Y a-t-il quelque bonheur à attendre pour les hommes, quand un vil intérêt & de détestables bienfaits corrompront la reconnoissance & abuseront du penchant que j'ai à aimer? Tout est perdu si la crainte qui doit me détourner du mal m'empêche d'oser être homme de bien. Offrez-moi des plaisirs trompeurs, présentez-moi une fausse considération, & dès-lors les deux ressorts puissans de l'espérance & de l'amour de la gloire, seront aussi funestes, pour la société, qu'ils auroient pu lui être avantageux; & l'émulation dégénérée en envie & en jalousie, portera par-tout la haine, la discorde & le trouble.

Voilà, si je ne me trompe, Milord, les observations que les Législateurs

des Nations ne doivent jamais perdre de vue en faisant leurs Loix. Ils devoient se regarder comme les coopérateurs de la Providence ; ils devoient penser qu'elle ne nous invite à nous unir en société, que pour donner plus d'énergie à nos qualités sociales, & empêcher qu'elles ne se détournent de la fin pour laquelle elles nous ont été données. Les Loix devoient nous guider selon les vues de la nature, & les Magistrats devoient nous faire respecter ces guides.

Or, je vous le demande actuellement, Milord, est-ce en Angleterre que la politique s'est plus rapprochée qu'en Suede, de ces principes dont vous ne pouvez douter ? Je vois à quelle immense distance nous sommes du point de perfection où la société doit aspirer, & combien nous aurons de peine à nous débarrasser d'une foule de vices grossiers. Mais enfin, en réglant & modérant nos besoins, nos Loix somptuaires ne travaillent-elles pas à nous empêcher d'être incommodes les uns aux autres ? Ce luxe, ce commerce, cette avarice, cette ambition dont vous voulez faire les

reſſorts de votre Gouvernement, ſont-ils bien propres à faire naître entre les citoyens cette bienveillance mutuelle qui les ſoulage des miſeres & de la foibleſſe de l'humanité ! Il eſt certain que plus les Loix nous apprendront à nous contenter de peu, plus elles reſſerreront les liens de la ſociété, parce qu'elles développeront & entretiendront nos qualités ſociales. La terre ne nous offre qu'une quantité bornée de richeſſes ; pourquoi voulons-nous donc avoir des beſoins ſans bornes ? Si les Légiſlateurs n'ont voulu être que des brigands, je n'ai rien à dire ; mais s'ils ont voulu être juſtes, s'ils ont voulu faire le bonheur de la ſociété, comment n'ont-ils pas eu l'eſprit de ſoupçonner qu'en rendant le ſuperflu néceſſaire, ils dérangeroient l'ordre de la Providence, & qu'une partie des hommes ne pourroit plus ſatisfaire ſes véritables beſoins, dès que l'autre s'en feroit d'imaginaires ? Nos beſoins qui, dans l'ordre de la nature, devoient nous unir, ne ſerviront, dans l'ordre ou le déſordre de votre politique, qu'à nous diviſer. Quand la

ſociété n'eſt plus qu'un aſſemblage de citoyens envieux, avides, jaloux & ardens à ſe nuire, parce qu'ils ne peuvent ſe ſatisfaire qu'aux dépens les uns des autres, le Légiſlateur eſpérera-t-il d'y ramener l'union, la paix & le bonheur, en ne faiſant que des Loix propres à irriter nos paſſions.

Vos compatriotes, Milord, ſont de grands calculateurs; je voudrois qu'ils me diſent aux dépens de combien de citoyens, ou plutôt de provinces, eſt fait le bonheur de votre Roi. Croyez-vous qu'un Anglois, qui n'a pas de quoi vivre, n'ait aucun reproche à faire aux Loix qui ont établi une liſte civile d'un million, & permis à quelques citoyens de poſſéder des fortunes immenſes? Pour tâcher inutilement de contenter les fantaiſies déréglées d'une douzaine d'hommes, il faut dévaſter l'Aſie entiere. Quel eſt cet animal monſtrueux qu'on appelle un Sultan ou un Sophi? Il dévore tous les fruits de la terre; & ſa faim, toujours renouvellée, n'eſt jamais raſſaſiée. Je ne finirois point, Milord, ſi je voulois vous faire voir en détail, comment

la politique, que vous louez, ne tend qu'à nous dépraver, & rendre funeſtes les dons les plus précieux de la nature. Si on tolere les beſoins inutiles dans un Etat, ſoyez sûr qu'on ne tardera pas à les favoriſer, parce que les uns voudront tout avoir, les autres n'auront rien. A meſure que les beſoins des citoyens ſe multiplieront & s'agrandiront, attendez-vous à voir nos qualités ſociales s'affoiblir, s'éteindre ou ſe dénaturer, & les vices ſe montrer avec plus d'impudence, & bientôt même exiger des ménagemens & des reſpects. Vous connoiſſez les déſaſtres dont parle l'Hiſtoire; mépris des Loix, ruine des mœurs, guerres civiles, guerres étrangeres, chûte des Empires, tous ces maux n'ont point d'autre origine que notre négligence à nous conformer aux vues & aux règles de la nature. J'ai de la peine à croire qu'en imitant les Légiſlateurs qui ne ſe ſont propoſés que de faux biens & des avantages chimériques, nous parvinſſions à réparer leurs fautes. A force de nous écarter de ce que la nature exige de nous, croyons-nous acquérir le droit de nous en écarter

chaque jour davantage ? Nous flattons-nous de la contraindre par notre persévérance dans le mal, à se prêter enfin à nos caprices ? Elle ne manquera pas à ses Loix, parce que nous y manquons. Il n'en est pas de ces Loix éternelles qui ont précédé la naissance des villes & des sociétés & qui, pour me servir de l'expression de Ciceron, ne sont que la suprême raison de Dieu même, comme de celles qu'on publie tous les jours en Europe, & qu'il suffit de mépriser pour les faire rentrer dans le néant.

Je vous demande encore, Milord, si l'austérité pédantesque de nos Réformateurs n'est pas plus propre à nous rapprocher des vues & des intentions de la nature, & par conséquent à nous mettre sur la route du bonheur, que les Loix par lesquelles vous voudriez que nous augmentassions nos besoins, nos fortunes, nos vices & nos préjugés? Est-ce un si grand tort de croire que, pour rendre la Suede florissante, nous devons, autant que le permettent les circonstances présentes, rétablir les Loix de la nature; & pour les rétablir, commencer par

lever, ou du moins diminuer, les obſtacles qui s'y oppoſent? Pour être homme de bien ſans effort, diſoit Agéſilas, j'évite de m'expoſer à la tentation. Rappellez-vous la noble ſimplicité avec laquelle le Scythe Anacharſis refuſa les riches préſens de Hannon: Une peau groſſière me ſert de vêtement, je marche pieds nuds, je couche ſur la terre, la faim me fait trouver délicieuſe la nourriture la plus commune & la plus frugale; ainſi garde tes dons pour tes citoyens ou pour les Dieux. Un homme qui avoit ſi peu de beſoins, pouvoit-il manquer de quelque vertu? Pour ranimer le germe preſque anéanti de nos qualités ſociales, & nous faire aimer notre Patrie, nos Loix & notre liberté, eſt-il ſi abſurde de nous inviter à mépriſer l'argent? Et pour préparer cette heureuſe révolution, eſt-il ſi déraiſonable de nous ôter les raiſons & les prétextes que nous avons d'eſtimer les richeſſes? Platon approuveroit notre politique, & vous me permettrez de préférer ſon approbation à celle des banquiers de Londres.

Vos compatriotes, Milord, trahiront les intérêts de la Patrie, & se prostitueront à la faveur, tant qu'appauvris par leurs besoins, ils ignoreront l'art de se contenter d'une fortune médiocre. Multipliez vos Loix, elles seront toujours moins puissantes que la cupidité que vous avez mise en honneur, si vous ne commencez par rendre les richesses inutiles. Puisque vous voulez que l'argent fasse tout parmi vous, pourquoi voulez-vous qu'il ne puisse pas corrompre les membres de votre Parlement? On diroit que vous croyez que toutes les vertus, jusqu'au désintéressement même, s'achettent à prix d'argent. Dès que nous avons vu que cette malheureuse corruption dont vous vous plaignez, s'introduisoit parmi nous; nous avons jugé que l'avarice éluderoit la force des Loix, tant que nous permettrions aux besoins tyranniques du luxe de regarder l'argent comme un bien préférable à la vertu.

Pour justifier complettement la sévérité de nos Législateurs, il faudroit faire voir qu'on peut leur reprocher trop de molleſſe & de condescendance.

Il faudroit approfondir les idées que je n'ai fait qu'ébaucher ; il faudroit, pour ainſi dire, arracher à la nature ſes ſecrets ; & en examinant comment nous ſommes parvenus à étouffer & corrompre nos qualités ſociales, rechercher les moyens qu'elle nous a donnés pour les conſerver dans toute leur pureté. Mais en voilà aſſez, & vous n'exigez pas que je faſſe un traité complet des Loix. Laiſſons-là nos Réformateurs miſanthropes, & permettons à vos vaiſſeaux de naviger dans toutes les mers, de faire redouter chez toutes les Nations le nom Anglois, & d'en rapporter des tréſors immenſes, qui, cependant, ne vous ſuffiront jamais, & qui, peut-être, vous précipiteront un jour dans cette pauvreté que vous redoutez tant. Que ſert aujourd'hui de raiſonner ? Il eſt plus ſage, ou du moins plus court, de laiſſer aller le monde comme il va. Je ſuis effrayé de l'intervalle immenſe que nous avons mis entre le bonheur & nous ; & certainement nous ne ſommes pas diſpoſés à le franchir. Au lieu de nous entretenir de nos ſottiſes & de nos malheurs, nous

ferons beaucoup mieux de jouir d'une promenade qui nous présente le spectacle le plus agréable. La nature expirante, & comme épuisée par les productions de l'été, semble renaître dans les beaux jours de l'automne. On oublie qu'on touche au tems des frimats, ou si on s'en souvient, c'est pour jouir avec plus d'empressement de la beauté du ciel. En vérité, Milord, c'est un grand bonheur que l'empire de nos caprices ne s'étende pas sur l'ordre des saisons; nous n'aurions pas manqué de tout gâter; & Dieu fait si, à force de tout arranger à notre fantaisie, le monde ne seroit pas rentré dans le chaos. Cette double vue m'enchante; à droite, suivez la Seine qui, toujours sous vos yeux dans le vaste demi-cercle qu'elle parcourt, se partage & se divise entre ces prairies, & vient baigner inutilement les pieds arides de cette chaîne de montagnes. A gauche, parcourez des yeux cette vallée riante où une riviere, moins orgueilleuse, & bordée de saules, porte en serpentant la fécondité & l'abondance.

Je ne sais quel calme se répand dans

l'ame à la vue de ces hameaux que les passions des villes semblent respecter. Malheur à qui n'éprouve pas ce plaisir. L'imagination s'abandonne à de douces rêveries, & paroît nous dire que c'est-là le bonheur auquel nous sommes appellés. Pour moi, continua notre Philosophe, je serois tenté de croire que les peuples ne jouiront de tous les avantages de la société, que quand leurs modestes Magistrats seront tirés de la charrue. C'est alors que les Loix seroient justes & impartiales, & les campagnes florissantes. Aujourd'hui les insatiables besoins de notre luxe & de notre oisiveté ne cessent de tyranniser les malheureux, que nous avons condamnés à cultiver la terre. N'approchons pas de ces habitations, si nous voulons conserver l'illusion qui nous plaît. Le travail qui accable les laboureurs, ne seroit qu'un amusement délicieux, si tous les hommes le partageoient. Notre avarice les tient dans la misere au milieu des fruits qu'ils font naître pour nous à la sueur de leur front; il leur reste à peine une vile pâture; ils ont tous

les vices de la pauvreté, & la crainte de l'avenir eſt peut-être pire pour eux que leur indigence préſente. Qu'on vante après cela la politique de l'Europe. Je vous demande pardon, Milord, & ſans m'en appercevoir j'allois en revenir à nos Loix ſomptuaires & à nos Réformateurs.

C'eſt ce que je deſire, répartit Milord avec vivacité, & nous ne pouvons nous entretenir d'une matière plus intéreſſante. Me voilà un peu familiariſé avec vos idées, depuis que vous me les avez développées avec plus d'étendue; & quand votre doctrine ſeroit pire que celle de Platon, je vous l'avoue, je ſuis aſſez diſpoſé à ne vous pas contredire. Vos premières réflexions m'ont déjà fort ébranlé. Accoutumé à ne conſidérer la politique & les Loix que relativement aux débats du Parlement, aux intrigues de nos Miniſtres, aux progrès de notre commerce, à la ſureté de notre banque, au produit de nos douanes, à nos colonies qui ſe mutinent, à l'équilibre de l'Europe qui a beſoin de notre ſecours, & à notre marine; vous m'avez tranſporté dans des

régions toutes nouvelles, & ce que j'ai déjà vu me donne envie de connoître le reste. Je n'envisageois les richesses que par le côté qui peut les faire estimer. De la magnificence, des plaisirs, du luxe, des escadres nombreuses, des ennemis qui nous craignent, des alliés qui nous respectent, des Princes d'Allemagne & d'Italie qui se disputent l'honneur utile d'être nos pensionnaires ; tout cela, sans doute, est fort bon; mais après vous avoir entendu, j'ai peur que les inconvéniens ne soient plus grands que les avantages.

J'ai fait l'application de tout ce que vous nous avez dit, à ce que j'ai vu se passer en Angleterre, & je crois déjà entrevoir pourquoi un Gouvernement établi sur les principes les plus sages, & qui donne les espérances les plus agréables, ne peut cependant prévenir les abus multipliés dont nous ne cessons de nous plaindre. Nous avons trouvé le malheureux secret d'éluder la force de toutes les Loix qui gênent nos passions. Admirez ma pénétration; je commence à concevoir qu'un Etat ne peut être heureux

qu'en donnant des mœurs aux citoyens, & qu'il eſt inutile de faire des Loix pour leur ordonner d'être juſtes, déſintéreſſés & bienfaiſans, quand on en fait en même-tems qui excitent notre avarice, & rendent les vices néceſſaires. La politique que je regardois comme la ſcience la plus conjecturale & la plus incertaine, j'ai un vif plaiſir à voir que ce n'eſt plus le manége adroit d'un intrigant ſouple & ruſé, qui cherche à tromper en prodiguant les eſpérances agréables; ou qui prend cent formes différentes, ſelon le beſoin des circonſtances, pour ſortir d'un embarras & ſe jetter dans un autre. En me faiſant connoître les vues & les intentions de la nature à notre égard; en me montrant à quelles conditions elle nous promet le bonheur, & les moyens qu'elle nous a donnés pour le trouver, vous m'avez appris que la Légiſlation eſt ſoumiſe à des règles auſſi sûres que ſimples: mais peut-être en faut-il conclure que notre mal eſt ſans remède. Puiſque le Légiſlateur doit conformer ſa conduite à celle de la nature, comment pourrions-nous

encore eſpérer d'avoir de bonnes Loix ? N'importe ; continuez, je vous prie, à me communiquer vos lumières ; il eſt curieux de connoître la route que nos peres auroient dû tenir, & ſi nous étions perſuadés que la ſociété n'eſt malheureuſe que par notre faute, peut-être ferions-nous quelques efforts utiles pour nous corriger. Je joignis mes prieres à celles de Milord, & en entrant dans une des routes les plus agréables du bois, notre Philoſophe continua à nous entretenir.

CHAPITRE II.

La nature a voulu que l'égalité dans la fortune & la condition des citoyens, fût une condition néceſſaire à la proſpérité des États.

Je conſens avec d'autant plus de plaiſir, reprit notre Philoſophe, à vous expoſer mes idées, que vous m'y confirmerez, ſi vous les approuvez, ou que vos réflexions me retireront de l'erreur, ſi je me trompe.

Je vous ai parlé, Milord, de nos qualités sociales, & quelque prévenu que vous fussiez en faveur de la fausse politique que les hommes ont substituée à celle de la nature, vous n'avez pu vous empêcher de sentir combien il importe aux Etats que ces qualités détournées de leur destination, ne se dégradent ou ne dégénèrent en des passions dangereuses. Ce que j'ai dit jusqu'à présent ne suffit point pour guider un Législateur; s'il veut ne point s'égarer, il doit examiner si la nature ne nous a point fourni elle-même les moyens de conserver nos qualités sociales dans leur pureté. Elle est trop sage, sans doute, & trop bienfaisante pour y avoir manqué; & nous devons de notre côté être assez raisonables pour nous soumettre sans peine aux conditions qu'elle nous a imposées. Ce n'est point dans les Loix d'Angleterre, de Suede, de France ou d'Allemagne, que j'étudie les devoirs du Législateur; je descends encore, Milord, dans les abymes de mon cœur; j'étudie mes divers sentimens, j'examine leurs rapports, leur liaison, & je crois découvrir que

la

la nature destine les hommes à être égaux. Il me semble que c'est à l'égalité qu'elle a attaché la conservation de nos qualités sociales & le bonheur; & j'en conclus que le Législateur ne se donnera que des peines inutiles, si toute son attention ne se porte d'abord à établir l'égalité dans la fortune & la condition des citoyens.

Plus j'y réfléchis & plus je suis convaincu que l'inégalité des fortunes & des conditions décompose, pour ainsi dire, l'homme, & altère les sentimens naturels de son cœur; parce que des besoins superflus lui donnent alors des desirs inutiles pour son bonheur véritable, & rempliſſent son esprit des préjugés ou des erreurs les plus injustes & les plus absurdes. Je crois que l'égalité, en entretenant la modestie de nos besoins, conserve dans mon ame une paix qui s'oppose à la naissance & aux progrès des passions. Par quelle étrange folie mettrions-nous de la recherche, de l'étude & du raffinement dans nos besoins, si l'inégalité des fortunes ne nous avoit accoutumés à regarder cette délicatesse ridicule comme une

preuve de ſupériorité, & n'eût valu par-là une ſorte de conſidération ? Pourquoi m'aviſerois-je de regarder comme au deſſous de moi un homme qui m'eſt peut-être ſupérieur en mérite; pourquoi affecterois-je quelque préférence; pourquoi prétendrois-je avoir quelque autorité ſur lui, & ouvrirois-je ainſi la porte à la tyrannie, à la ſervitude & à tous les vices les plus funeſtes à la ſociété, ſi l'inégalité des conditions n'avoit ouvert mon ame à l'ambition, comme l'inégalité des fortunes l'a ouverte à l'avarice ? Il me ſemble que c'eſt l'inégalité ſeule qui a appris aux hommes à préférer aux vertus bien des choſes inutiles & pernicieuſes. Je crois qu'il eſt démontré que dans l'état d'égalité rien ne ſeroit plus aiſé que de prévenir les abus & d'affermir ſolidement les Loix. L'égalité doit produire tous les biens, parce qu'elle unit les hommes, leur éleve l'ame & les prépare à des ſentimens mutuels de bienveillance & d'amitié; j'en conclus que l'inégalité produit tous les maux, parce qu'elle les dégrade, les humilie & ſéme entr'eux la diviſion & la haine.

Si j'établis des citoyens égaux, qui ne considèrent, dans les hommes, que les vertus & les talens, l'émulation se tiendra dans de justes bornes. Détruisez cette égalité, & sur le champ l'émulation se changera en envie & en jalousie, parce qu'elle ne se proposera plus une fin honnête.

Pour se convaincre de la vérité de ces réflexions, il suffit d'étudier le jeu de nos passions, d'examiner avec quelle adresse & quelle diligence elles profitent de tous leurs avantages; & comment en se heurtant, se choquant, s'irritant, elles parviennent à nous dominer. Voyons ensuite ce qui se passe autour de nous; moins il subsiste d'égalité dans un Etat, & plus j'y découvre de vanité, de bassesse, de dureté, d'avarice & de tyrannie. L'éducation a beau nous apprendre à déguiser ces sentimens, ils transpirent de toutes parts, je les reconnois tous les jours sous le masque dont ils se couvrent, & ils n'attendent qu'une occasion importante pour se montrer sans pudeur. Il y a, Milord, quelques ames privilégiées à qui la nature semble avoir

imprimé d'une maniere plus forte les qualités ſociales. Comment ſont-elles parvenues à ſe préſerver de la contagion générale ? Je voudrois que la perſonne chez qui nous nous trouvons nous dît ſon ſecret ; mais je le devine. C'eſt par le ſecours d'une raiſon cultivée & éclairée qui lui fait mépriſer tous les préjugés que donnent de grandes richeſſes, de grands titres & une haute naiſſance. L'égalité lui eſt chere, parce qu'elle n'a pas beſoin des miſérables diſtinctions que nous avons imaginées, pour être diſtinguée.

Mais quelques exceptions dont on eſt étonné, ne détruiſent point une règle générale ; & le genre humain ſe livrera toujours aux vices que doit produire l'inégalité. Dès qu'on ſuppoſe des richeſſes inégalement partagées, peut-il ſe faire que les plus riches ne s'abandonnent pas au conſeil d'une pareſſe enchantereſſe ? Sera-t-on oiſif ſans imaginer de nouveaux plaiſirs & de nouvelles commodités ? Aura-t-on une délicateſſe un peu recherchée, ſans y mettre un certain prix, une certaine valeur ? Et com-

mencera-t-on à s'eſtimer ſi follement, ſans commencer à mépriſer ceux qui ſeront reſtés dans leur première ſimplicité ? Remarquez qu'il ne peut point y avoir d'inégalité dans la fortune, ſans qu'il n'y ait des riches, & par conſéquent des pauvres. Ceux-ci ne vendront-ils pas leurs ſervices aux autres, & leur ame ne ſera-t-elle pas humiliée ? Ne jugeons pas de ce commencement de corruption par les abus médiocres qu'il produit d'abord, mais par l'avenir malheureux qu'il annonce. Vouloir donner des bornes à ce qui eſt mal, dit un des plus grands hommes de l'antiquité, c'eſt prétendre qu'un fou qui ſe précipite du rocher de Leucade, ſera le maître, s'il le veut, de ſe retenir au milieu de ſa chûte. Pour peu qu'on s'écarte de la raiſon, les paſſions ſe pouſſent & s'avancent avec une extrême vîteſſe. Dès qu'on commence à leur obéir, on ſe plaît à ne leur point réſiſter : Ciceron a raiſon, & nos maux ſont ſans remède.

Suivez, je vous prie, cette chaîne de tous nos vices, dont le premier anneau tient à l'inégalité des fortunes.

Dès que les richeſſes donneront quelque conſidération, il faut que les riches s'eſſayent à uſurper l'autorité publique. Comment voudriez-vous que la pauvreté ſi humble & ſi vile, pût les retenir? Si l'ambition ſe conduit à l'égard des pauvres avec quelques ménagemens, ſon ſuccès eſt certain. L'Etat ſe trouve dans le deſpotiſme avant que de s'en appercevoir, & l'imbécillité du peuple éterniſera ſa ſervitude. Si l'inégalité des fortunes eſt aſſez grande pour que les riches, plus entreprenans & plus audacieux, aſpirent ouvertement à la tyrannie; vous verrez que les pauvres, ſoit parce qu'ils ne ſont pas encore familiariſés avec le joug, ſoit parce qu'ils ſont révoltés par une injure nouvelle, ſe ſouleveront & feront un effort en faveur des droits de l'humanité. De-là cette foule de diſſenſions, de querelles, de conjurations, de guerres civiles & de révolutions, qui, après avoir déchiré la République, cauſent ſa ruine.

Si quelque haſard favorable ſuſpend ces agitations, & que les partis ennemis paroiſſent ſe réconcilier,

l'Etat ſera plus ou moins heureux, ſuivant que les Loix, dont on ſera convenu, rapprocheront plus ou moins les citoyens de l'égalité. Si cette égalité n'eſt pas entière, le feu n'eſt point éteint, il n'eſt que caché ſous la cendre, & vous devez vous attendre à de nouveaux incendies. Les richeſſes ſont-elles enfin parvenues à établir l'Ariſtocratie ? Ce Gouvernement ne ſubſiſtera qu'autant que la fortune des tyrans du peuple ſera égale. Si les uns acquièrent de grandes richeſſes, tandis que les autres reſteront dans leur première médiocrité, les mêmes troubles qui ont détruit le pouvoir du peuple, détruiront l'autorité des Ariſtocrates. Chaque jour le Gouvernement ſera confié à un moins grand nombre de mains. Il ſe forme des complots, des partis & des ligues. Deja l'Oligarchie eſt établie ; & les paſſions, qui ont uni quelques tyrans, ne tarderont pas à les diviſer. Après avoir ſoumis de concert la République, chacun d'eux voudra ſoumettre ſes collègues. Celui qui prendra l'aſcendant, va établir ſa puiſſance en faiſant périr

tout ce qui lui porte ombrage. Aux Loix détruites succède une volonté aveugle & arbitraire, & des hommes qui s'étoient réunis en société pour être heureux, sont poussés par dégrés de malheurs en malheurs toujours plus grands, & subissent enfin sous des Empereurs, tantôt insensés, tantôt imbécilles, tantôt cruels, tantôt injustes, & toujours accablés du poids de leur pouvoir, le châtiment qu'ils ont mérité en s'écartant des vues de la nature.

Tels sont en partie les maux que nous avons rassemblés sur nos têtes, depuis que l'inégalité des fortunes ne nous a plus permis d'avoir des Loix impartiales. Vous êtes trop instruit, Milord, pour qu'il soit nécessaire d'entrer dans des détails. Vous parlerai-je de la mendicité, qui déshonore aujourd'hui l'Europe, comme l'esclavage a autrefois déshonoré les Républiques des Grecs & des Romains? Ce n'étoit pas, sans doute, assez des malheurs domestiques que nous nous sommes faits; les Nations se sont armées les unes contre les autres, & tous les droits de l'humanité ont été

violés. Des terres, dit Platon, qui suffisoient à des citoyens qui ne connoissoient dans l'egalité que les besoins simples & peu nombreux de la nature, ne purent plus suffire à l'entretien d'une société à qui l'inégalité des fortunes avoit appris à estimer les richesses, le luxe & les voluptés. Il parut avantageux de piller ses voisins, & parce que le pillage étoit utile, il fut bientôt plus honoré que la justice dont on n'eut dès-lors que des idées fausses. Nous nous fîmes deux poids & deux mesures; & à la honte de notre raison, les riches infligèrent peine de mort contre le vol, parce qu'ils pouvoient être volés; & approuvèrent les conquêtes, parce qu'ils étoient eux-mêmes les voleurs des Nations.

Mais de grace, Milord, je vous demande encore un moment d'audience, & vous me ferez ensuite toutes les objections qu'il vous plaira. Permettez-moi d'ajouter que ce n'est point en faisant un tableau des désordres que l'inégalité a causés, que je me borne à prouver que l'égalité est nécessaire aux hommes. La nature en

avoit fait une Loi à nos premiers Peres, & elle avoit déclaré ſes intentions d'une manière ſi claire qu'il étoit impoſſible de les ignorer. En effet, qui peut nier qu'en ſortant de ſes mains, nous ne nous ſoyons trouvés dans la plus parfaite égalité. N'a-t-elle pas donné à tous les hommes les mêmes organes, ſes mêmes beſoins, la même raiſon? les biens qu'elle avoit répandus ſur la terre, ne leur appartenoient-ils pas en commun? Où trouverez-vous un principe d'inégalité? Avoit-elle établi à chacun un patrimoine particulier? Avoit-elle placé des bornes dans les champs? Elle n'avoit donc pas fait des riches & des pauvres. Avoit-elle privilégié quelques races par des bienfaits particuliers, comme nous voyons que pour établir l'empire des hommes ſur les animaux, elle nous a doués de pluſieurs qualités ſupérieures? Elle n'a donc pas fait des grands & des petits: elle n'a donc pas deſtiné les uns à être les maîtres des autres.

Ce n'eſt pas tout, pour affermir cette précieuſe égalité, la nature n'avoit-elle pas placé dans le cœur humain un ſentiment de nobleſſe,

d'élévation & de liberté, qui devoit la défendre & la protéger ? Avec quelle énergie ce penchant de l'ame ne ſe montre-t-il pas encore chez les Nations libres ? Quoiqu'émouſſé & expirant dans les pays deſpotiques, les eſclaves eux-mêmes ne le retrouvent-ils pas en quelque ſorte dans le fond de leur cœur, quand on leur fait une injure à laquelle l'habitude de leur miſère ne les a pas accoutumés ? Avec quelle force ce ſentiment, que pluſieurs ſiècles de ſervitude & de tyrannie n'ont pu détruire, devoit-il ſe montrer à la naiſſance des choſes ? Plus l'égalité étoit néceſſaire pour rendre les hommes heureux, plus il étoit digne de la ſageſſe de la nature de prendre des précautions pour la conſerver. Tandis qu'il eſt ſi aiſé d'abuſer, comme je l'ai dit, de nos qualités ſociales; tandis que toujours voiſines de quelque vice, elles peuvent ſi facilement ſe dénaturer; je vois, au contraire, que la Providence n'a pas permis que le ſentiment de l'égalité pût être outré. Plus il ſera vif, plus il contribuera au bonheur. Jamais il ne peut dégénérer

& devenir un vice, parce qu'il ne peut jamais être injuſte ; & que ne nous éloignant pas moins de la tyrannie que de la ſervitude, il unit les hommes & ne leur donne qu'un même intérêt. Le ſentiment de l'égalité n'eſt pas autre choſe que le ſentiment de notre dignité ; c'eſt en le laiſſant affoiblir que les hommes ſont devenus eſclaves, & ce n'eſt qu'en le ranimant qu'ils deviendront libres.

Si vous vous étiez borné, dit Milord à notre Philoſophe, à proſcrire la monſtrueuſe inégalité qui s'eſt introduite dans preſque tous les Etats de l'Europe, perſonne, je crois, n'auroit pu combattre vos réflexions ; mais vous demandez une égalité rigoureuſe, & vos argumens ne me perſuadent pas. Si la nature nous a donné d'une main l'égalité, il me paroît qu'elle l'a retirée de l'autre. Il eſt difficile de ſe perſuader que ſi la Providence avoit eu ſi fort à cœur la conſervation de notre prétendue égalité, elle n'eût pas trouvé, dans les tréſors de ſa bonté, de ſa ſageſſe & de ſa puiſſance infinies, des moyens certains de la conſerver. Vous me parlez

de nos mêmes organes, de nos mêmes besoins, de nos mêmes droits aux productions spontanées de la terre, & j'en conviens; mais nous avons des inclinations différentes & des forces & des talens inégaux. N'en faut-il pas conclure que cette égalité dans laquelle le genre humain a été créé, n'étoit, & ne pouvoit être, qu'un état de passage? Tout sort brut & informe des mains de la nature, & c'est à l'art des hommes qu'il appartient de perfectionner ses ouvrages. Si l'état dans lequel nous sommes nés est un état dont nous ne puissions nous écarter sans contrarier les vues de la Providence; pourquoi n'en est-il pas de notre indépendance comme de notre égalité? Toutes deux sont des présens de la nature; pourquoi puis-je renoncer à l'un, pouquoi faut-il que je conserve l'autre? Si nous sommes destinés à former des sociétés; si nous devons faire des Loix pour ajouter une nouvelle force à celles de la nature; s'il faut créer des Magistrats pour veiller à l'observation de ces Loix; je conclurai de toutes ces vérités, qui sont certaines, que nous ne sommes pas appellés par la nature à vivre dans

l'égalité : car il eſt évident que l'état de ſociété ſuppoſe néceſſairement une ſubordination qui ne peut s'allier avec l'égalité que vous deſirez entre les citoyens. Il faut établir une autorité réprimante & à laquelle rien ne puiſſe réſiſter, pour prévenir les abus; mais comment établirez-vous cette autorité ſans détruire l'égalité.

Courage, Milord, répondit notre Philoſophe en badinant, je vois qu'il n'eſt pas aiſé de vous contenter. Mais pourquoi, me faiſant l'honneur de croire que j'aie aſſiſté aux conſeils de la Providence, exigez-vous que je vous explique comment les hommes ſi foibles, ſi bornés & ſi impuiſſans, ont pu réſiſter à leur vocation, & renoncer à l'égalité où ſa volonté toute puiſſante les appelloit? Ce que je ne comprends pas, & ce qu'aucun Philoſophe ne comprendra jamais; c'eſt par quel motif Dieu a voulu créer un être tel que l'homme, qui, par les beſoins de ſes ſens eſt rabaiſſé à la condition humiliante des brutes, tandis que par ſon intelligence il eſt, pour me ſervir de l'expreſſion de Ciceron, en commerce avec la Divinité

même. C'eſt un myſtère qui confond notre raiſon, que ce nœud qui aſſemble & lie des qualités ſi différentes, ou plutôt ſi oppoſées. Mais quelque incompréhenſible qu'en ſoit la cauſe, cet aſſemblage eſt fait, il doit en réſulter un être très-imparfait & ſujet à l'erreur; & c'eſt parce que l'homme eſt ſujet à l'erreur, qu'il a pu abuſer de ſa liberté, & ne pas ſuivre la vocation à laquelle il étoit appellé. Mais ne nous engageons pas, Milord, dans une queſtion métaphyſique qui paſſe les bornes de notre intelligence; ce n'eſt pas dans cette vie que tombera le voile qui nous couvre les yeux. Tous vos raiſonnemens ſe réduiroient à des plaintes de ce que l'homme eſt accablé d'infirmités; & je vous répondrois toujours que je vois ces infirmités, que j'en ſuis touché: mais que l'homme étant l'ouvrage d'un Dieu, qui fait néceſſairement tout pour le mieux, je ſuis perſuadé que nous avons toutes les perfections dont notre nature eſt ſuſceptible. Je voudrois que Dieu m'eût ôté la liberté de faire le mal, mais je vois tous les ſecours qu'il m'a donnés pour faire le bien.

Vous ne tirerez, je crois, aucun avantage des inclinations, des forces & des talens différens des hommes, pour prouver que l'égalité dans laquelle ils sont nés, ne pouvoit subsister. Prenez garde, Milord, de ne pas confondre notre état présent & celui de nos peres, quand ils sortirent des mains de la nature. Combien l'inégalité, une fois introduite parmi les citoyens, n'a-t-elle pas produit de besoins, d'arts, de professions, de vices, de préjugés, d'habitudes & de passions, qui, n'étant que son ouvrage & venus après elle, n'ont pu, par conséquent, contribuer à bannir l'égalité? Les besoins de nos premiers peres étoient trop simples pour que leurs inclinations fussent aussi variées que vous le prétendez. Rappellez-vous ce qu'on a écrit sur les mœurs des Sauvages d'Afrique & d'Amérique, vous verrez qu'ils sont renfermés dans un cercle très-étroit d'occupations, & que leurs besoins, qui sont les mêmes dans leur égalité, leur donnent le même caractère.

Je dis la même chose des talens; la nature ne les répand point avec

assez d'inégalité, pour qu'ils puissent établir une grande différence dans la condition des hommes. C'est notre éducation, si capable d'abrutir les uns & de développer dans les autres les facultés de leur ame, qui nous persuade que la Providence a fait différentes classes d'hommes. Dans ces trous de rocher que nous avons vus en montant sur cette montagne, la misère y cache peut-être des Horace, des Fersen, des Malbourouck, des Aristides, des Épaminondas & un Lycurgue. Dans la première situation des hommes, une éducation égale développoit à peu près les mêmes talens dans tous, & si quelques citoyens étoient distingués par leur mérite, ils étoient amplement récompensés par l'estime publique & par les Magistratures auxquelles ils étoient élevés.

Pour l'inégalité des forces, il ne m'est pas moins difficile de concevoir comment elle a pu contribuer à bannir l'égalité. La nature a-t-elle créé des briarée, des hommes à cent bras, pour assujettir mon espèce? Non; désarmé, sans les griffes & les dents d'un lion, comment voulez-

vous que je contraigne mes pareils à reconnoître une supériorité que je n'ai pas ? si j'abuse de mes forces, ne se formera-t-il pas une ligue pour me punir & ne succomberai-je pas sous les efforts de huit ou dix hommes plus foibles que moi ! Est-ce avant l'établissement de la société, que vous supposez que l'inégalité des forces ait détruit l'égalité dont nous parlons ? En ce cas, je dirai que vous faites un roman peu vraisemblable. Au milieu de l'indépendance la plus entière, quand on n'a pas encore l'esprit d'avoir des Loix & des Magistrats, quand on ne sait encore ce que c'est qu'ordonner, défendre & dominer, comment voulez-vous qu'il se forme des projets de tyrannie ? Vous bouleversez toute la marche des idées & des passions humaines. Avant que de se soumettre à la volonté arbitraire d'un homme, on devoit s'accoutumer à la subordination, en commençant par se soumettre à des Loix & à leurs Ministres. N'est-ce qu'après l'établissement de la société, que sera arrivée cette funeste révolution ? Mais je vous réponds que la force peut bien avoir servi de titre

pour mériter de la considération & avoir du crédit chez un peuple grossier & barbare, mais non pas pour bannir l'égalité, quand une fois il est assez éclairé pour avoir formé une société. Puisque la fin que se proposent des hommes réunis par les Loix, est de former une masse de puissance publique, pour arrêter & réprimer les violences & les injustices des particuliers, comment la force d'un citoyen lui servira-t-elle à faire reconnoître sa supériorité & sa tyrannie ? Non, Milord, ce n'est point la faute de la nature, si les hommes ont perdu leur egalité, ils n'ont point abusé des forces inégales qui leur étoient données, il faut recourir à d'autres causes. C'est la faute de la politique & des Loix qui ont été assez imprudentes & assez inconsidérées pour permettre que des Magistrats s'accoutumassent dans l'exercice d'une trop longue Magistrature, à la douceur de commander, eussent l'adresse de tourner la puissance publique à leur avantage particulier, & s'en rendissent enfin les maîtres.

Je ne nie pas que la nature ne nous

distribue inégalement ses bienfaits ; mais il me semble que ce n'est point avec une disproportion égale à la monstrueuse différence que nous voyons dans la fortune des hommes. En nous donnant des goûts, des qualités, des forces & des talens différens, elle n'a point voulu nous tendre un piège, ni nous préparer à la plus légère inégalité ; car, quelque petite que vous supposiez cette inégalité, elle seroit toujours un vice, qui ne manqueroit pas de prendre, en peu de tems, des forces, & de produire enfin les maux les plus extrêmes. La nature n'a recherché qu'à multiplier & resserrer les liens qui doivent nous unir sous l'empire des Loix. C'est par ce partage inégal dont notre amour propre nous empêche de nous plaindre, qu'elle nous rend plus utiles les uns aux autres, suffit à tous nos besoins, & nous invite à ce commerce de services & de bienfaits qui nous est nécessaire. Ces dons différens de la nature qui contribuent à faire fleurir la société, contribuèrent, dans la naissance des choses, à la former. Si tous les hommes avoient eu dans le

même dégré, les mêmes qualités, les mêmes inclinations, les mêmes forces, les mêmes talens, ils se seroient rapprochés moins aisément, & chacun auroit été moins disposé à se mettre à la place qu'il devoit occuper.

Je vous prie, Milord, de ne pas croire qu'il ait fallu conserver l'indépendance comme l'égalité pour nous rendre heureux. Toutes deux, il est vrai, sont des dons de la nature, mais ils sont différens, & ils nous ont été faits pour une fin différente; nous n'avons pas été créés égaux, parce qu'il nous importoit de rester indépendans; mais nous sommes nés indépendans, parce qu'il nous importoit de naître égaux & de rester dans notre égalité. Cette vérité devient sensible, quand on fait attention que l'indépendance, qui consiste à ne rendre compte de sa conduite à personne, & ne rélever, si je puis parler ainsi, que des lumières de sa raison & des mouvemens de sa conscience, ne peut subsister dans l'état de société où l'homme, devenu citoyen, voit au-dessus de lui des Loix, des Tribunaux & des Magistrats. S'il nous a été utile de former

des sociétés, il nous a donc été utile de renoncer à notre indépendance. Il n'en est pas de même de notre égalité, & je vous ai déja prouvé qu'elle est la source des plus grands biens, & qu'on ne peut la perdre sans s'exposer aux plus grands maux ; il nous étoit donc utile de n'y pas renoncer.

Il me semble que ce n'est qu'en Turquie, ou dans quelqu'autre Etat despotique, qu'on peut croire que la subordination, nécessaire dans la société, soit incompatible avec l'égalité. Si ma raison particulière est subordonnée à la raison publique de l'Etat, si je consens d'obéir aux Loix, si je reconnois un Souverain dont je fais partie, de même que tous les autres citoyens, pourquoi ne serois-je plus l'égal de ceux qui n'ont que les mêmes droits que moi ? Les Magistrats, me direz-vous, ne sont-ils pas au-dessus de vous ? Non, vous répondrai-je, à moins que je n'aie été assez insensé pour me donner un maître, ou que je n'aie accordé à ce Magistrat le droit de m'opprimer en lui abandonnant un trop grand pouvoir, ou des prérogatives qui séparent ses

intérêts des miens. Mais si consultant les règles les plus simples du sens commun, ces Magistrats, que j'ai placés dans leur tribunal, n'occupent qu'une place que je puis occuper à mon tour; s'ils sont obligés d'obéir aux Loix comme moi, si je puis les punir pour les avoir violées, s'ils ne sont que chargés de la procuration de leurs concitoyens & de la mienne pour maintenir l'ordre, & n'ont qu'une autorité empruntée&passagère; pourquoi le respect que je dois à de pareils Magistrats, m'aviliroit-il au lieu de m'honorer ? Pourquoi une pareille subordination seroit-elle opposée à l'égalité la plus entière ? Je le sais, Milord, nous avons besoin d'une puissance réprimante, mais je suis sûr que pour imposer aux hommes, les Magistrats n'ont point besoin de tout cet appareil de faste, de grandeur & de puissance qui les accompagne.

Je ne sais par quelle fatalité, dit Milord à notre Philosophe, les meilleures raisons ne se présentent jamais que les dernières à notre esprit. Je vous abandonne tous les raisonne-

mens que je viens de faire ; mais ce qui prouve invinciblement que les hommes ne sont pas destinés à rester égaux dans la société, c'est qu'avec quelque égalité que le partage des terres ait été fait, il est impossible que la République n'ait bientôt des citoyens riches & des citoyens pauvres ; & cette inégalité des fortunes produira nécessairement l'inégalité des conditions. C'est une destinée inévitable ; car il seroit insensé de porter des Loix pour ordonner aux citoyens d'avoir la même intelligence, la même industrie, le même goût pour le travail & le même nombre d'enfans. Ainsi les terres produiront plus dans de certaines mains & moins dans d'autres, & avec une égalité de partage il y aura bientôt une inégalité de fortune. Laissez le tems de recueillir ou de partager les successions & les héritages ; attendez la troisième génération, & je vous réponds que vous ne trouverez plus d'égalité dans votre République. La Loi ordonnera-t-elle de faire tous les cent ans un nouveau partage des terres ? Dans ce cas je vous avertis que le remède sera pire que le mal. A la

fin de chaque siècle, on négligera de cultiver des terres qu'on n'espérera pas de conserver. Il se formera, de tous côtés, des cabales & des partis, & au lieu de réformer la République, vous la perdrez.

Je vous répondrai, dit notre Philosophe, qu'il n'est pas impossible de remédier à la plus grande partie de ces inconvéniens, ou plutôt de les prévenir; puisqu'il est prouvé que les Spartiates ont vécu pendant six cents ans dans la plus grande égalité; & que vous ne pouvez nier que des institutions qui ont subsisté pendant six siècles, ne tenoient point à une mode, à un enthousiasme, à un fanatisme passager, & pouvoient, par conséquent, se conserver pendant un million d'années. Quel fut le secret de Lycurgue pour opérer ce prodige? Il sentit la force de votre objection, & ne se contentant pas de partager également les terres, & de ne produire qu'un bien passager & très-court, il ôta, à ses concitoyens la propriété de leurs terres. Elles appartenoient à la République, qui en distribua une portion à chaque père

de famille, pour en jouir en qualité de simple usufruitier. S'il se glissa différens abus chez les Spartiates, s'ils furent enfin les maîtres de disposer à leur gré de leurs terres, & si cette révolution funeste perdit sans ressource la République & les Loix de Lycurgue, il me semble qu'on en peut tirer les instructions les plus utiles sur la nature des propriétés; il me semble qu'on en doit conclure que nous ne pouvons trouver le bonheur que dans la communauté des biens. Je vous prie, Milord, de ne pas perdre patience, & de m'écouter.

CHAPITRE III.

De l'établissement de la propriété. Elle n'est point la cause de la réunion des hommes en société. La nature les invitoit à la communauté des biens.

JE vous ai assez parlé, continua notre Philosophe, des avantages de l'égalité; & votre dernier argument, pour prouver qu'elle ne peut subsister avec la

propriété des biens, eſt d'une ſi grande force, que je ne balance point à regarder cette malheureuſe propriété comme la première cauſe de l'inégalité des fortunes & des conditions, & par conſéquent de tous nos maux. Les Poëtes que Platon vouloit chaſſer de ſa République, ont mieux connu que les Légiſlateurs & la plupart des philoſophes, l'origine, la marche & les progrès des ſentimens du cœur humain. Ils ont appellé ſiècle d'or cet heureux tems où les propriétés étoient inconnues; & ils ont ſenti que la diſtinction du tien & du mien avoit produit tous les vices.

Quelle misère, je vous prie, que des perſonnes qui paſſent pour philoſophes, répetent éternellement les uns après les autres, que ſans la propriété il ne peut point y avoir de ſociété? Eſt-il vrai que ce ſoit pour s'aſſurer la jouiſſance de ſes poſſeſſions, qu'on ait fait des Loix & des Magiſtrats? Les hommes ſe ſont rapprochés, parce qu'ils avoient des qualités ſociales, & que leurs beſoins les invitoient à s'aider & à ſe ſervir mutuellement. C'eſt parce qu'ils

étoient sujets à des mouvemens d'impatience, de colère, d'emportement, de haine & de vengeance; c'est parce que tous n'étoient pas également dociles aux conseils de leur raison, & que souvent on abusoit du droit de se venger & de punir ses ennemis, qu'on établit une puissance publique à qui on remit le soin de punir, de venger ou de réparer les injures & les injustices des particuliers. Certainement la société s'est formée, avant que la terre fût assez peuplée pour que ses productions spontanées, la chasse & la pêche, ne pussent plus suffire à la subsistance de ses habitans. Pourquoi les hommes auroient-ils imaginé, dans cette situation, de cultiver les champs? Ce n'est que le besoin qui peut nous forcer à travailler. La terre n'avoit alors aucun prix, aucune valeur; autant qu'on peut remonter à l'origine des Nations, tous les monumens ne nous indiquent-ils pas qu'elles ont commencé par être errantes? Comment donc pouvoient-elles avoir des propriétés? Si les sociétés se sont formées sans les connoître, pourquoi n'auroient-elles pu subsister sans leur secours?

Quand les hommes, en se multipliant, sentirent enfin la nécessité d'avoir des demeures fixes & de cultiver la terre, je vous demande si la première idée qui se présenta à leur esprit, fut de faire un partage & d'établir des propriétés? En faisant un établissement nouveau, il est de la nature de notre esprit de se conduire encore par les idées avec lesquelles l'habitude l'a familiarisé. Il est donc raisonnable de penser que nos pères, obligés de travailler pour se procurer une subsistance plus commode, réunirent leur travail en commun, comme ils avoient déjà réuni leurs forces pour former une puissance publique. Après avoir uni leur travail, ils devoient recueillir en commun. Vous voyez avec quelle sagesse la nature avoit tout préparé pour nous conduire à la communauté des biens, & nous empêcher de tomber dans l'abyme où l'établissement de la propriété nous a jettés. Pour moi, je vous l'avoue, bien loin de regarder cette communauté comme une chimère impraticable, j'ai de la peine à deviner comment on est venu à établir des

propriétés. Je n'ai là-dessus que des conjectures qui ne me satisfont pas entièrement, & si je ne craignois de manquer de respect à nos pères, quels reproches ne leur ferois-je pas pour avoir fait une faute qu'il étoit presque impossible de faire.

J'avois gardé jusqu'alors un profond silence ; mais ces dernières paroles me parurent un paradoxe si extraordinaire, que je ne pus m'empêcher d'interrompre notre Philosophe. Ce qui m'étonne beaucoup, lui dis-je, c'est que vous soyez embarrassé d'une chose qui ne m'embarrasse nullement. Pourquoi nos pères sont-ils si coupables, & quels grands obstacles ont-ils eus à surmonter pour devenir méchans ? Il me semble que les sottises ne sont que trop naturelles aux hommes. N'est-il pas tout simple que ce fond d'avarice & d'ambition que nous portons dans notre cœur, n'ait pas voulu se contenter de la communauté de biens ? Si ces deux passions, avant que d'être aiguillonnées par la propriété, étoient beaucoup moins actives qu'aujourd'hui. Elles devoient cependant nous sol-

liciter avec assez de constance & de force pour obtenir enfin tout ce qu'elles demanderoient ; & il auroit fallu une espèce de miracle pour que nos pères n'eussent pas fait la faute que vous leur reprochez.

Vous auriez raison, me répondit notre Philosophe, si la nature avoit fait l'homme avare & ambitieux, comme elle l'a fait sensible à la pitié, à la colère, à la reconnoissance, à l'amitié, &c. Mais puisqu'elle vouloit le mettre à portée de se rendre heureux, elle s'est bien gardée de lui donner les deux vices qui contribuent le plus à son malheur. L'ambition & l'avarice ne sont pas mères, si je puis parler ainsi, mais filles de l'inégalité. Pour se convaincre que ces deux passions étoient inconnues à la naissance des choses, & ont suivi & n'ont pas précédé la propriété, il suffit de faire attention qu'avant cet établissement, les richesses ne consistant qu'en des fruits que le tems alteroit & corrompoit promptement, il étoit inutile d'en cueillir ou d'en cultiver plus qu'on n'en pouvoit consumer. Puisqu'il n'y avoit point de fortune,

il ne devoit point y avoir d'avarice. Mais le germe de cette malheureuse passion fut jetté parmi les hommes, dès que la propriété fut connue. Le citoyen ne regarda plus le champ qu'il cultivoit du même œil qu'il l'avoit vu jusqu'alors ; il s'occupa davantage de lui-même dans son travail, il oublia le bien public, & fut dès-lors moins généreux. Il s'établit un commerce des denrées que chaque famille ne put consumer. Le superflu ne fut plus une chose inutile depuis qu'on pouvoit l'échanger ; les besoins augmentèrent, on sentit l'avantage d'être riche. Voilà l'avarice ; & elle ne tardera pas de s'accroître en inventant tous les jours de nouveaux moyens de se satisfaire.

Il en est de même de l'ambition. Je sais que quelques philosophes ont prétendu que nous naissons ennemis les uns des autres, & qu'en commençant à respirer, les hommes eurent le desir de se faire la guerre, de se déchirer & de s'asservir mutuellement ; mais au lieu de m'arrêter à réfuter cette absurde philosophie, ne suffit-il pas de demander sur quelle

apparence de raiſon on imagine que la nature ait arrangé de telle ſorte notre condition, qu'un homme ne puiſſe être heureux qu'aux dépens d'un autre? Tout ne nous dit-il pas que le ſoin de notre conſervation a d'abord dû nous occuper entiérement? Pourquoi veut-on qu'un être qui penſe, s'expoſe au danger de la guerre ſans eſpérance d'un bien? Si on veut me perſuader que les hommes avoient de l'ambition avant la naiſſance de la ſociété, il faut me faire voir les avantages que cette paſſion pouvoit leur préſenter; il faut me démontrer qu'il n'y a point d'abſurdité à ſuppoſer que des hommes qui n'avoient que des idées d'égalité, de liberté & d'indépendance, pouvoient former des projets d'empire, de ſervitude & de tyrannie.

Paſſe encore, ſi on avoit rejetté la naiſſance de l'ambition au tems où les ſociétés ſe formèrent. On pourroit dire, avec quelque ombre de vraiſemblance, que les Magiſtrats, flattés du plaiſir de commander, & fiers de ſe voir les Miniſtres des Loix, ſe livrèrent à des eſpérances ambitieuſes;

mais je vous avoue, que j'aurois quelque peine à le croire. Comment ces espérances ambitieuses pouvoient-elles s'associer avec l'égalité à laquelle on étoit accoutumé avant l'établissement des propriétés? Remarquez, je vous prie, que chez tous les peuples dont nous connoissons l'histoire, l'avarice a toujours précédé l'ambition. Plus une Nation est pauvre, moins il doit s'y former de projets d'ambition & de tyrannie. Pourquoi cela? C'est qu'il est infiniment aisé à des hommes pauvres d'arranger de telle manière les Magistratures, qu'on n'ait rien à craindre de l'autorité des Magistrats; & qu'ils seroient des insensés, s'ils osoient aspirer à n'être pas les simples organes de la Loi. C'est que rien n'est plus facile dans cette situation que d'inspirer à tous les citoyens l'amour du bien public; & que cette vertu, qui étouffe l'ambition, ne laisse paroître que l'émulation & l'amour de la gloire. L'ambition suppose des propriétés. Avant qu'il y ait des ambitieux, il doit y avoir des riches qui jouissent de leurs avantages, & dont la fortune soit à la fois enviée

& reſpectée. Sans cela l'homme ſe donneroit-il la peine d'être ambitieux? Etouffant & corrompant la plupart de ſes qualités ſociales, par quel intérêt pourroit-il ſe réſoudre à commettre les injuſtices & les violences néceſſaires au ſuccès de l'ambition?

Rien ne me paroît plus aiſé que de contenir les hommes dans le devoir, avant qu'on eût établi des propriétés; car rien n'étoit plus aiſé que de pourvoir à leurs beſoins & de les ſatisfaire. Je crois voir les citoyens diſtribués en différentes claſſes; les plus robuſtes ſont deſtinés à cultiver la terre, les autres travaillent aux arts groſſiers dont la ſociété ne peut ſe paſſer; je vois par-tout des magaſins publics, où ſont renfermées les richeſſes de la République; & les Magiſtrats, vraiment pères de la Patrie, n'ont preſque point d'autre fonction que d'entretenir les mœurs, & de diſtribuer à chaque famille les choſes qui lui ſont néceſſaires.

C'eſt, ſelon les apparences, la pareſſe qui troubla le bonheur de cet âge d'or. Peut-être que des hommes plus indolens & moins actifs que les

autres, & qui attendoient leur subsistance du travail commun de la société, la servirent avec moins d'assiduité & de zèle. Leur nonchalance, comme tous les autres vices, augmenta en n'étant pas réprimée. Les paresseux furent à charge à leur concitoyens qui se plaignirent, & la République commença à être agitée par ces dissensions. Si vous n'êtes pas content de ces conjectures, vous pouvez attribuer la naissance des premiers désordres à l'injustice des Magistrats, qui, dans la distribution des fruits ou des autres choses nécessaires, se firent à eux-memes une meilleure part, ou marquèrent une preférence injuste pour leurs parens & leurs amis.

Quoiqu'il en soit de ces premiers mécontentemens qui préparoient une révolution funeste, croyez-vous, ajouta notre Philosophe en me serrant la main, qu'il fût impossible d'y remédier? les passions alors n'avoient point l'opiniâtreté & la force qu'elles eurent depuis. Pour proscrire la paresse, il ne s'agissoit que d'encourager au travail en portant des Loix qui auroient reveillé, dans les citoyens, l'instinct

naturel qui nous invite à rechercher l'estime de nos pareils, & à craindre leur mépris. Pour arrêter les plaintes des hommes laborieux qui trouvoient mauvais de travailler pour des citoyens inutiles à la société; il suffisoit de leur accorder des récompenses & des distinctions qui les auroient fait regarder comme les bienfaiteurs & les pères de la Patrie. Si le mal venoit des préférences injustes des Magistrats dans la distribution des fruits; on pouvoit, sans beaucoup de peine, les rappeller à leur devoir. Mille moyens, tous plus simples les uns que les autres, se présentoient à la politique de nos pères, & tous étoient également propres à maintenir l'ordre. Il seroit inutile de vous en parler, & il est aisé de les imaginer, puisque plusieurs peuples, malgré l'emportement de nos passions, ont encore trouvé le secret de prescrire des règles aux Magistrats, & de les contraindre à obéir aux Loix.

On se livra sans réflexion à des mouvemens de colère, d'indignation & de vengeance. Puisque nous ne vivons plus, dirent les citoyens les

plus laborieux, des fruits ſpontanés de la terre, & que le travail de nos bras eſt néceſſaire à la ſociété, il eſt juſte que chaque citoyen y contribue également. Il n'y a qu'un moyen pour bannir la pareſſe & châtier les pareſſeux; que déſormais les fruits de la terre n'appartiennent qu'à ceux qui les auront cultivés, & aux ouvriers qui leur donnent, pour ainſi dire, une nouvelle exiſtence. Nous eſpérons envain que les Magiſtrats mettront dans nos diſtributions la juſtice & l'impartialité que nous deſirons. Pour arrêter le cours des maux dont nous nous plaignons, que tardons-nous donc à porter une Loi qui attribue & donne à chaque citoyen la récolte que ſes ſoins auront produite ? Faiſons un partage égal de nos terres, la néceſſité, la plus puiſſante des Loix, bannira la pareſſe; le beſoin donnera de la force, de l'activité & de l'induſtrie, & nos Magiſtrats ſeront débarraſſés d'un emploi qu'ils ne peuvent remplir. On ne découvrit point l'abyme qu'on creuſoit ſous ſes pas, & on porta la Loi funeſte qui ordonnoit le partage des terres,

Croyez-vous, dit Milord en badinant, m'avoir convaincu avec vos idées poëtiques ? Il ne manque à la description de votre siècle d'or que des ruisseaux de lait qui serpentent dans les plaines ; & si vous ne m'aviez déjà prouvé qu'on n'abandonne point impunément les règles étroites de la nature, je ne serois point trop fâché qu'on nous eût fait passer du siècle d'or au siècle d'argent. Si je vous dis qu'une pointe d'avarice est peut-être nécessaire aux hommes pour les faire agir ; vous me répondrez qu'ils se porteront insensiblement aux derniers excès, & j'ai peur que vous n'ayez raison. Quoiqu'il en soit, la communauté des biens répand une extrême langueur dans la société. Quel engourdissement ! Vous avez bien raison de craindre que la paresse, la plus paisible des passions, ne trouble cependant vos citoyens. Pourquoi travailleroient-ils ? La culture de la terre doit être négligée, & les campagnes ne produiront que des moissons stériles sous des mains qui ne seront pas animées par la propriété, car on ne travaille pas pour les autres avec

la même ardeur que pour soi. Quel chétif spectacle auroient d'ailleurs présenté les sociétés, qui, pour se gouverner par vos principes, auroient été obligées d'être extrêmement petites? Quelle occupation fastidieuse pour des Magistrats que l'unique soin de rassembler les productions de la terre, de visiter les attéliers des artisans, & de distribuer tristement aux citoyens les denrées & les vêtemens dont ils ont besoin! Enfin, si tous les hommes ne restoient pas dans ce premier état, ne voyez-vous pas que ceux qui se seroient opiniâtrés à ne point changer de situation, auroient été bientôt envahis par quelque voisin dont l'avarice & l'ambition auroient fait une puissance formidable?

Milord, répondit notre Philosophe, si les hommes n'ont pas besoin d'avoir des propriétés pour être sensibles au plaisir & à la douleur, soyez sûr que la communauté des biens ne les jettera pas dans cet engourdissement que vous redoutez. Je ne conviendrai point qu'on doive être avide & avare pour que la terre soit bien cultivée. Votre objection n'est pas nouvelle

pour moi, on me l'a proposée cent fois, & cent fois, j'ai prié mes adversaires d'observer qu'en ne se faisant pas une idée nette de la différence qu'il doit y avoir entre des hommes qui ne se sont pas écartés des institutions de la nature, & des hommes qui en sont mostrueusement éloignés; il est presque impossible de s'entendre en raisonnant avec eux. Par une erreur étrange, ils confondent les sentimens de notre éducation & ceux de la nature; parce que dès l'enfance notre ame est ouverte aux erreurs & aux passions que nos pères se sont faites, & qu'elles seules sont capables de nous donner de l'action & du mouvement; nous nous sommes accoutumés à les appeller abusivement l'instinct de la nature. N'ayant aujourd'hui, pour toute politique, que l'art de nous servir de nos vices pour nous remuer & nous donner de la vie; sans doute nous resterions immobiles & sans action à la vue des motifs qui détermineroient & entraîneroient les citoyens de mon âge d'or. Nous pesons tout au poids d'un vil intérêt, nos plaisirs & nos douleurs dépendent

de nos gains & de nos pertes ; mais des hommes qui ne ſont pas avares, ont d'autres ſources de plaiſir & de peine.

On ne travaille point, dites-vous, avec la même ardeur pour les autres que pour ſoi ; cette vérité eſt inconteſtable pour tous les tems. Mais qui vous a dit que ce cultivateur infatigable, qui fait des récoltes beaucoup plus abondantes que ne l'exigent ſes beſoins & ceux de ſa famille, ne travaille pas pour lui ! Il travaillera véritablement pour lui, Milord, ſi les Loix ont ſu attacher de la gloire & de la conſidération à ſon travail. Au milieu de notre corruption, nous voyons encore des hommes qui, conduits par l'eſtime de leurs pareils & l'approbation de leur propre conſcience, croyent travailler pour leur bien particulier en s'immolant au bien public. Pourquoi donc la communauté des biens ne produiroit-elle pas des héros ? Nous ſommes actifs & laborieux par avarice ; en nous conformant aux intentions de la nature, nous l'aurions été par devoir, pour éviter le mépris & goûter le

plaisir qui accompagne la considération. Rassurez-vous donc, Milord ; mais quand je serois obligé de convenir que dans la communauté des biens, les récoltes seroient moins abondantes que dans l'état de propriété qui dévaste tant de provinces ; qu'en concluriez-vous ? Il me semble que sans tomber dans une trop lourde absurdité, je pourrois croire qu'il est plus avantageux pour le genre humain d'avoir quelques vertus, que beaucoup de fruits. Que deviendra, dit-on la population ? Je réponds qu'il vaudroit mieux ne compter qu'un million d'hommes heureux sur la terre entière, que d'y voir cette multitude innombrable de misérables & d'esclaves qui ne vit qu'à moitié dans l'abrutissement & la misère. Mais j'ajoute que si les hommes n'avoient jamais établi la propriété, la terre seroit aussi cultivée & aussi peuplée qu'elle peut l'être. Le bonheur ne multiplie-t-il pas les hommes ? On n'auroit point vu de ces Gouvernemens qui dévorent les habitans.

Vous m'avez demandé quel chétif

ſpectacle préſenteroient des ſociétés néceſſairement bornées à un petit nombre de familles ; pour moi je vous demande, à mon tour, quel ſpectacle ſi admirable offrent ces grands Etats, dont les parties, mal unies, ſe choquent, ſe heurtent, & ne peuvent former un corps régulier. Tandis qu'une portion des citoyens s'abrutit dans la miſère, l'autre s'abrutit dans l'abondance. Tout languit, tout végéte à peine, tout meurt faute d'action, on ne connoît que des mouvemens momentanés & convulſifs ; on veut eſſayer ſes forces & on ne ſent que ſa foibleſſe ; enfin une longue décadence annonce une ruine certaine. En nous donnant de ſi foibles lumières, en mettant des bornes ſi étroites à notre attention & à notre vigilance, la nature ne nous inſtruit-elle pas que nous ne ſommes point deſtinés à former de grands Empires ? Je vous en demande pardon, Milord, des hommes vertueux & heureux, quelque petit que ſoit leur nombre, ne ſont point une choſe ſi chetive aux yeux d'un philoſophe. Ce qui me paroît ridicule, ce ſont ces grandes

ſociétés qui s'égarent avec méthode, que l'expérience n'éclaire jamais, & qui font préciſément tout ce qui peut augmenter leurs maux, en eſpérant toujours de les guérir.

Quelle occupation, dites-vous, pour des Magiſtrats, que le ſoin d'examiner ſi chaque citoyen s'acquite avec exactitude du travail dont il eſt chargé, de raſſembler dans des magaſins, de conſerver & de diſtribuer, par égales portions, les fruits de la terre & les autres choſes dont les familles auront beſoin. En effet, rien n'eſt ſi plat que des Magiſtrats convertis en piqueurs d'ouvriers, en régiſſeurs de terre & en maîtres-d'hôtel; ſans doute, il eſt bien plus ſage d'avoir épargné aux nôtres de ſi fades emplois, & pour ennoblir leurs fonctions, de les mettre dans la néceſſité de ne rien faire ou de ne faire que des ſottiſes. En effet, parlez-moi d'un Magiſtrat occupé à marchander les membres du Parlement, qui étudie le prix de chacun, & qui ne l'achetera que ce qu'il vaut préciſément : Voilà des talens qui honorent un être raiſonnable. Nourrir & vêtir des hommes; quelle miſère! Il eſt bien plus beau

d'imaginer des banqueroutes ou des tours de passe-passe pour piller les citoyens & acheter des voluptés à leurs dépens ; c'est dans ces heureuses inventions que l'esprit se déploye. Pardonnez-moi, Milord, mes mauvaises plaisanteries ; & je vous demande sérieusement, à mon tour, s'il est une occupation plus digne des Magistrats, que de veiller à la subsistance des hommes ; de façon que cette vile pâture, dont nous avons besoin tous les jours, ne devienne pas un principe de trouble & de discorde.

Mais enfin, il n'est pas vrai que dans la communauté des biens, les fonctions de la Magistrature fussent bornées à la simple distribution des fruits & des vêtemens. Nous éprouvions des désordres, puisque nous avons été forcés, pour les réprimer, de créer une puissance publique des Loix & des Magistrats. Nos qualités sociales tiennent de bien près à quelque vice, la pitié à la foiblesse, l'émulation à l'envie, l'amour du plaisir à la volupté, l'orgueil à la vanité, l'amour du repos à la paresse, &c. Toujours prêts à nous égarer, toujours

entourés de pièges, nous avons continuellement besoin que les Loix nous gardent. Des Magistrats sans cesse occupés du soin de les faire observer, d'épier nos besoins pour solliciter des réglemens favorables, ou faire révoquer ceux qui ont été faits avec négligence ou trop de précipitation, ne pensent-ils qu'à des puérilités ? Dans les moindres abus, il faut démêler le principe des plus grands maux, & l'étouffer avant qu'il ait le tems de se développer. Puisque les Loix sont nécessaires pour étayer notre raison chancellante & nos fragiles vertus, soyez sûr que les Magistrats ne manqueront jamais d'affaires importantes. Mais quand ils seroient réduits à n'être exactement que les économes de leurs concitoyens, de quoi vous plaindriez-vous ? Seroit-ce un si grand malheur qu'une société eût une constitution assez sage pour que ses Magistrats, libres de tout soin & de toute inquiétude, n'eussent rien à faire ? Aimeriez-vous mieux des Etats où les citoyens, gênés par des Loix qu'ils haïssent, lassent la constance du Gouvernement, trompent sa vigilance,

& lui communiquent enfin tous leurs vices.

Je ne comprends pas pourquoi les sociétés qui n'auroient pas abandonné cette première situation que je regrete, seroient envahies par les peuples voisins qui se seroient hâtés d'en sortir. Je vous renvoye à Platon pour vous rassurer ; voyez comme Socrate réfute la même objection que vous me proposez. Ne soyez pas en peine de ma République, dit-il à Adimante : une armée pauvre & composée de citoyens heureux, est invincible ; elle battra toujours une armée deux ou trois fois plus nombreuse qu'elle, & qui appartiendra à un peuple riche. L'expérience ne nous apprend-t-elle pas qu'un lutteur sobre est toujours vainqueur d'un lutteur intempérant ? Nous ne manquerons point de secours, nous nous adresserons à quelques Etats voisins, en leur disant que nous n'avons besoin ni d'or, ni d'argent, ni de conquêtes, & que nous leur abandonnons les dépouilles de nos ennemis, s'ils nous aident à les vaincre. Croyez-vous, ajouta-t-il, que de pareilles offres soient rejettées, & qu'on

qu'on aime mieux attaquer des dogues maigres & robuſtes, que de ſe joindre à eux contre un troupeau gras & délicat. Voilà, Milord, comme on raiſonne, quand l'avarice, qui dégrade les ames, n'a pas appris à regarder l'argent comme le nerf de la guerre & de la paix. Socrate auroit étendu ce raiſonnement s'il eût parlé dans un pays qui n'eût pas connu le pouvoir du courage, de la diſcipline & des mœurs; mais la Gréce n'avoit pas oublié que toutes les forces de Xercès avoient échoué contre les villes de Lacédémone & d'Athènes.

Après tout, cette ambition, ces conquêtes, ces armées que vous redoutez dans vos voiſins, vous ſerviront à ennoblir les fonctions de votre Magiſtrature; en s'occupant du ſoin de repouſſer, avec ſuccès, les injures & les armes de quelque peuple inquiet & ambitieux, elle s'élevera au-deſſus de ces petits détails économiques dont vous faites trop peu de cas. Vos Loix, Milord, acquerront plus de majeſté; vous verrez ſe former des établiſſemens propres à faire autant de héros que

vous aurez de citoyens ; ils ſeront commandés par des Miltiade, des Thémiſtocle, des Léonidas. Sans ſuppoſer des Magiſtrats égaux à Lycurgue, il naîtra une République plus excellente encore que celle de Lacédémone, parce que les principes de ſon Gouvernement ne s'écarteront en aucun point des vues de la nature. Me trompai-je, ſi je crois qu'un bon Gouvernement & de ſages Loix ſont le plus sûr rempart d'un Etat contre ſes ennemis ? Que l'Europe ſeroit honteuſe de ſa politique, ſi elle pouvoit appercevoir qu'il eſt inſenſé d'eſpérer de grandes choſes, en rendant les citoyens vicieux ! Recherchez, je vous prie, les cauſes qui ont ruiné tant de peuples dont parle l'Hiſtoire ; & vous verrez conſtamment que ce n'eſt point au petit nombre de leurs ſoldats, ni à leur pauvreté, qu'il s'en faut prendre, mais à quelque vice de leur Gouvernement. Eſt-ce pour n'avoir eu que trente mille citoyens, point d'or, & des domaines peu étendus, que Sparte a été détruite, ou pour avoir abandonné les inſtitutions de ſon Légiſlateur ?

Quand on considère de quel point de foiblesse les Romains sont partis pour conquérir le monde, & de quel degré de puissance & de grandeur quelques bandes de mes anciens compatriotes les ont fait décheoir, on est bien tenté de croire que la fortune des Etats ne tient à rien de ce que notre politique moderne estime tant.

C'est une grande folie de se plus occuper de ses voisins que de soi-même; que vous importe qu'ils soient insensés, pourvu que vous ne les imitiez pas dans leur folie? Voulez-vous trouver des alliés fidèles, & n'avoir point d'ennemi redoutable? faites respecter votre justice, votre pauvreté, votre tempérance, votre constance & votre courage. Or, je vous demande si une République où les biens sont communs, n'est pas plus disposée à suivre cette politique, qu'un Etat qui s'enorgueillit de ses richesses; & parce qu'il est riche, ne peut armer pour sa défense qu'une canaille méprisable. Quel est le Prince aujourd'hui qui peut mener contre ses ennemis vingt mille Spartiates? La petite ville de Sparte étoit donc plus forte que ne l'est aujourd'hui

le Monarque le plus redoutable. Si nos Xercès n'avoient pas affaire à d'autres Xercès, ils ne trouveroient par-tout que des Salamines, des Platée & des Micale.

Je ne crains pas que la communauté des biens laisse les citoyens indifférens sur le sort de l'Etat. Moins on est occupé de ses richesses, de son luxe & de ses voluptés, plus on est attaché au bien public ; on paroît s'oublier pour n'aimer que les Loix : l'expérience le prouve, & la raison confirme l'expérience. Si je n'ai aucune propriété, & que je reçoive des mains des Magistrats toutes les choses dont j'ai besoin, soyez sûr que j'aimerai ma Patrie, parce que je lui devrai tout. Ne nous faisons pas illusion, la propriété nous partage en deux classes, en riches & en pauvres. Les premiers préféreront toujours leur fortune domestique à celle de l'Etat ; & les seconds n'aimeront jamais un Gouvernement & des Loix qui permettent qu'ils soient malheureux. Les citoyens de ma République compareront leur situation à celle des ennemis qui les veulent subjuguer ; fiers de leur

égalité, jaloux de leur liberté, ils verront qu'ils ont tout à perdre en passant sous une domination étrangère, & leur désespoir donnera une force nouvelle à toutes leurs vertus.

CHAPITRE IV.

Des obstacles insurmontables qui s'opposent au rétablissement de l'égalité détruite. Dans l'ordre des choses où nous nous trouvons, le Législateur doit, avec prudence, tourner toutes ses forces contre l'avarice & l'ambition.

JE comprends à merveille tout cela, dit Milord d'un ton assez affligé, & vous me faites trembler pour l'Europe. J'avois espéré qu'en nous entretenant des Loix, vous me feriez connoître celles qui peuvent nous conduire au bonheur; & je crains que vous ne m'ayez simplement prouvé que nous sommes dans un abyme d'où il est impossible de sortir. Après tant de

ſottiſes & de bévues faites, refaites, commencées, conſommées, accumulées pendant une longue ſuite de ſiècles, comment la politique s'y prendra-t-elle pour réparer ſes torts? Je vous connois, vous êtes inflexible dans vos principes; vous allez rétablir l'égalité, & l'affermiſſant par la communauté des biens, vous allez, à l'exemple de Platon.....

N'en doutez pas, reprit notre Philoſophe avec vivacité, ſi je pouvois détruire les préjugés qui égarent notre raiſon, ſi je pouvois arracher de notre cœur les paſſions tyranniques qui l'aſſerviſſent, je ne balancerois pas un moment à remettre les hommes dans la plus parfaite égalité. Si on me laiſſoit faire, je vous donnerois des Loix bien plus rigides que celles de Platon; car je ſuis fâché, pour vous le dire en paſſant, que ce philoſophe qui vouloit nous préſenter le tableau d'une République parfaite, ait échoué dans ſon entrepriſe, parce qu'il n'a pas oſé traiter les ſimples citoyens comme il traite les Magiſtrats. Il a ſenti, il eſt vrai, que pour faire des Magiſtrats & des guerriers auſſi

accomplis qu'il le desiroit, il falloit les rendre innacceſſibles à l'avarice & à l'ambition, & ne leur laiſſer, par conſéquent, aucune propriété, aucune fortune, & charger le public de leur entretien. Craignant même que des intérêts de famille ou les liaiſons du ſang ne les détournaſſent de leur devoir, il a outré la prudence & les précautions juſqu'à établir entre eux la communauté des femmes; & voilà, je crois, la ſeule Loi dont notre libertinage pourroit s'accommoder.

Mais puiſque Platon eſpéroit tant d'avantages en réglant ainſi la condition des Magiſtrats & des guerriers, que n'établiſſoit-il la communauté des biens entre tous les citoyens? Il ne lui en auroit pas plus coûté. Je ſais bien qu'il dit quelque part, que pour juger du bonheur d'une République, il ſuffit d'examiner le caractère & les talens de ceux qui la gouvernent & la défendent; mais, avec ſa permiſſion, je prends la liberté de lui demander, ſi, pour juger du caractère & des talens des

Magiſtrats & des guerriers, il ne faut pas examiner les mœurs particulières des citoyens. Platon a peur que les Philoſophes, à qui il confie le Gouvernement, ne préfèrent la retraite à l'embarras des affaires, & ne ſe refuſent aux deſirs de leurs concitoyens qui les appelleront à la Magiſtrature; pour moi je craindrois que des gens qui auront toutes les paſſions que donne la propriété, ne fuſſent bientôt fatigués & excédés de toutes les vertus que Platon raſſemble à grands frais dans ſes Magiſtrats & ſes Guerriers. Il avoue que ſa République aura enfin le ſort commun aux autres Etats; & qu'après bien des agitations, ſes Philoſophes, dégoûtés de leur ſageſſe, conjureront contre l'Etat, s'accorderont à faire entr'eux le partage des terres, & traiteront en eſclaves le reſte des citoyens. Pour trouver la cauſe de cette fatale décadence, il a recours à je ne ſais quels raiſonnemens d'Aſtrologie judiciaire que je n'entends pas trop bien. Mais au lieu de s'en prendre aux aſtres, & d'imaginer qu'après une certaine

révolution, ils ne pourront plus produire des hommes propres à l'étude de la philosophie ; n'auroit-il pas été plus court & plus raisonnable d'en accuser les vices qu'il avoit laissés à ses citoyens en leur donnant des propriétés, & qui se seroient insensiblement communiqués aux Magistrats & aux Guerriers?

N'est-il pas évident que des hommes qui estimeront les richesses, parce qu'ils ont des propriétés, & qui voudront avoir les vices de l'opulence, seront tentés de mépriser des philosophes entretenus aux dépens du public? En leur accordant l'entretien le plus modeste, on croira en faire trop pour eux. On les regardera comme un fardeau pesant & incommode pour la République ; on les prendra pour des mercénaires ; & loin de leur obéir, on en exigera une molle complaisance. Plus les Magistrats, consommés dans l'étude de la sagesse, en suivront scrupuleusement les règles dans leur administration ; plus le peuple, qui n'est pas préparé à ces hautes spéculations, sera disposé à prendre pour

des rêveries les Loix auſtères dont il ne ſentira, ni la juſtice, ni le beſoin. En établiſſant la communauté des biens entre les ſimples citoyens, comme entre les Magiſtrats & les Guerriers, il auroit été facile de former une République qui auroit trouvé en elle-même tous les moyens néceſſaires pour ſubſiſter éternellement; mais dès que Platon a manqué ce point eſſentiel, il doit s'élever des paſſions dans le cœur de ſes citoyens. Quelque timides qu'on ſuppoſe ces paſſions à leur naiſſance, elles acquerrent des forces en travaillant inceſſamment à ranimer des Loix qui les contrarient. Elles feront naître des diſſenſions, des querelles, des troubles; & dès que les Magiſtrats emportés, ſi je puis parler ainſi, par le torrent des mœurs & des opinions publiques, auront éprouvé que leur philoſophie ne peut triompher des vices des citoyens, leur vigilance ſe relâchera. Ils commenceront eux-mêmes, ſans l'influence des aſtres, à ſe dégoûter de leur vertu. De-là à ſe familiariſer avec le vice, à l'aimer même, la diſtance eſt courte;

& l'Etat ne tardera pas à se ruiner.

Mais laissons-là Platon, & ne craignez pas, Milord, que je songe à faire une République plus parfaite que la sienne ; les matériaux me manquent pour élever un pareil édifice. Si je m'avisois de proposer à la première classe des citoyens, de renoncer à leurs prérogatives, & de se confondre avec le dernier ordre de l'Etat ; comment imaginez-vous qu'on reçût ma proposition ? La vanité révoltée des Grands paroîtra être leur seule passion. J'aurai beau raisonner, j'aurai beau prouver, mes raisonnemens seront inutiles ; mes preuves seront perdues. Offrirai-je le bonheur ? on le rejettera avec dédain, & on sacrifiera tout à la conservation d'une dignité dont on est souvent fatigué, & qu'on veut cependant toujours augmenter. Si ce mauvais succès ne me rebute pas, & qu'espérant avoir meilleur marché de l'avarice que de la vanité, j'essaye de rétablir l'égalité par une nouvelle distribution des fortunes ; je passerai infailliblement pour un fol, & j'éprouverai bientôt que l'avarice n'est pas moins intraitable

que la vanité. On diroit que les hommes n'ont qu'une passion dominante ; mais soyez sûr qu'ils en ont deux également fortes, également impérieuses, également durables, & qui ont fait une alliance éternelle entr'elles. N'est-on que riche ? on veut être grand. N'est-on que grand ? on veut être riche. Est-on riche & grand ? on veut être plus riche & plus grand encore.

Je vais même, Milord, vous dire quelque chose de plus incroyable. Quand à force d'éloquence & de démonstrations, passez-moi cette supposition ridicule, on auroit fait le miracle de réduire les grands & les riches à se contenter d'une entière égalité avec les personnes qu'ils méprisent ; je ne sais si les petits & les pauvres y voudroient consentir, ou du moins s'ils pourroient prendre des sentimens conformes à leur nouvelle situation. Ce n'est point une plaisanterie, les choses en sont venues, dans presque toute l'Europe, à un tel degré d'avilissement & de misère, qu'ils auroient une sorte de répugnance ou de honte à égaler les

autres, & se trouveroient embarrassés à leur côté. N'avez-vous jamais rencontré de ces hommes vils, si convaincus de leur néant, & si flattés d'approcher de leurs supérieurs, qu'ils achetent par des bassesses l'honneur de les servir & de mériter un de leurs regards ? Le peuple a des emportemens d'insolence, mais aucun principe d'égalité. J'ai cru remarquer cent fois dans les personnes mêmes qui se piquent de penser avec le plus de justesse & de force, qu'elles se laissent surprendre par l'éclat des grandeurs & des richesses, & retombent machinalement dans la place où la fortune les a fait naître.

Les Grands sont bien bons de craindre que les petits ne les dépouillent de leur grandeur. Tous les États ont eu, à leur naissance, des Loix favorables à l'égalité, tous cependant ont vu se former des distinctions & des préférences choquantes entre les citoyens ; & quoique les richesses & les dignités fussent d'abord peu imposantes, elles ont cependant suffi pour subjuguer la multitude : tant l'empire des richesses & des dignités

eſt puiſſant ! Songez, je vous prie, combien il fallut de tems aux Plébéyens, mêmes de Rome, pour ſe réſoudre à partager la Magiſtrature avec les Patriciens. Le peuple cependant n'y étoit point accoutumé, comme il eſt aujourd'hui dans preſque toute l'Europe, à n'être compté pour rien. L'exil de Tarquin lui avoit inſpiré l'amour le plus extrême de la liberté; on lui avoit donné l'eſpérance de ne plus obéir qu'aux Loix; il avoit ſoutenu une guerre longue, opiniâtre, & qui avoit dû élever ſes ſentimens: Toutefois ces malheureux Plébéyens, combien n'éprouvèrent-ils pas de mauvais traitemens de la part des Nobles, avant qu'ils ſongeaſſent, je ne dis pas à les humilier, mais à ſe défendre? Le peuple, enfin laſſé de la tyrannie des Grands, ſe retire ſur le Mont Sacré; il eſt aſſez fort pour perdre ſes ennemis, ou reprendre du moins l'égalité que lui donnent les Loix; mais je ne ſais quel reſpect arrête ſa vengeance; & ſon ambition ſe borne à n'être pas opprimé. Les Magiſtrats, qu'il charge de veiller à ſa ſûreté, n'ont aucune marque de Magiſtrature, &

font assis humblement à la porte extérieure du Sénat. Ces Tribuns qui connoissoient leurs forces, & si empressés à relever la dignité de leur ordre pour augmenter leur pouvoir, quelle peine n'eurent-ils pas à faire goûter aux Plébéyens les principes de l'égalité? Si la multitude s'agite quelquefois dans la place publique, si tout retentit de ses plaintes, si elle paroît résolue à s'emparer de l'autorité, ne craignez rien; une sorte d'instinct aveugle & confus, fruit de l'habitude & de je ne sais quelle pudeur, retient les Plébéyens; & sans qu'ils s'en apperçoivent eux-mêmes, cet instinct calmera leur inquiétude. Il faut qu'ils se familiarisent peu-à-peu avec l'ambition qu'on veut leur inspirer, & s'ils obtiennent, dans un moment d'emportement, le privilège de partager les faisceaux avec les Patriciens, il s'écoulera deux siècles avant qu'ils osent jouir de cet honneur.

L'Histoire de tous les peuples est une preuve de ce que je dis; la vôtre, Milord, le démontre. Les chefs de vos Puritains voulant élever une vraie

République sur les ruines de la Royauté & de la Pairie auxquelles vous étiez accoutumés, quelle résistance invincible n'éprouvèrent-ils pas de la part des citoyens mêmes qui croyoient la révolte légitime, qui avoient pris les armes pour réprimer les abus, & qui ne pouvoient se résoudre à changer les principes du Gouvernement? Après des évènemens qui paroissoient si propres à donner un nouvel esprit & de nouvelles Loix à votre Nation, vous vous retrouvâtes dans la même situation où vous étiez auparavant. Pour rétablir l'ordre, chacun se remit à sa place, personne n'osa être l'égal de son supérieur, & vous en revîntes par habitude à votre grande Charte. Voilà la marche de l'esprit & du cœur humain. A quels signes un Législateur connoîtra-t-il donc si un peuple peut encore se conformer aux vues de la nature, pour jouir dans l'égalité du bonheur auquel elle le destine? C'est quand les mœurs seront modestes, & que les besoins seront diminués au point que le pauvre soit content de sa pauvreté, & que le riche ne trouve aucun avantage à

être riche ; c'eſt quand les vertus ſeront plus honorées & plus utiles que les titres & les richeſſes, & qu'on jugera des rangs par la probité.

Vous voyez que je ne vous donne pas de grandes eſpérances ; & ſi vous voulez jetter les fondemens d'une République parfaite, je vous conſeille, ajouta notre Philoſophe en riant, d'aller chercher des citoyens dans les forêts d'Amérique ou d'Afrique. Les malheureux ſauvages de ces contrées ne ſont qu'ignorans. C'eſt parce qu'il ne leur eſt pas encore venu dans l'eſprit de cultiver la terre, d'avoir des troupeaux & des demeures fixes, & de ſonger aujourd'hui aux beſoins qu'ils auront demain ; que toujours incertains de leur ſort, toujours preſſés par la néceſſité de la faim ou du repos, toujours occupés de la chaſſe ou de la pêche, ils n'ont pas le tems de penſer & de s'affranchir de leur miſère. Mais quelle énergie ne remarque-t-on pas dans tous les mouvemens de leur ame ? Leurs vices & leurs préjugés ne tiennent point comme les nôtres, à la molleſſe, au luxe, aux voluptés, à une fauſſe

gloire, à l'ambition & à l'avarice. Quelles réformes ou quels établissemens peut-on donc leur proposer qui soient au-dessus de leurs forces ?

Il seroit plus facile de porter ces sauvages à cultiver les arts nécessaires, que nous à abandonner les arts superflus. Je retrouve dans leur société, à peine ébauchée, la plus parfaite égalité. Elle n'admet aucune distinction entre le chef de la Tribu & le dernier père de famille ; il n'est chef que par ce qu'il a donné plus de preuves de courage ; & il cessera de l'être, s'il se laisse surpasser. Les peuples qui, parmi eux cultivent quelque peu de bled d'Inde ou de manioc, n'ont point encore partagé leurs champs par des fossés, des haies ou des bornes : leurs femmes bêchent, sement & récoltent en commun. Leurs maris ne sont point obligés, par des Loix, à partager leur chasse dans le hameau, mais ils se déshonoreroient à leurs propres yeux s'ils ne le faisoient pas. L'hospitalité leur est chère, & sans songer qu'ils sont prêts à manquer de tout, ils prodiguent aux passans tout ce

qu'ils ont. On dit même que dans la Floride quelques Tribus qui sement du maïs, portent leur récolte dans des greniers publics, & que chaque famille y prend, avec règle & sans avidité, les grains dont elle a besoin. Quelles heureuses dispositions pour établir la communauté des biens! C'est sur les bords de l'Oyo ou du Missisipi que Platon pourroit établir sa République; quel dommage que nous croyons civiliser ces peuples en leur donnant nos vices & nos préjugés!

En vérité, dit Milord à notre Philosophe, je désespère, comme vous, de la conversion générale de l'Europe; cependant quand je songe aux bisarreries de la fortune, & surtout aux saillies & aux caprices de notre imagination, il me semble que nous sommes capables de tout, & qu'un rien suffit quelquefois pour nous porter aux extrémités dont nous paroissons les plus éloignés. Je ne voudrois pas répondre que vous ne vissiez établir dans quelque canton, cette égalité & cette communauté de biens que vous n'osez plus espérer.

Rappellez-vous, je vous prie, qu'au milieu des troubles qui nous agitèrent sous le règne de Charles I, il s'éleva une espèce d'illuminé, qui, par un mêlange bisarre de folie & de raison, joignit aux rêveries les plus extravagantes sur la Religion quelques idées de la plus sage morale. Cet homme, sans lettres, simple artisan, mais éloquent à sa manière, & dominé par une imagination impérieuse, crut avoir un commerce réglé avec Dieu. Il prêcha la paix, l'union, la charité, & fit de votre égalité politique le principal dogme de sa Religion. En peu de tems il rassembla autour de lui un nombre considérable de prosélytes, qui, se croyant tous prophètes comme leur chef, mépriſoient trop les biens de la terre pour n'avoir pas le plus grand désintéressement. La frugalité la plus austère ne leur coûtoit rien; & ne voulant reconnoître ni aucun supérieur, ni aucun inférieur, ils refusoient de saluer le Roi, & le tutoyoient comme le dernier portefaix de la cité.

Si on eût fait présent d'une isle à ces enthousiastes, de même que je ne sais

quel Empereur en voulut donner une aux Platoniciens pour y établir la République de leur maître, je ne doute point qu'ils n'eussent fait revivre parmi eux la communauté des biens. En faut-il d'autre preuve que la ville d'Euphrate, fondée par des Quakers rigidement attachés à leur première doctrine, & qu'on a nommés Dunkards ou Dumplers? Tout appartient en commun aux habitans de cette ville heureuse. Propriété, fortune, dignité, rang, en un mot, ils ignorent tout ce qui pourroit blesser l'égalité la plus parfaite. Chacun, disent les relations, remplit, avec cette exactitude & ce zèle qu'inspire le fanatisme, les travaux qui lui sont assignés. Les productions de la terre sont mises en commun; voilà le trésor de la République & le patrimoine des citoyens. Les Dunkards ont des manufactures, ils cultivent les arts nécessaires, non-seulement pour leur propre usage, mais encore pour faire au dehors un petit commerce qui les met en état d'échanger chez leurs voisins une sorte de superflu avec les choses nécessaires qui leur manquent.

C'eſt dommage, quand Charles II. donna à Guillaume Penn la province depuis nommée Penſylvanie, que le fanatiſme des Quakers ſe fût un peu rallenti. Vingt ans plutôt, tous ces Illuminés, qui ſont reſtés parmi nous & dans la Baſſe-Allemagne, ſe ſeroient embarqués à la ſuite de leur conducteur. En voyant ce grand nombre de ſujets, l'ambition de Penn auroit été ſatisfaite, & pour peupler ſes déſerts, il ne ſe ſeroit pas vu dans la néceſſité d'y appeller des profanes à qui il falloit préſenter un autre appas que la communauté des biens. Une circonſtance, un évènement, un haſard de plus, & vous voyez que toute la Penſylvanie ſe ſeroit gouvernée par les mêmes maximes que la ville d'Euphrate. Ce qui n'eſt pas arrivé alors, peut arriver dans la ſuite des tems. Eſpérez donc.....

La belle reſſource que vous me préſentez, reprit notre Philoſophe! Je voudrois pouvoir eſpérer: mais à vous parler franchement, je fais peu de cas d'une ſageſſe où l'on ne parvient qu'à force de folie. Laiſſons-là vos Quakers, qui n'ont trouvé qu'une

vérité inutile. A quoi leur ſert leur égalité, dont ils ſont incapables de profiter pour former une République raiſonnable ! Regardant comme un crime d'oppoſer la force à la force, & de repouſſer un ennemi qui veut nous détruire, ils ne peuvent ſe ſoutenir que par la protection d'un Gouvernement étranger, & ſont, par conſéquent, toujours à la veille de leur ruine. Quelle ſociété ridicule ! quoiqu'il en ſoit des fanatiques qui pourront un jour mieux réuſſir qu'eux ; j'ai quelque peine à croire que des Illuminés ſoient faits pour être de ſages Légiſlateurs.

Quand l'égalité ne ſubſiſte plus, quand les citoyens ont partagé les terres, quand la communauté des biens ne peut plus être rétablie ; quels ſont donc, me direz-vous, les devoirs d'un Légiſlateur ? Il doit imiter un pilote que des vents contraires détournent impérieuſement de ſa route. Il ne s'abandonne point à leur fureur, il louvoye, il diſpoſe ſes voiles de manière qu'il va au plus près. Les paſſions, que la propriété a fait naître, ſont dans les Etats ce que les vents ſont

ſur la mer ; n'allez point à leur rencontre, elles vous entraîneroient, vous ſeriez ſubmergé. Mais il y a cette différence entre le pilote & le Légiſlateur, que l'un, ſoumis aux viciſſitudes du tems, ne peut commander aux tempêtes ; & que l'autre, ſemblable au Neptune de Virgile, enchaîne, quand il veut, Aquilon & Borée, & ne laiſſe rouler ſur les flots que Zéphyr. Mais, pour vous parler ſans figure, quel ſera le ſort des hommes, Milord, ſi les Loix, deſtinées à réprimer les paſſions, & entretenir le calme dans la ſociété, y excitent elles-mêmes des tempêtes continuelles?

Pour connoître les intentions de la nature à notre égard, le Légiſlateur a dû deſcendre dans le cœur humain & en pénétrer tous les replis & tous les ſecrets ; pour apprendre comment il réparera nos malheurs, il doit encore y étudier l'origine & le jeu de nos paſſions, leurs caprices, de quels emportemens elles ſont capables, & comment elles peuvent encore être réprimées. Il me ſemble que la première paſſion que nous a donnée la propriété, c'eſt l'avarice ; ſi je ne me trompe,

trompe, c'eſt d'elle que découlent tous nos vices & tous nos malheurs; il faut donc l'attaquer. Mais cette paſſion furieuſe acquiert de nouvelles forces dans le combat; plus elle craint, plus elle devient audacieuſe, & finit toujours par remporter la victoire. Loin de combattre à force ouverte, le Légiſlateur doit donc uſer de ruſe & d'artifice; & la première conſéquence que je tire de ce principe, c'eſt que dans tout Etat où la propriété eſt une fois établie, il faut la regarder comme le fondement de l'ordre, de la paix & de la ſureté publique.

En effet, Milord, après avoir rejetté le bonheur que la nature nous offroit, & dont nous avons déjà tant parlé, quelle ſeroit notre ſituation, ſi le Légiſlateur ne faiſoit pas reſpecter ſcrupuleuſement la propriété que les hommes ſont convenus de regarder comme la ſource & le principe de leur proſpérité? Ils ſeroient donc condamnés à ne pas même jouir de l'apparence du bonheur. Rappellez-vous combien quelques Républiques anciennes ont été malheureuſes, parce

que les droits de la propriété n'y ont pas été sacrés. Tous les jours on entendoit les cris du peuple qui demandoit un nouveau partage des terres, ou l'abolition des dettes ; & ces cris étoient le signal de la discorde. Les plaintes & les demandes de la multitude, si elles étoient rejettées, ne servoient qu'à faire naître des haines implacables. Une défiance générale s'emparoit des esprits ; on faisoit des injures, parce qu'on craignoit d'en recevoir ; & les citoyens, occupés de leurs soupçons, de leurs jalousies, de leurs craintes, de leurs espérances & de leur fortune domestique, n'aimoient plus, ni leur liberté, ni leur patrie. Le Législateur obéissoit-il aux cris du peuple ? Les citoyens dépouillés, & les citoyens enrichis n'en devenoient pas meilleurs citoyens ; les uns ne songeoient qu'à réparer leurs pertes ; les autres ne méritoient que de nouvelles injustices, & l'Etat se trouvoit divisé en deux Républiques. Tous mépriſoient également les Loix auxquelles ils ne pouvoient plus avoir aucune confiance. Le citoyen le plus audacieux ne se croit plus un homme

privé, & prend la place des Magistrats; de-là l'empire de la force & les guerres civiles : c'est ainsi que des révolutions, toujours causes & effets les unes des autres, de calamités en calamités, poussent l'Etat à sa ruine entière.

Il seroit inutile de vous parler des désastres sans nombre auxquels les Monarchies ont été exposées, lorsque les Loix n'ont pas eu la force d'y faire respecter la propriété qu'elles avoient établie. Qui ne sait pas que la plupart des soulévemens & des révoltes sont l'ouvrage de la rapine des Princes, de leurs ministres & de leurs favoris ? Les Rois seroient moins jaloux de cette autorité qui écrase tout, & qui les affoiblit, si leur avarice avoit des bornes. Qui ne voit pas que la pauvreté, la faim, la misère, le luxe, le faste, la dévastation des provinces, l'anéantissement du courage & des esprits, sont les suites funestes d'un Gouvernement qui ne travaille pas à diminuer ses besoins ?

A la naissance des choses, toute Loi étoit vicieuse qui se relâchant sur la communauté des biens, tendoit, de la manière la plus indirecte, à

favoriſer l'établiſſement de la propriété ; mais au contraire, toute Loi ſera ſage aujourd'hui qui tendra à ôter à nos paſſions quelque moyen ou quelque prétexte de bleſſer les droits de la propriété, de la manière même la plus légère. Il ne ſuffit pas, Milord, de réprimer l'avarice ; il faut être attentif à toutes les démarches de l'ambition ; elle eſt née avec l'inégalité des fortunes ; & ſi vous permettez aux riches de croire qu'ils ſont deſtinés à commander, vous gémirez bientôt ſous tous les malheurs de l'ambition & de l'avarice.

C'eſt pour n'avoir pas fait ces recherches ſur la génération de nos vertus & de nos vices, que les Loix n'ont preſque produit aucun bien dans le monde ; elles devroient être l'ouvrage de la ſageſſe la plus conſommée, & elles ne paroiſſent aux yeux d'un homme qui raiſonne, que le monument le plus authentique de la folie humaine. S'il ne s'agiſſoit pas du bonheur, c'eſt-à-dire, de tout ce que nous avons de plus précieux, pourroit-on s'empêcher de rire, quand on voit de graves Légiſlateurs qui, en

ſe plaignant de quelques abus qu'ils prétendent corriger, finiſſent cependant par publier une Loi qui les favoriſe? Ayez des vues générales ſur le bien public, connoiſſez la ſource où vous devez le puiſer; conſultez la nature, & jamais vos Loix ne nous préſenteront un bien faux & paſſager; jamais, pour arrêter un mal médiocre, elles ne jetteront dans l'Etat le germe d'une calamité générale & perpétuelle. Le plus grand bonheur pour les hommes, ce ſeroit de voir tomber dans l'oubli & le mépris cette multitude de Loix dont ils ſont accablés. Vous avez beau entaſſer réglemens ſur réglemens, vous multiplierez vos malheurs, ſi vous ne vous attachez pas à détruire les deux principaux vices que nous donne la propriété.

Je pourrois avancer que c'eſt en cela que conſiſte aujourd'hui parmi nous toute la Légiſlation. Je pourrois prouver du moins que ce n'eſt que par ce moyen que nous pouvons nous débarraſſer des vices qui nous oppriment, & remontrer au monde ces Républiques anciennes dont quelques ſages admirent la ſageſſe, & envient le

bonheur. Mais ce seroit un Législateur bien stupide que celui qui se contenteroit de dire aux hommes : Je vous défends d'être avares ; vous ne serez point ambitieux ; vous ne préfererez point l'argent à la probité ; vous aimerez votre Patrie, & vous vous rendrez dignes des emplois avant que d'y aspirer. Il ne suffit point d'infliger des peines sévères contre les délits que l'avarice & l'ambition feront commettre. Ces deux passions, toujours actives, toujours ingénieuses, toujours adroites à se déguiser, se joueroient sans peine de l'imbécillité d'un Législateur qui n'employeroit que ce moyen pour les réprimer. L'art consiste à les tenir, pour ainsi dire, endormies & engourdies ; en écartant les tentations qui nous inviteroient à être avares & ambitieux ; en un mot, les Loix n'ont rien fait & ne feront rien tant qu'elles n'auront pas disposé la vie privée du citoyen & les ressorts du Gouvernement, de façon que nous trouvions notre bonheur sans le secours de l'avarice & de l'ambition.

DE LA LÉGISLATION,

OU

PRINCIPES DES LOIX.

LIVRE SECOND.

CHAPITRE PREMIER.

Caractère des Loix néceſſaires pour réprimer l'avarice, ou prévenir du moins une partie des maux qu'elle produit dans les Etats où la propriété des biens eſt connue.

Nous voici arrivés à l'extrémité du bois, dit notre Philoſophe, aſſeyons-nous ſur cette bruyère. Cette vue bornée, ce vallon étroit qui n'eſt preſque

qu'une ravine, cette montagne couverte de bois qui s'élève devant nous, tout cela plaît, intéresse, attache, après que les yeux se sont égarés sur les vastes campagnes qui bordent la Seine. On croiroit être transporté dans les déserts de la Thébaïde ; nous sommes seuls dans l'univers. Ce n'est pas ici que je placerois ma maison, mais j'aimerois à y venir rêver ; dans un lieu sauvage, l'ame, moins distraite, se replie plus aisement sur elle-même, & sans doute.....

Voilà qui va le mieux du monde, dit Milord avec gaieté, mais je n'ai pas oublié que vous nous avez parlé de deux ennemis redoutables de la société, l'avarice & l'ambition ; & je meurs d'impatience de savoir avec quelles Loix vous voulez les combattre & en triompher. Soit, reprit notre Philosophe, & je vous dirai, sans préambule, que selon que le Gouvernement sera plus ou moins avide & intéressé, les citoyens estimeront plus ou moins les richesses. Que faut-il conclure de cette première vérité ? Que les Loix n'opposeront jamais qu'une résistance inutile aux efforts

de l'avarice & des vices qui en découlent, si elles ne commencent par diminuer les finances de l'Etat. Tel fut le principe de Lycurgue ; & je voudrois que ces petites gens qui se donnent la liberté de blâmer sa conduite, parce qu'ils sont incapables d'en comprendre la sagesse, me disent comment ce Législateur s'y seroit pris pour obtenir de ses citoyens, qu'ils préférassent leur liberté, leur patrie, la gloire, la justice, la tempérance & la frugalité, à je ne sais combien de choses qu'il est si aisé de trouver plus agréables ; s'il eût établi sa République de façon qu'un trésor eût été nécessaire à ses succès. Les deux Rois du moins, les Sénateurs & les Ephores, Magistrats d'une République riche, auroient d'abord douté qu'il fût de leur dignité de vivre avec la simplicité que prescrivoient les Loix. Ils auroient été exposés à une tentation continuelle ; y auroient-ils résisté pendant six cents ans ? Il y a grande apparence qu'ils se seroient fait des besoins, puisque l'Etat auroit eu des richesses. Je viens de vous dire que dans la République de Platon, les vices des citoyens

devoient corrompre les Magiſtrats; & je gagerois que dans celle-ci la corruption des Magiſtrats ſe ſeroit communiquée promptement aux citoyens.

Il faut que l'Etat ait peu de beſoins, ſi on veut que les Magiſtrats ſoient juſtes; & pour les attacher encore plus étroitement à la juſtice, il faut que les Loix ne leur laiſſent pas d'autres beſoins qu'au reſte des citoyens. C'eſt parce qu'en Suiſſe on eſt plus attaché qu'ailleurs à ces règles, qu'on y eſt auſſi plus heureux. Le Canton de Berne a, dit-on, un tréſor, & du moins il eſt certain qu'il a placé des ſommes conſidérables chez les étrangers. C'eſt, je crois, une imprudence de n'avoir pas aſſez compté ſur le pouvoir de la vertu; & peut-être la République ſe trouvera-t-elle mal un jour d'avoir établi dans ſon ſein un foyer d'avarice & de diſcorde. Mais pourquoi ces richeſſes n'ont-elles pas encore porté dans la Suiſſe les maux qui les accompagnent par-tout ailleurs? C'eſt que l'Etat ayant moins de beſoins, peut n'employer que des moyens plus ſimples pour y ſubvenir, & ne laiſſe

au Gouvernement aucun prétexte pour fouler le peuple & détourner les finances du tréſor ; c'eſt que les beſoins de l'Etat étant médiocres, le Gouvernement plus aiſément gêné dans ſes opérations, n'a pu embrouiller l'adminiſtration des finances & en faire un chaos ; c'eſt que des Magiſtrats retenus par des Loix ſomptuaires, ne ſentent pas la néceſſité d'une fortune ſcandaleuſe pour être heureux ; c'eſt que le Gouvernement étant toujours riche, parce qu'il a peu de beſoins, il lui a été plus facile de conſerver ſes uſages antiques, c'eſt-à-dire, de remplir ſa deſtination naturelle, & d'être bienfaiſant. Ailleurs l'Etat appauvrit les citoyens, ici il vient au ſecours de ceux qui ont ſouffert une perte ; il aide un citoyen à rétablir ſa maiſon incendiée ; il dédommage le cultivateur dont une grêle ou quelque accident a trompé les eſpérances ; il envoye à des eaux étrangères un infirme que la médiocrité de ſa fortune feroit languir dans ſa maiſon.

C'eſt ainſi que les Loix, ne contribuant qu'à donner des beſoins & des mœurs ſimples, ont formé un ſyſtême

d'administration qui prévient, arrête, ou retarde les ravages de l'avarice. Laissez perdre cette simplicité, & je vous réponds que tous les réglemens faits pour y suppléer, n'auront aucun succès. Les besoins démesurés de la République ne peuvent s'associer longtems avec la modestie des mœurs. Soyez sûr que les besoins des Magistrats, qui ébranlent sans cesse les Loix, les renverseront infailliblement. Tout ce qui tend à augmenter les besoins de l'Etat ou des Magistrats, est donc, par sa nature, un vice; toute Loi propre, au contraire, à les diminuer, est donc une Loi salutaire & sage. Il seroit insensé d'espérer que les citoyens fussent contens de leur précieuse médiocrité, quand le Gouvernement leur donnera l'exemple, le goût & la passion du luxe & de la magnificence. On a admiré la somptuosité des édifices publics que Rome éleva sous le règne même de ses Rois; cette grandeur, a-t-on dit, etoit un augure de la haute fortune où la République étoit appellée: mais pourquoi n'étoit-ce pas également un augure de sa décadence &

de sa ruine ? En voyant le Capitole & le palais du Prince, le patricien ne s'accoutumoit-t-il pas à trouver sa chaumière trop petite & trop peu commode ? Il s'éleva dans son ame des desirs & des besoins inconnus ; de-là une avarice grossière qui faillit à perdre la République naissante, qui s'opposa aux progrès de son Gouvernement ; & qui se déguisant ensuite sous le masque de la gloire & de l'amour de la Patrie, profita de toutes les circonstances pour introduire dans Rome un luxe énorme qui mépriſa à la fois les Loix anciennes & les réglemens nouveaux dont quelques gens de bien voulurent étayer la République prête à s'écrouler.

L'art du Législateur consiste à diminuer les besoins de l'Etat, & non pas à augmenter ses revenus pour subvenir plus aisément à ses besoins. Je sais que des Magistrats intègres & incorruptibles ont réussi par les seules voyes de l'économie, à grossir le trésor public ; on les a loués, & je puis respecter leur probité & leur industrie, mais non pas leurs lumières. Ils devoient prévoir que leurs successeurs

n'imiteroient pas leur vertu, & que le vice abuseroit du mauvais exemple qu'ils avoient donné. L'Etat enrichi sentira moins le prix de l'économie; en faisant cas de l'argent, il apprendra aux citoyens à l'aimer; il faudra enfin les vexer pour satisfaire des besoins dont il auroit été plus court & plus facile d'apprendre à se passer. A mesure que l'avarice croîtra, il s'établira une plus grande distance entre les riches & les pauvres, & c'est en vain que les Loix tenteront alors de s'opposer aux progrès rapides des vices qui accompagnent toujours les richesses & la pauvreté.

Toute invention pour augmenter les revenus de l'Etat ou les droits du fisc, est donc une invention funeste; & au lieu d'exiger de l'argent, la politique n'auroit jamais dû demander que des services. Peut-être suffiroit il de savoir l'histoire de l'établissement de chaque imposition dans une République, pour savoir l'histoire de ses malheurs, & connoître tous les pas qu'elle a faits vers sa décadence. Puisque l'établissement de la propriété a établi la redoutable maxime: *Rien pour*

rien, & que l'Etat doit avoir un revenu, que ce soit du moins une Loi inviolable de n'établir jamais que des impôts directs sur les terres. Je ne fais pas cette demande, parce que toute autre imposition est plus onéreuse au peuple, & qu'il est prouvé que tous les droits levés d'une autre manière, retombent toujours sur les propriétaires des terres. Ces beaux raisonnemens me touchent peu; mais ce qui me touche, c'est que des hommes qui n'ont rien, soient soumis à quelque tribut; c'est qu'il est injuste qu'après avoir sacrifié mes bras, mon travail, mes sueurs à l'Etat, il reprenne, par un tour de passe-passe, une partie du salaire que j'ai reçu pour cultiver ou pour défendre des terres où je ne possède rien. Cette injustice me rendra ma Patrie moins chère, & conduit à la mendicité, qui est le dernier des opprobres pour les hommes. Remarquez que l'imposition directe sur les terres avertit sans cesse le Gouvernement & les citoyens de leurs besoins mutuels; au contraire, l'imposition indirecte laisse aux Magistrats mille prétextes & mille moyens artificieux

pour satisfaire leurs passions & tromper les peuples. L'art de lever les impôts, qui ne peut être trop simple, deviendra une science mystérieuse dont il sera impossible de connoître les abus : enfin les citoyens se trouveront opprimés, parce qu'ils contribuent pour acheter le bonheur public.

C'est pour s'être conduites par des principes différens que la plupart des Puissances de l'Europe sont abymées de dettes & réduites à vivre d'emprunt. Nous nous permettons de dire ici librement notre pensée, & vous ne trouverez pas mauvais, Milord, continua notre Philosophe, si je vous fais remarquer quelques vices de votre administration. Dans votre isle, qu'il est si aisé de rendre innaccessible à vos ennemis, sans voisins, & riches des productions que vous prodigue une terre fertile, que vous importoient, je vous prie, les querelles de l'Europe? Pourquoi vous-êtes vous fait un besoin de maintenir, à grands frais, un équilibre qui se feroit bien maintenu sans vous ? Qu'êtes-vous allés faire aux Indes & en Amérique ? Vos pères s'en étoient passés si long-tems ! vous

avez voulu acquérir des richeſſes, mais avouez-le, ce n'étoit pas la peine de vous enrichir pour vous endetter. Des Loix propres à donner de la modération au Gouvernement, vous auroient été plus utiles que votre argent & vos banques. Voulant enrichir l'Etat, vous n'avez enrichi que les particuliers; les beſoins que les richeſſes leur ont donnés, ſe ſont tellement multipliés, que perſonne n'eſt content de ſa fortune domeſtique. On ſe croit ruiné ſi on ne l'augmente pas. Rien ne ſe fait qu'à prix d'argent; & vos Loix ne peuvent plus réparer les déſordres que votre imprudente politique a fait naître.

Comme les beſoins des Magiſtrats contribuent ordinairement plus que tout le reſte à multiplier les beſoins de l'Etat, & que leurs mœurs décident des mœurs publiques; je voudrois que les richeſſes ne fuſſent point un titre pour parvenir aux Magiſtratures. Négligez ce point, & on commencera ridiculement à devenir avare & à s'enrichir pour ſe rendre digne d'adminiſtrer, ſans prévarication, les affaires de la République. Je veu-

drois sur-tout que la Loi ne permît d'attacher aucun émolument aux Magistratures. Si Rome avoit soudoyé les hommes qui la délivrèrent du joug des Tarquins, jamais elle ne seroit parvenue à établir sa liberté, si elle avoit ensuite donné des gages, des appointemens & des salaires à ses Consuls, à ses Dictateurs, à ses Tribuns, à ses Censeurs. Pourquoi auroit-on vu dans la République plus de courage, de désintéressement, de magnanimité, de patience, d'amour des Loix, de la gloire, de la liberté & de la Patrie, que dans nos Etats modernes? Je croirois qu'il est plus aisé de faire des héros avec quelques feuilles de laurier ou de chêne, qu'avec beaucoup d'argent. Ne voyant dans les Magistratures que des devoirs, des peines, des soins & de la gloire, les ames communes n'osèrent y aspirer; voilà ce qui fit la force & la grandeur des Romains. S'ils avoient connu nos honoraires, nos pensions, nos profits, tout citoyen, pourvû qu'il eût aimé l'argent, se seroit cru digne du Consulat & de la Censure. Il y auroit aspiré, & en y aspirant,

il auroit mis l'intrigue & la corruption à la mode ; il y ſeroit parvenu, & ſon ſuccès auroit fait voir que le mérite étoit inutile. Il me ſemble que je dévine aiſément ce que Rome ſeroit alors devenue. Les honnêtes gens, après quelques efforts pour ſauver la République, en auroient abandonné l'adminiſtration, pour chercher le bonheur dans la retraite ; & vous ſavez, Milord, ce que c'eſt que des Adminiſtrateurs ſans vertus & ſans talens.

Je n'ignore pas les beaux raiſonnemens que l'avarice & le préjugé m'oppoſeront. Toute peine, dit-on, mérite un ſalaire ; propos d'eſclave. Le Magiſtrat, ajoute-t-on, néglige ſes affaires domeſtiques, & il eſt juſte que l'Etat le dédommage ; propos de commis. La République a tort ſi elle accable ſes Magiſtrats de travail ; qu'elle partage leurs fonctions pour les rendre légères & agréables. Le Magiſtrat a tort de ſon côté, & les Loix n'ont pas eu l'art de le rendre digne de ſa place, ſi, aux dépens de ſa fortune domeſtique, il ne ſait pas acheter beaucoup de gloire & l'eſtime

de ſes concitoyens. Mais il convient, entends-je dire à tout le monde, que des Magiſtrats vivent avec une certaine décence, une certaine pompe, une certaine magnificence; n'eſt-ce pas là, me dit notre Philoſophe en s'empêchant de rire, ce que vous appellez repréſenter? Voilà les propos d'un homme aſſez vil & aſſez corrompu pour que des valets de chambre, une livrée brillante, des équipages, un palais, & une table ſomptueuſe, le touchent plus que ſes devoirs. C'eſt afin qu'un peuple entier ne ſe dégrade pas juſqu'au point de faire ſérieuſement de ſi plattes objections, que les Loix doivent tout tenter pour empêcher que le Magiſtrat n'ait, dans ſa maiſon, d'autres beſoins qu'un ſimple citoyen. Jean de Wit, accompagné, dans les rues de la Haye, d'un petit laquais, portoit devant lui une chandelle pour l'éclairer, n'étoit-il pas reſpecté & des ſiens & des Monarques les plus puiſſans de l'Europe? Vingt chevaux dans ſes écuries & trente valets dans ſes antichambres, qu'auroient-ils ajouté à la conſidération dont il jouiſſoit? En perdant la

ſimplicité modeſte qui a fondé la République des Provinces-Unies, je voudrois ſavoir ce qu'elle a gagné. Un moyen infaillible pour dégrader notre Gouvernement, ce ſeroit d'augmenter les appointemens de nos Sénateurs; & nos neveux ne ſeront heureux que quand ils ne parleront des ſalaires que nous leur donnons aujourd'hui, que comme d'une barbarie de leurs pères.

Je ne finirois point, Milord, ſi je voulois entrer dans le détail de toutes les Loix néceſſaires pour arrêter les ravages de l'avarice, & porter l'adminiſtration d'une République au plus haut degré de perfection. Je vous dirois que les appointemens les plus médiocres ſont un grand vice, ou du moins le germe d'un grand vice. Un Magiſtrat gagé s'accoutumera peu-à-peu à péſer ſes ſervices au poids de ſa cupidité, & il ne tardera pas à les eſtimer plus que ſes ſalaires. Il ſe négligera, & pour lui rendre une certaine activité, il faudra augmenter ſes honoraires, ou il ſaura bien les augmenter lui-même en ſe payant par ſes mains. Mais ſans vous

parler de la génération & du progrès de nos vices, je vous dirai ce que disoit Ciceron à Atticus & à son frère, en s'entretenant, comme nous faisons, sur les Loix : Il suffit de rechercher l'esprit qui doit les dicter, & de trouver, si je puis parler ainsi, une pierre de touche pour juger de leur pureté, & une mesure qui nous indique à quelle distance du bonheur ou de la perfection politique chaque Etat est placé. Il suffit de tracer au Législateur la route qu'il doit tenir, s'il ne veut pas s'égarer.

Puisque les vices de la République se multiplient nécessairement avec les richesses du fisc, le Législateur doit donc travailler sans relâche à diminuer les impôts. Si ce n'est pas là l'objet constant & perpétuel de sa politique, les besoins de l'Etat augmenteront de jour en jour, parce que ses Magistrats deviendront de jour en jour plus avides. Ne vous attendez pas à trouver dans vos citoyens cette libéralité que les Romains montrèrent pendant la seconde guerre Punique. Nous ne nous fierons pas à la foi d'un Gouvernement qui nous a appris à être

avares. Vos compatriotes, Milord, ont tort d'être si fiers de leur crédit public ; s'ils prêtent leur argent par intérêt & non par générosité, j'ai peur que ce crédit public si vanté, ne soit pour la République, que ce que sont les usuriers pour un jeune libertin qui est pressé de se ruiner.

Je distingue, continua notre Philosophe, deux sortes d'avarice, l'une, pardonnez-moi ces expressions, que j'appelle conservatrice, & l'autre conquérante. Dès que la propriété est connue parmi les hommes, il seroit inutile de vouloir leur ôter l'envie de s'enrichir ou d'accroître leur fortune ; la Loi doit se borner à tempérer l'avarice, la diriger, & l'entourer, pour ainsi dire, de barrières qui la contiennent, & l'empêchent de produire ces maux publics & domestiques qui troublent & dégradent les Etats. Le Législateur commencera à nous rapprocher beaucoup des vues de la nature, quand il aura contraint cette passion à n'être que conservatrice. Il y a un art pour empêcher qu'elle ne dégénère en une lésine qui rend l'homme vil, insatiable & dur ; opposez-lui des établissemens

qui apprennent aux citoyens qu'il peut y avoir une pauvreté honorable. Combattez l'avarice, en faisant aimer la générosité ; & bientôt cette passion, placée à côté de l'économie & de la prévoyance, qui, dans tous les tems & dans tous les lieux, sont des vertus, favorisera la modestie des mœurs, & cependant ne sera point sourde aux prières des malheureux. Tant que dans la crainte de quelque accident imprévu & peut-être chimérique, ou que pour augmenter la fortune des siens, un avare se bornera à diminuer ses propres besoins ; son ame sera plutôt fermée aux vertus, qu'ouverte aux vices ; il ne sera ni généreux, ni injuste ; citoyen médiocre, il ne préférera pas la fortune de l'Etat à la sienne, mais aussi il ne lui portera point de coup capable de l'ébranler.

Pour l'avarice conquerante, qui regarde le bien d'autrui comme un butin qui lui appartient, & que ses succès rendront de jour en jour plus hardie ; vous sentez qu'il faut l'étouffer sous le poids des Loix les plus sévères, si elle est née ; & si heureusement elle est encore inconnue, ayez toujours devant

devant les yeux que vous ne devez cet avantage qu'aux soins que vous avez pris de contenir & de réprimer l'avarice conservatrice : redoublez donc d'attention, & n'admettez jamais aucun de ces établissemens qui donnent à un citoyen le prétexte de vexer un autre citoyen. Dès que la société est infectée de cet esprit de pillage que donnent les fermes des droits publics, l'agiotage des papiers, & les impositions arbitraires, n'espérez plus d'y retrouver quelque reste de justice & de probité. La ruse, la fraude, la violence, l'artifice, la chicane, voilà ce qui formera son caractère. Les citoyens se tendront des piéges, les fripons trouveront tous les jours des dupes, & tout sera perdu quand les dupes seules seront déshonorées. Après avoir fait des lâchetés à prix d'argent, on en fera bientôt pour rien. De l'accouplement de tous ces vices, naîtra un vice encore plus dangereux ; on pillera d'une main pour dissiper de l'autre. Cette avarice prodigue, dont les besoins sont toujours renaissans & toujours extrêmes, ne se refusera à aucun attentat ; elle

rend les ames atroces. C'eſt elle qui a formé les Catilina & tous ces hommes abymés de débauches & de dettes dont parle Céſar, & qui ne pouvoient trouver leur ſalut que dans la ruine de la République. C'eſt elle auſſi qui a formé ces lâches inſtrumens de la tyrannie de Tibère, de Néron & de leurs pareils. A quoi ſerviront alors un Agis ou un Caton ? Sur quelles baſes porteroient les Loix ? Le torrent des mœurs publiques renverſera toutes les digues qu'on lui oppoſera.

Dans les plus petits déſordres, qu'on s'accoutume à voir le germe des plus grandes calamités. Si, par haſard, Milord, il y avoit en Europe quelque Etat auquel les réflexions que je fais dans cette promenade ne paroiſſent que les rêveries timides d'un déclamateur qui exagère ſes craintes, ne prendriez-vous pas cette folle ignorance, du cœur humain & de la génération de nos vices, pour la preuve la plus complette de ſa mauvaiſe adminiſtration ? Je ne me laſſerai point de prendre des précautions; & s'il eſt encore tems d'empêcher que l'avarice ne devienne conquérante, je demande

que le Légiſlateur s'étudie à diminuer les beſoins des ſimples citoyens, avec la même attention qu'il diminue ceux de la République & des Magiſtrats. Si les paſſions de la multitude ne ſont pas réprimées, elles ne manqueront pas de ſe communiquer au Gouvernement & de l'opprimer. Pourquoi aimons-nous les richeſſes? C'eſt que les Loix peu prévoyantes, ont permis que les plaiſirs, les honneurs & la conſidération s'achetaſſent à prix d'argent; c'eſt qu'elles permettent à l'opulence de ſe montrer avec un faſte qui nous éblouit, qui nous trompe, qui ſert d'abord de voile aux vices, qui les excuſe enſuite, & qui finit par les faire reſpecter. Voulez-vous que je ne deſire pas le bien d'autrui dont je ſuis jaloux? arrangez vos Loix de façon que je ſois content d'une fortune médiocre. Rendez-moi les richeſſes inutiles, ſi vous ne voulez pas que je m'occupe des moyens d'en amaſſer. Rome & la Gréce avoient des plaiſirs & des honneurs qui ne coûtoient rien, & elles eurent des mœurs. Je ſais qu'il y a des hommes heureuſement nés, qui ſe plaiſent

dans la médiocrité ; mais le nombre en eſt petit ; preſque perſonne n'a le courage d'être heureux à ſon goût ; on veut l'être à la manière de tout le monde, parce qu'on veut que ſon bonheur ſoit remarqué & peut-être envié. On ſe croira pauvre à Londres avec mille guinées, lorſqu'on y entend répéter, de tous côtés, qu'il en faut au moins avoir cent mille pour être riche.

Vous voyez déjà combien eſt digne de mépris la politique de ces prétendus philoſophes qui nous vantent éternellement le luxe. Ils regardent comme un grand bien les dépenſes impertinentes des riches ; mais n'eſt-ce pas un mal qu'il y ait des citoyens qui faſſent des dépenſes impertinentes ? Elles font vivre les pauvres. Mais remédier à la miſère des pauvres par la folie des riches, c'eſt réparer une faute par une faute, c'eſt en faire deux. Les riches feroient mieux d'enfouir leur or, ils ne rendroient mépriſables qu'eux, & ils rendent vicieux tous ceux qui les envient, qui les admirent, ou qui veulent les imiter. Les anciens penſoient plus ſenſément que nous ; dans aucun de

leurs écrits vous ne trouverez l'éloge des richeſſes, ni l'abſurde apologie du luxe. On éprouve je ne ſais quelle amertume dans l'ame, & on ſent naître cependant ſur ſes lévres un rire de pitié, quand on voit des Etats ſe plaindre de leur corruption & ſe tourmenter en même-tems pour augmenter leurs richeſſes & encourager le luxe.

J'eſpère bien, Milord, que nos Réformateurs qui vous ont tant choqué, ne s'en tiendront pas à ce qu'ils ont fait juſqu'ici. J'eſpère qu'on ne rétablira jamais chez nous les arts inutiles qu'ils ont proſcrits. J'eſpère qu'ils laiſſeront aux arts néceſſaires une certaine groſſiereté qui leur ſied ſi bien. J'eſpère qu'à force de ſimplicité nous dégoûterons la Famille Royale de la prérogative puérile de paroître chamarée de galons & de broderies. Quand je ſonge combien les talens agréables ont été funeſtes aux Athéniens; combien les tableaux, les ſtatues & les vaſes de la Gréce ont fait faire d'injuſtices, de violences & de tyrannie aux Romains; je demande à quoi peut nous être bonne

une Académie de Peinture ? Laiſſons croire aux Italiens que leurs babioles honorent les Nations ; qu'on vienne chercher chez nous des modèles de Loix, de mœurs & de bonheur, & non pas de peinture.

Je ne finirois point de vous parler des Loix ſomptuaires, ſi je voulois vous faire connoître tous leurs avantages. Elles doivent s'étendre ſur tout, meubles, logemens, table, domeſtiques, vêtemens ; ſi vous négligez une partie, vous laiſſez une porte ouverte à des abus qui s'étendront ſur tout. Plus vos réglemens ſeront auſtères, moins l'inégalité des fortunes ſera dangereuſe. Les riches tâcheront de valoir quelque choſe par eux-mêmes, s'ils déſeſpèrent de ſe faire conſidérer par leurs valets, leurs chevaux & leurs habits ; les pauvres, moins avilis, travailleront à ſe faire eſtimer, dès que l'eſtime ſera attachée à des choſes qui peuvent leur appartenir comme aux riches. Je l'avoue, je ne devine point par quelle manie ces Loix ſomptuaires, ſi recommandées par les anciens, ſont ſi mépriſées par les modernes ; il n'y a pas

cependant de Loix plus aisées à faire, & dont on puisse assurer plus facilement l'exécution.

Sans reprocher au commerce les besoins sans nombre qu'il nous donne, & les superfluités qu'il nous rend nécessaires ; n'est-il pas vrai que n'étant entrepris que par cupidité, son esprit est essentiellement contraire à l'esprit de tout bon Gouvernement ? N'a-t-il pas encore aujourd'hui, & n'aura-t-il pas éternellement les mêmes vices que les anciens lui ont reprochés ? Les commerçans n'ont aucune Patrie. Leur liberté, leurs peines, leurs services, nos fantaisies, nos vices & nos caprices sont, pour ainsi dire, autant de denrées dont ils trafiquent ; les règles de leur cupidité & de la nôtre, voilà les règles de leur morale. Loin de favoriser cette profession, les Etats de l'antiquité, les mieux gouvernés, eurent soin de l'avilir. Elle fut abandonnée à des esclaves ou à des citoyens mépriſés, pour que l'intérêt du commerce ne devînt pas l'intérêt de la République. Pour nous qu'avons-nous gagné à nous écarter de ces principes ? J'ai bien peur que

nous n'ayons fait la même faute qu'on reproche à Carthage.

Vous savez ce qu'on a dit de cette République, plusieurs philosophes ont parlé avec éloge de ses Loix; & elle auroit été heureuse si son Législateur, aussi prévoyant que Platon, eût regardé le voisinage de la mer comme une tentation de faire le commerce; & pris des mesures pour en détourner les citoyens. Les Carthaginois abusèrent de leur situation; éblouis par une fausse prospérité, le commerce devint une profession honorable, & dès qu'on l'avoit permis aux principaux citoyens, comment la République qu'ils gouvernoient, n'auroit-elle pas eu les goûts, les passions, les intérêts & la politique d'une République commerçante? Elle devint conquérante pour augmenter ses richesses, & joignant les vices que donne l'ambition à ceux que donne l'avarice, elle fut malheureuse au dedans, & se fit au dehors des ennemis qu'elle ne pouvoit vaincre.

Les Etats qui, parmi nous, ont le plus favorisé le commerce, n'éprouvent

pas de moindres inconvéniens. A peine ſe ſont-ils enrichis, qu'ils ont formé des entrepriſes au-deſſus de leurs forces, & les beſoins de l'ambition ſont plus conſidérables que les reſſources de l'induſtrie. Après avoir tiré du peuple plus qu'on n'en pouvoit raiſonnablement attendre, il a fallu employer tour-à-tour la violence & l'artifice, & l'appauvrir pour enrichir le fiſc. On a vu naître les Traitans, c'eſt-à-dire, des hommes qui n'ont que deux occupations, l'une de raſſaſier, s'il eſt poſſible, la cupidité du Gouvernement, en inventant tous les jours quelque nouveau moyen de la ſatisfaire; & l'autre d'introduire, un luxe immodéré dans une Nation qu'ils appauvriſſent. Une barrière éternelle ſépare les intérêts du Gouvernement de ceux des ſujets. On ne devroit ſonger qu'à prévenir la chûte de l'Etat, cependant on veut encore faire des conquêtes; & cette habitude qu'on a contractée parce qu'on ſe croyoit fort, ſubſiſte parce qu'il eſt doux de ſe déguiſer ſa foibleſſe. Mais que doit-il enfin réſulter de cette ſituation? De paſſer, comme Carthage, ſous

une puiſſance étrangère, ou de tomber dans le dernier aviliſſement.

Tel eſt, Milord, l'enchaînement inévitable de nos vices & de nos malheurs. Ce n'eſt point à tel Prince ou à tel Miniſtre qu'il faut s'en prendre de l'abus qu'on a fait des richeſſes, mais aux richeſſes mêmes, qui, par leur nature, ne peuvent s'aſſocier avec de bonnes Loix. Sans doute, il y a des règles pour faire fleurir le commerce & gagner beaucoup d'argent, mais elles ne feront jamais fleurir la ſociété; parce que vos beſoins augmenteront encore plus que vos richeſſes. On aura beau conſulter les financiers, tous leurs conſeils ſeront perfides : il n'y a qu'un moyen de s'enrichir, c'eſt d'apprendre à ſe contenter d'une fortune médiocre.

Allons en avant, Milord. Après les Loix qui doivent proſcrire le commerce & la finance, diminuer nos beſoins & favoriſer la modeſtie des mœurs, il n'en eſt point de plus néceſſaires que celles qui réglent l'ordre des ſucceſſions. Les Loix des premiers Romains, à cet égard, étoient admirables, elles ne permettoient pas que

le patrimoine d'une famille paſsât dans une autre comme héritage. Il eſt ſi aiſé de ſentir combien cet ordre favorable à l'égalité, eſt utile à chaque citoyen, & de voir tous les avantages qui en réſultent, que je ne puis faire aucun cas des raiſonnemens des Juriſconſultes. On n'a point, diſent-ils, une véritable propriété de ſon bien, ſi on n'eſt pas le maître d'en diſpoſer à ſa fantaiſie. Dès que le droit de propriété eſt établi, pourquoi ſeroit-il injuſte qu'un teſtateur ſe choiſît à ſon gré un héritier, & etablît une ſubſtitution ? Pourquoi un père ne pourroit-il ſans injuſtice partager inégalement ſes enfans ? C'eſt cette faculté qui lui donne un pouvoir précieux pour la République, & qui le rend véritablement le Magiſtrat de ſa famille.

Fort bien, mais je réponds à ces Juriſconſultes que ſi la Loi veut nous empêcher d'avoir des fantaiſies déraiſonnables, pernicieuſes à la ſociété, & par conſéquent à vous-mêmes, elle ne viole pas plus votre droit de propriété, qu'elle ne bleſſe votre liberté naturelle, en vous défendant

d'offenſer un citoyen ou d'inſulter un Magiſtrat. La propriété, comme nous en ſommes convenus, Milord, ouvre la porte à cent vices & à cent abus, il eſt donc prudent que des Loix rigides veillent à cette porte. En ne permettant pas qu'on faſſe le moindre tort à votre fortune, elles peuvent vous ordonner de ne vous en ſervir & de n'en diſpoſer que de la manière la plus avantageuſe à la ſociété, & la plus conforme à vos vrais intérêts. Un teſtateur peut, ſans doute, ſubſtituer ſon bien, ſi l'Etat ne le défend pas; mais l'Etat a-t-il raiſon de le permettre, ſi les ſubſtitutions tendent à mettre trop d'inégalité entre les familles? J'ai bien peur que ce ne ſoit notre vanité ſeule qui nous fait traiter inégalement nos enfans. Il importe à la République que le père ſoit le Magiſtrat de ſa famille; mais lui importe-t-il que les enfans qui ſont ſon eſpérance, & qui doivent un jour la gouverner, s'accoutument à agir par des vues d'intérêt, & à croire, dès leur enfance, que l'argent eſt la récompenſe naturelle du mérite?

Dans la plupart des Etats de l'Eu-

rope, il y a aujourd'hui tant de causes de cupidité & d'avarice, qu'il est impossible de juger, avec une certaine exactitude, des maux que produisent les Loix qui permettent aux pères de partager inégalement leurs enfans, & laissent à chaque citoyen la liberté de dissiper ses biens ou d'en disposer arbitrairement. Mais chez les Grecs & les Romains, ne voit-on pas clairement que cette négligence du Législateur altéra les mœurs de la République? Les Athéniens les plus sages blamèrent la Loi de Solon, qui permit de faire des testamens. Si le citoyen avoit été, pour ainsi dire, attaché à son patrimoine, on auroit résisté avec plus de courage aux passions qui font les dissipateurs. Il est certain que Sparte, qui se lassoit déjà des Loix de Lycurgue, ne tomba dans la plus extrême corruption, qu'après que le citoyen, devenu propriétaire de la portion de terre dont il n'étoit auparavant qu'usufruitier, put l'aliéner, la vendre & la donner à sa fantaisie. A Rome, le même abus combattit sourdement les institutions les plus sages de la République, en

triompha enfin, & laissa un libre cours à l'avarice.

Dans un Etat bien gouverné, le Législateur établiroit sans doute des formalités qui gêneroient la vente & l'aliénation des biens. Pour conserver plus d'égalité dans les fortunes, il ne permettroit pas, sans doute, que les testamens fussent connus. La Loi disposeroit du bien de chaque mourant, ou si elle lui laissoit la faculté de distribuer à son gré son mobilier, ce ne seroit que pour reconnoître le zèle & l'affection de ses serviteurs, & faire rentrer ainsi dans la classe des pauvres quelques richesses pernicieuses aux riches. Réglez les degrés de parenté qui donneront droit au partage d'une succession vacante; mais ne les étendez pas trop loin, de peur que des espérances trop étendues n'ouvrent l'ame à la prodigalité & à l'avarice. La fille unique d'un citoyen porteroit une fortune dangereuse dans la famille de son mari; elle en abuseroit infailliblement & corromproit les Loix domestiques; pour sauver ses mœurs & sauver les mœurs publiques du danger dont elles sont menacées,

qu'elle ne possède donc que la troisième partie de la succession, & que son père ou ses tuteurs lui donnent deux frères adoptifs. Si un homme n'a aucun héritier, que son bien n'appartienne pas à l'Etat qui doit donner l'exemple du désintéressement, que cette succession soit partagée également entre les familles pauvres du lieu qu'habitoit celui qui la laisse. Qu'il seroit heureux que les riches s'accoutumassent à regarder les indigens comme leurs fils, leurs frères & leurs héritiers! Sans entrer dans un plus grand détail, je dis, en un mot, qu'une bonne Législation doit continuellement décomposer & diviser les fortunes que l'avarice & l'ambition travaillent continuellement à rassembler.

Jamais vous n'enchaînerez ces passions actives & impérieuses, si vous n'avez recours aux Loix agraires. Ces Loix, dit-on, ont perdu la République Romaine. C'est une erreur. C'est parce qu'on les avoit violées, & non parce qu'on les avoit faites, que la liberté a éprouvé des secousses qui l'ont ruinée? Quelle folie de penser que des Loix qui défendoient de

posséder plus de cent arpens de terre, c'est-à-dire qui ne permettoient de se rendre, ni assez riche, ni assez puissant pour opprimer ses concitoyens, aient été propres à faire des usurpateurs & des tyrans? Plus la proposition des Loix agraires excitoit d'agitation & de querelles dans la place publique, plus les Romains devoient en sentir la nécessité. Le Tribun Licinius n'eut pas de bonnes intentions, il ne voulut, selon les apparences, que mortifier les Patriciens, mais son plus grand tort fut d'avoir lui-même peu respecté sa Loi, & de n'avoir pas pris les mesures nécessaires pour forcer les citoyens à y obéir. Les Romains eurent tort de ne pas prévoir qu'en se livrant à leur ambition pour enrichir la République, ils ne seroient plus les maîtres de tempérer l'avarice des particuliers. Leur seconde faute fut de tolérer les rapines des riches, tant qu'elles ne furent pas excessives, & de vouloir enfin rétablir brusquement des Loix oubliées & mépriſées, dans des circonstances où l'avarice & l'ambition avoient fait des citoyens puissans, qui, ne se

courbant qu'à regret ſous l'empire des anciennes Loix, n'attendoient qu'un prétexte pour prendre les armes & devenir des tyrans.

S'il eſt vrai qu'un riche ne croira jamais qu'un pauvre ait les mêmes droits que lui à l'adminiſtration des affaires; jamais vous ne parviendrez, ſans le ſecours des Loix agraires, à conſerver une certaine égalité qui eſt néceſſaire pour unir les citoyens, maintenir l'équilibre entre toutes les parties du Gouvernement, & empêcher qu'on ne porte des Loix partiales. Quand, dans des converſations pareilles à celle que nous avons actuellement, j'ai dit qu'un Etat, où l'on ne connoît encore qu'un ordre de citoyens, doit donner des bornes fixes aux poſſeſſions de chaque citoyen, ou ne pas permettre qu'on poſſède au-delà d'une certaine quantité de terre; on n'a jamais manqué de me dire que l'agriculture ſeroit négligée. Mais que m'importe cet inconvénient, s'il me ſert à en éviter un plus grand! Que les récoltes ſoient moins abondantes, pourvu que la République ne ſe partage pas en Patriciens & en Plébéyens.

D'ailleurs je nie que des Loix agraires nuisent à l'agriculture. Les trop grandes possessions frappent la terre de stérilité, ce sont les petits héritages qui sont les mieux cultivés. En bornant, dit-on, les espérances & l'industrie de vos principaux citoyens, vous les engourdirez. C'est ce que je souhaite, si, par cet engourdissement, on entend l'habitude qu'ils contracteront de ne rien desirer au-delà de ce que la Loi leur permet de posséder; je le nie si on entend, au contraire, cette paresse qui accompagne la misère. Vos citoyens, ajoute-t-on, abandonneront le pays, ils déserteront pour se faire une nouvelle Patrie. Entendrai-je toujours ces misérables objections? Qu'ils fuient ces hommes pervers dont les passions ne peuvent obéir à des Loix salutaires; la République y gagnera, elle n'aura plus dans son sein des ennemis du Gouvernement, des Loix & des mœurs. Mais personne ne fuira; la tyrannie du Gouvernement & des Magistrats chasse quelquefois les citoyens, mais des Loix justes par leur austérité même les attachent, au contraire, à leur Patrie.

Dans un pays où les hommes sont distribués en différens ordres, & jouissent, par conséquent, d'une fortune & d'une considération différente; je sens qu'il est impossible de prescrire à l'avarice & à l'ambition les mêmes règles que dans un Gouvernement Démocratique; mais s'il n'est pas permis d'atteindre à la perfection, doit-on négliger de s'en rapprocher? Pourquoi n'établiroit-on pas un patrimoine certain pour chaque ordre? Nous avons en Suede un commencement de cet usage; il y a des terres qui ne peuvent être possédées que par des Gentilshommes, & d'autres par des Bourgeois. Plusieurs Etats ont porté des espèces de Loix agraires contre l'avidité du Clergé; & l'avantage qu'ils en ont retiré, auroit dû les avertir de faire, en faveur du bien public, les mêmes Loix contre la cupidité des autres classes de citoyens. Que ne distingue-t-on des terres nobles, des terres ecclésiastiques, des terres roturières, qui, suivant leur distribution, ne pourroient être possédées que par des Gentilshommes, des Ecclésiastiques & des Roturiers. Si la

fortune de chaque citoyen, dans sa classe, pouvoit changer, diminuer ou s'agrandir; la fortune de chaque ordre resteroit du moins la même, & aucun ne tomberoit dans le mépris. Pourquoi permet-on au Seigneur d'un village ou d'une communauté de s'en rendre le seul propriétaire? C'est en dépeuplant un pays, y multiplier les vices de l'opulence & les vices de la pauvreté.

C'est, je l'avouerai, en faisant l'application de ce que nous disoit notre Philosophe sur la matière importante des Loix agraires, à ce que je vois pratiquer parmi nous, que je compris davantage la sagesse de sa doctrine. La cupidité des riches envahit tous les héritages sans que les Loix s'opposent à leurs usurpations & viennent au secours des pauvres. Le Gouvernement féodal étoit sans doute ce que la licence a pu imaginer de plus contraire à la fin que les hommes se sont proposée en se réunissant en société; malgré ses pillages, son anarchie, ses violences & les guerres privées, nos campagnes cependant n'étoient point dévastées comme elles

le ſont aujourd'hui. L'eſpèce de point d'honneur qu'on ſe faiſoit de compter beaucoup de vaſſaux dans ſa terre, & d'y poſſéder un grand nombre de ſujets, ſervoit, pour ainſi dire, de contrepoiſon à la tyrannie des fiefs. Loin de dévorer tout ce qui l'entouroit, le Seigneur principal faiſoit des démembremens de ſa terre pour ſe faire des défenſeurs, & les familles ſe multiplioient ſous ſa protection. Mais lorſque ce Gouvernement ſe fut détruit par ſes propres mains, on ne jugea des terres, qui avoient perdu leur dignité, que par leur revenu; & on voulut réunir à ſoi toutes les poſſeſſions. Dans un territoire qui étoit autrefois partagé entre pluſieurs familles qui y vivoient avec honneur, on ne voit plus qu'un ſeul Seigneur, qui a fait autour de lui une vaſte ſolitude. Pour s'agrandir, on a pas craint d'acheter le patrimoine des malheureux payſans, & de les condamner à une pauvreté plus dure que l'ancienne ſervitude de leurs pères. Nos campagnes ne ſont couvertes que d'hommes livides & décharnés, à qui il ne reſte que leurs bras pour faire vivre

à moitié une famille malheureuse. Qu'elles sont rares ces personnes aimées du ciel & des hommes, qui respectent le patrimoine des pauvres, & croyent que tout payſan qui arrose la terre de ſa ſueur, doit y avoir une poſſeſſion ! Avec notre manie de nous enrichir & de nous ennoblir, il arrive que toutes les poſſeſſions paſſent entre les mains de la Nobleſſe, que le Tiers-Etat ſe dégrade de jour en jour, & ſon aviliſſement avilit le reſte de la Nation.

Si les Loix, continua notre Philoſophe, ne doivent pas permettre qu'il ſe faſſe au dedans de grandes fortunes, quelles précautions ne doivent-elles pas prendre pour que les citoyens n'aillent au dehors amaſſer des richeſſes qu'ils rapporteroient dans leur Patrie, & qui dérangeroient néceſſairement l'harmonie du Gouvernement le plus ſage ? Un exemple va vous faire entendre ma penſée. Quand Calvin ſe retira à Genève, & donna des Loix à cette République naiſſante, on ne peut douter qu'il n'ait pris pluſieurs meſures très-prudentes pour établir le bonheur des citoyens. Il donna à tous les mêmes droits, les

mêmes prérogatives, la même dignité. Différens Conseils établis avec des pouvoirs différens & surbordonnés les uns aux autres, sembloient devoir fixer l'égalité & la liberté. Tel étoit l'ordre, que le peuple ne pouvoit jamais être forcé d'obéir à des Loix qu'il n'auroit pas agréés, & il abandonnoit sans danger toute la puissance exécutrice à des Magistrats qu'il avoit lui-même choisis. Calvin ne manqua pas de faire des Loix somptuaires, mais soit qu'il ne connut pas assez le cœur humain & la marche des passions, soit que l'égalité des fortunes & le territoire borné de la République lui fissent espérer que les Genevois ne seroient pas exposés à de fortes tentations, & continueroient à aimer leur honnête & précieuse médiocrité, il négligea de les prémunir contre les amorces de l'avarice. Le Législateur se trompa. Ses citoyens étoient à peine rassurés sur le sort de leur Religion & de leur liberté, que commençant à jetter les yeux au dehors, ils virent, avec une sorte de dégoût, la médiocrité de leur fortune. Aucune Loi ne venant à leur secours pour les

aider à étouffer le germe d'une avarice naissante, ils sortirent de chez eux, s'associèrent à la malheureuse industrie de leurs voisins, se répandirent dans toute l'Europe, y firent le commerce & la banque avec succès, & rapportèrent, dans leur Patrie, des richesses qui émoussèrent la rigueur bienfaisante des Loix somptuaires; & sans qu'on s'en apperçut, l'Etat fut partagé en citoyens riches & en citoyens pauvres.

L'égalité politique des citoyens étant ébranlée par l'inégalité qui s'étoit établie dans leur fortune, rien ne fait plus d'honneur à la sagesse des Genevois que la tranquillité dont ils continuèrent à jouir; & sans doute il faut l'attribuer aux Loix somptuaires qui empêchoient que les uns n'osassent montrer avec faste leurs richesses, & que les autres ne les vîssent avec ce respect qui prépare à l'humiliation & conduit à la servitude. Cependant les richesses n'étoient pas entrées impunément à Genève, & ce levain de discorde & de dissension devoit y fermenter. Les riches, conduits par cet esprit de parcimonie & d'épargne

que

que donne le commerce, ne vouloient pas acheter l'autorité qu'ils desiroient, & que les pauvres auroient vraisemblablement vendue; ils prétendoient l'acquérir peu-à-peu, & sans qu'il leur en coûtât rien. Ils n'insultoient pas les pauvres, mais ils les mépriſoient en ſecret; les Loix n'étoient pas violées, mais éludées ou détournées de leur ſens naturel; on ne commettoit pas de grandes injuſtices, & cependant les nouvelles mœurs faiſoient pancher le Gouvernement vers l'Ariſtocratie. Le peuple qu'on n'avoit pas corrompu, s'apperçut du danger que couroit ſa liberté, il devint inquiet & ſoupçonneux; les riches, de leur côté, conçurent des alarmes; les querelles éclatèrent enfin, & nous les avons vues naître & ſe calmer à deux repriſes. La paix eſt établie, mais ſubſiſtera-t-elle? Les Repréſentans ont demandé qu'on augmentât les gages des Magiſtrats; cette demande eſt-elle d'un bon augure? Annonce-t-elle des citoyens contens de leur fortune? Puiſqu'ils eſtiment les richeſſes, ſeront-ils diſpoſés à prendre les

mesures nécessaires pour en prévenir les abus ? Puisqu'ils s'occupent d'autre chose que de leur liberté, seront-ils capables de la défendre ?

Je n'en disconviens pas, poursuivit notre Philosophe : la politique que je vous présente, est un peu dure pour des esprits familiarisés depuis bien des siècles avec les vices & les préjugés que nous aimons en Europe ; si je la publiois dans un Ouvrage, je ne doute point qu'on ne la frondât avec beaucoup de mépris. Après tout, ce n'est pas la faute des philosophes s'ils voyent les choses telles qu'elles sont. S'il leur étoit permis de changer les Loix de la nature & de donner le bonheur à meilleur marché qu'elle, ils le feroient sans doute par complaisance ; puisqu'on ne veut pas avoir celle de les entendre & de les croire : mais ils ne le peuvent pas, & j'en suis fâché. Malgré l'empire qu'ont pris nos préjugés & nos passions, il ne faut pas laisser prescrire les droits de la raison & de la vertu. Malgré l'imprudente sécurité avec laquelle nous nous conduisons, il ne faut pas se lasser de présenter aux hommes la

ſeule doctrine qui leur eſt ſalutaire. Nos politiques me font pitié par la ſtupidité avec laquelle ils ſe flattent d'avoir affermi pour toujours le Gouvernement de leur Nation. Non, Milord, quand on voit que toute la ſageſſe de Lycurgue n'a pu empêcher que Lacédémone ne perît, ne faut-il pas avouer que jamais les Loix n'ont pris aſſez de précautions contre l'avarice ? Il ne ſuffit pas de ne laiſſer aucun germe de vice dans la République, il faut la prémunir contre ceux de ſes voiſins. Examinez avec ſoin les Loix de Lycurgue, vous verrez qu'il avoit pris les meſures les plus efficaces pour écarter de la Laconie les vices qui infectoient la Gréce ; mais cela ne ſuffiſoit pas, puiſque Lacédémone a péri. Il faut donc ſe précautionner contre des accidens qui n'arriveront peut-être jamais, mais qui peuvent arriver : il faut avoir pris cent précautions inutiles, pour croire qu'on n'en néglige aucune néceſſaire ; il faut que le Légiſlateur paroiſſe défier tous les caprices de la fortune.

Sparte étoit attachée à ſes devoirs par trop de liens, pour ſe laiſſer

entraîner au mal par le mauvais exemple des autres villes de la Gréce ; mais enfin l'armée de Xercès parut aux portes du Péloponèſe avec le faſte, le luxe & toutes les richeſſes de l'Aſie; elle fut défaite à Platée : & les Spartiates qui avoient eu juſqu'alors le courage de mépriſer les dépouilles médiocres des Grecs, furent éblouis par celles des Perſes ; ils furent tentés, & n'eurent pas le bon eſprit de ſe contenter encore de l'honneur de la victoire. En demandant leur part du butin, peut-être ſe méprenoient-ils ſur la nature du ſentiment qui les faiſoit agir. Ils obéiſſoient à cette cupidité ſecrette que leur donnoient leurs monnoies de fer & l'eſpèce de propriété à laquelle ils étoient accoutumés, & ils croyoient ne demander qu'un aveu public que la Gréce leur devoit ſon ſalut. Quoiqu'il en ſoit, les dépouilles des Perſes altérèrent les mœurs de Lacédémone, & portèrent une playe mortelle à la conſtitution de la République. Avant la guerre Médique, Miltiade & Thémiſtocle n'auroient jamais imaginé d'y négocier en corrompant le Sénat,

les Rois & les Ephores, à prix d'argent. Périclès le tenta, & quelques talens suffirent pour acheter des hommes qui commençoient à se laisser corrompre par leur avarice. Dès qu'on n'obéissoit plus religieusement à la plus importante des Loix de Lycurgue, dès que la cupidité s'étoit glissée dans la République, on y devoit adopter la politique funeste de Lysander. On exigea des tributs de ses ennemis & de ses alliés. Sous prétexte de faire des guerres nécessaires au dehors & d'avoir une flotte, on forma un trésor public; & de ce trésor les richesses s'écoulèrent secretement dans les maisons des Magistrats & des citoyens. A mesure que le pouvoir des Loix s'affoiblit, la corruption se montra avec moins de retenue, Sparte éprouva enfin le sort des autres Républiques de la Gréce, & fut plus malheureuse par ses vices que par ses défaites.

CHAPITRE II.

Que les peuples ſont continuellement avertis par leurs malheurs de corriger leurs Loix. La fortune les favoriſe ſouvent dans cette entrepriſe. On ne peut réprimer efficacement l'avarice ou l'ambition, qu'autant qu'on travaille à les réprimer toutes deux à la fois.

JE ne vous ai point interrompu, dit Milord à notre Philoſophe, qu'aurois-je pu vous dire ? Entraîné par la force de vos raiſonnemens, affligé par de triſtes vérités, j'ai preſque perdu l'eſpérance de voir l'Europe heureuſe. Quoi ! quand nous aurions les Loix des Spartiates, nous ne pourrions pas nous flatter de vivre éternellement ! Quel intervalle immenſe avons nous donc mis entre le bonheur & nous ? Par quel art, par quel ſecours pourrons-nous le franchir ? Je compare nos Etats à des vaiſſeaux battus par la tempête, dont les mâts ſont briſés, qui auroient

perdu leur bouſſole, & qui errans au gré des flots, ne ſauroient plus de quel côté diriger leur route. La comparaiſon n'eſt pas juſte, Milord, reprit notre Philoſophe en ſouriant: vous naviguez au haſard, & je vous apporte une bouſſole: je vous apprends votre route; de quoi vous plaignez-vous? A l'égard de vos mâts briſés, peut-être que la fortune vous jettera ſur quelque plage où vous en trouverez. Pourquoi plaiſanter, dit Milord, quand il s'agit d'un objet ſi important? Vos conſolations ſont déſeſpérantes. Je le vois, les maux des hommes ſont ſans remède; j'ai regret à mes erreurs, elles étoient agréables. Ne parlons plus de vos Loix, l'humanité ordonne de cacher à un malade que ſa maladie eſt incurable.

J'en conviens, repartit notre Philoſophe: un médecin doit cacher une vérité cruelle; mais ne comparez pas, je vous prie, les maladies du corps politique à celles du corps humain. La médecine ne peut m'indiquer aucun ſuc, aucun remède, aucun régime qui me rende des poulmons dévorés par un ulcère, & qui

me suffisent à peine pour respirer ; c'est parce qu'elle est incapable de me guérir, qu'elle doit me laisser l'espérance. Mais la politique qui créé à la société les organes de la vie qui lui manquent, & dont tous les remèdes sont infaillibles ; elle trahiroit les hommes si elle leur cachoit la vérité. Les peuples ressemblent à ces malades qui n'ont pas la force de prendre une potion amère, ou de souffrir une opération douloureuse : il faut les intimider pour leur donner du courage ; ce seroit les trahir, que leur cacher leur situation.

Nous sommes avertis continuellement par nos malheurs, de nous faire d'autres Loix que celles dont nous nous plaignons ; & pendant longtemps je conviens que ces avertissemens sont inutiles. A mesure qu'une nation prend de nouveaux vices, il paroît qu'elle devient plus incapable de recevoir une réforme ; & qu'enfin il lui est impossible de se corriger : c'est une erreur. Les vices sont doux à leur naissance ; & d'ailleurs, une partie des citoyens les tourne alors à son profit, travaille à nous les

faire aimer, & se sert de nos passions pour satisfaire les siennes : voilà pourquoi les hommes ne se corrigent jamais que tard. Mais quand les vices font enfin sentir leur amertume déchirante, quand tous les ordres de la République souffrent également des désordres; il se forme naturellement entre eux une conjuration; & si un peuple ne se corrige pas, il ne faut s'en prendre qu'à son ignorance. La Pologne est une grande preuve de cette vérité. Tant qu'elle n'a point été menacée de la ruine entière de sa liberté, tant qu'une partie des grands a trouvé quelques avantages dans l'anarchie, on a essuyé inutilement plusieurs orages. Mais aujourd'hui que la Russie a manifesté ses projets ambitieux, qu'elle opprime tout également, & réduit le Roi à n'être que le ministre de ses volontés; aujourd'hui que tout gentil-homme Polonois se voit menacé d'être traité comme un Russe, & sent que les Loix qui ont fait ses malheurs, ne peuvent les réparer; il desire sans doute la réforme de son Gouvernement. Si la Pologne parvient, avec le secours de la Porte, à secouer le

joug, ce ne ſera que ſon ignorance qui l'empêchera de ſe corriger : elle a aſſez ſouffert pour ne rejetter aucun remède, quelque amer qu'il ſoit, pourvû qu'il puiſſe guérir ſes maux.

On diroit que la fortune ſert quelquefois les Etats, ſans qu'ils le ſachent, ſans qu'ils s'en doutent, ſans qu'ils le deſirent. Je vous parlois tout-à-l'heure, continua notre Philoſophe, d'un évènement étranger à la conſtitution de Lacédémone, qui altéra les mœurs & perdit les Loix de cette République ; n'y auroit-il pas auſſi quelquefois de ces évènemens extraordinaires & imprévus qui arrachent un peuple à ſes vices, & le mettent dans la néceſſité de faire de nouvelles Loix ? Vous ne voulez rien eſpérer, Milord, en voyant l'extrême corruption de l'Europe ; & moi, j'oſe encore eſpérer quelque choſe, en voyant les extrêmes biſarreries de la fortune.

Humiliés, avilis, dégradés ſous le Gouvernement dur & arbitraire de Charles XI, nous courions au-devant de la ſervitude, & nous aurions été dans l'impuiſſance de rompre nos

chaînes, ſi des évènemens qu'il étoit impoſſible de prévoir, ne nous euſſent pouſſés malgré nous hors de l'abyme où nous étions. Vous vous rappellez avec quel art ce Prince s'étoit emparé d'une autorité que nos Loix lui refuſoient. Après s'être ſervi des torts de la nobleſſe pour la rendre ſuſpecte & odieuſe aux autres ordres, il ſe ſervit de leurs forces pour l'accabler. Enrichi de ſes dépouilles, il corrompit les chefs du Clergé, des Bourgeois & des Payſans; il intimida le reſte; & toute la Suède, étonnée du joug ſous lequel elle étoit ſoumiſe, voulut ſe plaindre; mais on étouffa ſes murmures. Sous un Prince devenu deſpotique, & qui, doutant encore de ſa puiſſance, vouloit cependant régner par la crainte, ce fut un crime que de ſe ſouvenir des anciennes libertés de la Nation. En violant tous nos droits, on ne daignoit pas même nous promettre de les reſpecter dans la ſuite; en un mot, il fallut paroître eſclave pour être en ſûreté dans ſa maiſon. Nous nous avilîmes juſqu'à aller briguer les faveurs d'une Cour qui ne mettoit aucune borne à ſes

injuſtices. Entourés d'eſpions & de délateurs, nous n'osâmes plus nous fier les uns aux autres; chaque bon citoyen crut être ſeul bon citoyen dans l'Etat; il ne ſentit que ſa foibleſſe; il déſeſpéra du ſalut de la choſe publique, comme vous en déſeſpérez en ce moment; & il ne ſubſiſta aucune trace de l'ancien eſprit de ſa nation.

Pendant la minorité de Charles XII, nous ne montrâmes aucun deſir de recouvrer nos anciennes prérogatives. Nous aurions été perdus pour toujours, ſi ce Prince, en commençant à ſe connoître & à gouverner par lui-même, n'eût été occupé qu'à jouir de la fortune immenſe que ſon pere lui avoit laiſſée, & que ſa Cour fût devenue une école de volupté & de ſervitude. Nous aurions encore été perdus, ſi, ſe livrant à la politique triſte, ſoupçonneuſe & cachée d'un Tibere, il ſe fût appliqué à rendre plus ſolide une autorité qu'il auroit craint de perdre. Qui n'admirera les haſards heureux par leſquels la fortune nous ramenoit à la liberté, en nous ſoumettant au Prince le plus intraitable,

le plus altier & le plus deſpotique qui fût jamais ? vous ſavez avec quel mépris il nous traita. Il nous menaça, dit-on, de nous envoyer ſa botte pour nous gouverner. Mais ſi Charles XII ne pouvoit ſouffrir aucune oppoſition à ſes volontés, c'eſt qu'il ſentoit en lui, je ne ſais quelle élévation, je ne ſais quelle impatience ſublime, qui lui perſuadoient qu'étant fait pour étonner les hommes, rien ne devoit lui réſiſter. Heureuſement pour nous, nos voiſins qui ne le connoiſſoient pas, l'irritèrent; il eſt indigné qu'on oſe ne le pas ménager; il ordonne la guerre, & il part plein de l'eſpérance, ou plutôt de la certitude de ſe venger. Tous les jours nous apprenons une nouvelle victoire qu'on oſe à peine croire: l'héroïſme romaneſque & contagieux qui paſſe du Prince à ſes ſoldats & à tous ſes ſujets, nous retire de notre abbattement; & l'enthouſiaſme avec lequel nous admirons un héros, nous prépare à ne plus obéir ſervilement à un autre homme. C'eſt ainſi, & je n'en doute pas, que la Grèce écraſée par Philippe, reprit une partie de ſes

anciens ſentimens au bruit des exploits d'Alexandre, rougit de ſon eſclavage, & ſoupira après ſa liberté.

Nous avions beſoin de bien d'autres évènemens encore plus extraordinaires que les premières victoires de Charles, pour nous faire une fortune digne de nous. Nous aurions été accablés de la gloire & de la réputation de notre Héros, s'il fût rentré triomphant dans ſes Etats. Il falloit qu'il fût vaincu à Pultava, qu'il allât chercher une retraite à Bender, & s'opiniatrât à y perdre pluſieurs années précieuſes à ſon reſſentiment; pour que nous puiſſions voir renaître les diétes preſque oubliées de la nation, recourir à des Loix que nous avions aimées, & apprendre à nous ſuffire à nous-mêmes. C'etoit beaucoup; tout cela cependant ne ſuffiſoit pas pour nous rendre libres. Bibing, Horn, Ferſen, Creutz, noms chers à la Patrie & dont la gloire vivra éternellement. Que leur auroit ſervi à eux & à nous de chercher dans les ruines de l'Etat les reſtes épars de notre conſtitution, & de préparer à des Loix plus ſages un fondement plus

ſolide, ſi Charles rentrant en avanturier dans ſon Royaume, n'y eût en quelque ſorte porté le malheur qui le ſuivoit ? Il falloit que, plus occupé de ſes ennemis que de ſes ſujets, il nous laſsât de ſon héroïſme ; il falloit qu'occupé de ſa ſeule vengeance, il négligeât le ſort de la Suède après lui : il falloit qu'il ne laiſsât point de fils pour lui ſuccéder ; il falloit que la mort l'arrêtat au milieu de ſa carrière, & avant que la peſanteur de l'âge le fixât dans ſa Capitale.

Je m'arrête, Milord, à vous faire remarquer toutes ces circonſtances extraordinaires, pour vous prouver combien la fortune eſt puiſſante, & avec quel art elle prépare quelquefois, ménage & conduit les évènemens qui doivent donner un nouveau caractère à tout un peuple. Si j'examinois en détail l'Hiſtoire de toute l'Europe, je trouverois vraiſemblablement qu'il n'y a point de nation qui n'ait reçu les mêmes faveurs de la fortune, & qui n'eût pu ſe corriger, ſi elle eût ſu combien il lui importoit de ſe délivrer de ſes vices & de ſes préjugés. En apprenant la mort d'un

Prince qui nous avoit gouvernés arbitrairement, nous parûmes des hommes libres & dignes de l'être toujours. On le regréta, on le plaignit, on l'aima, on l'admira plus que jamais, parce que nous avions ſon courage; cependant on ne fut occupé qu'à élever l'édifice d'un nouveau Gouvernement, parce que le pouvoir arbitraire nous avoit appris qu'on ne peut être heureux que par le ſecours & ſous la protection des Loix. Tout intérêt étranger à la liberté fut négligé. Nous parûmes délivrés & des vices qui nous avoient ſoumis à Charles XI, & des vices encore plus dangereux avec leſquels le deſpotiſme nous avoit familiariſés. Nous n'eûmes tous qu'un même eſprit. Nous oubliâmes nos anciennes jalouſies, nos haines, nos rivalités, nos injuſtices, nos injures, nos reproches, nos ſoupçons, & juſqu'aux paſſions dont il ſemble que le cœur humain ne ſe ſépare jamais, quand il en eſt une fois infecté.

Qu'un Hiſtorien fidèle de ces évènemens, inſtruiſe la poſtérité, donne aux hommes l'eſpérance d'un avenir

heureux, & nous apprenne que la nature inépuisable dans ses bienfaits, produit encore de ces ames fortes & courageuses que nous admirons dans la Grèce & dans Rome. La noblesse, à qui on avoit confisqué sous les derniers régnes, ses maisons & ses terres, ne songea point à y rentrer. Personne ne réclama ses droits particuliers, personne ne pensa à réparer ses pertes, & à rassembler les débris de sa fortune domestique. Nous avions tout l'héroïsme de Charles XII; mais nous nous proposions une fin plus juste. Par une espéce de prodige, nous, qui pendant les longues disgraces qui suivirent la journée de Pultava, n'avions été attentifs qu'à soutenir l'Etat chancellant, & ne rien faire qui ne fût digne du courage outré de notre Prince; nous fîmes avec joie des sacrifices à nos voisins, pour nous livrer à des soins plus importans que des siéges & des batailles. Il est beau, sans doute de s'ensevelir sous les ruines de sa Patrie; mais il est plus beau encore d'élever un grand édifice sur ces ruines. Nous eûmes la sagesse de penser que l'établissement des Loix &

d'un ſage Gouvernement étoit préférable à la poſſeſſion de quelques Provinces dans la baſſe Allemagne, ou ſur les frontières de Pologne.

Malgré ce que nous avons fait, & dont l'Europe n'eſt peut être pas aſſez habile pour être étonnée, ne puis-je pas dire, ſans bleſſer le reſpect profond que je dois aux grands hommes qui nous ont préſenté des Loix, que nous avons nous-mêmes manqué à la fortune? Qu'une voix ſe fût fait entendre dans cette diéte de patriotes, que Ferſen ou Bibing eût propoſé des réglemens dignes des beaux ſiécles de Sparte & de Rome; & je ne doute point qu'il n'eût retrouvé en nous de nouveaux Spartiates & de nouveaux Romains. L'enthouſiaſme dont il falloit profiter s'eſt éteint; le mouvement imprimé aux eſprits s'eſt rallenti, & nous commençons à nous plaindre des maux que produit l'avarice. Nous voyons déja parmi nous un commerce de corruption; l'argent des Étrangers ſe répand dans la Suède; il la diviſe en partis de *chapeaux* & de *bonets*; on uſe contre nous de la déteſtable politique de Périclès; tandis que nous

vendons lâchement notre honneur & notre patrie, le Gouvernement ébranlé à chaque diéte, ne prend aucune consistance. Il faudra peut être que de bons & braves citoyens attaquent pendant un siècle entier l'avarice dans ses derniers retranchemens, avant que d'en pouvoir triompher. Mais je ne désespère de rien, & je crois qu'il peut se trouver des circonstances où mes Loix contre l'avarice ne seront pas aussi inutiles que vous le prétendez.

Vous ne m'avez pas converti, reprit Milord; au contraire, en me parlant de tous les hasards extraordinaires & de tous les évènemens singuliers dont vous avez eu besoin pour changer votre Gouvernement, vous avez multiplié mes doutes. Que voulez-vous que j'espère, s'il faut à une nation un Charles XII, qu'heureusement la nature ne prodigue pas? Il s'écoulera peut-être deux mille ans avant qu'il paroisse un Prince pareil; & quand il paroîtra enfin, êtes-vous sûr que faisant la guerre en étourdi qui ne soupçonne pas qu'il puisse être battu, il aura cette suite bisarre d'a-

vantures qui vous a rendus libres? D'ailleurs, quand vous reprîtes vos idées de liberté, vous n'aviez pas encore eu le temps de vous accoutumer avec la servitude. S'il y avoit encore quelque force dans les caractères, je pourrois m'attendre à des révolutions; mais les vices bas qui gouvernent aujoud'hui l'Europe, sont destinés à la gouverner éternellement, parce qu'ils ôtent à l'ame toute son énergie. Il faut donc s'attendre...

Je vous demande pardon, interrompit notre Philosophe, & je vous prie de croire que je puis me passer d'un Charles XII. J'ai des exemples pour tout. Sans desirer d'être libres, & cherchant de tous côtés un maître qui voulût bien prendre la place de Philippe II, les Hollandois sont parvenus à fonder une République. Par un effet admirable de la Providence qui vient à notre secours, la fortune a encore plus de caprice que nous n'avons de vices. Cette lâcheté dont vous n'attendez que du mal, produira quelquefois le bien qu'un enthousiasme de courage a produit. Nous venons d'en avoir un exemple sous

nos yeux, je veux parler de la Corſe. Cette Iſle où les fiefs étoient connus, avoit tous les vices & tous les préjugés qui ont déſolé le reſte de l'Europe ſous cette forme barbare de gouvernement. Elle devint une Province des Génois, & vous jugez bien qu'une Ariſtocratie naturellement ſoupçonneuſe, ne régna pas ſans inquiétude ſur des gentils-hommes qui avoient des châteaux forts, ſur des villes qui ſe vantoient d'avoir des priviléges, & ſur tout un peuple armé à qui ſes rochers ſervoient de forteresſe & de retraite. Au lieu de les accoutumer à l'obéiſſance, en ne ſongeant qu'à les rendre heureux, le Sénat de Gênes ne ſongea qu'à les diviſer pour les ſubjuguer les uns par les autres. Il ſe fit une Loi de ruiner les anciennes familles, de détruire les priviléges de tous les ordres; & tout fut confondu dans une miſère & une ſervitude générale.

Voilà de grands maux, & certainement les Corſes ne vous laiſſoient rien à deſirer du côté de l'aſſerviſſement; une révolution paroiſſoit impoſſible; cependant la meſure ſe

comble, la patience a un terme auquel ſuccéde le déſeſpoir. Les Corſes commencent la Guerre avec des fourches & des bâtons; étonnés de leur entrepriſe, ils ne penſent pas qu'on puiſſe être libre; plutôt que de manquer d'un maître, ils ſe donnent à un Avanturier de Baron de Nuoff; & c'eſt parce qu'ils n'eſpèrent aucun ſecours étranger, qu'ils oſent enfin vouloir ſe rendre indépendans. Mais, je vous prie, remarquez qu'ils tirent alors de leurs malheurs paſſés l'avantage de ſe voir débarraſſés des erreurs & des préjugés que les fiefs, la nobleſſe & de grandes fortunes ont établis preſque par-tout ailleurs. La vie ſimple, groſſière, frugale & modeſte à laquelle ils ont été accoutumés ſous le joug des Génois, ne ſert qu'à leur donner un courage plus opiniâtre, & les prépare à recevoir ſans peine les Loix les plus propres à réprimer l'avarice. L'abolition de tous les priviléges ne laiſſe ſubſiſter en Corſe qu'un ordre de citoyens: l'égalité dont la politique fait tant de cas, ſe trouve naturellement établie; & rien n'eſt plus aiſé que de confondre l'intérêt particulier

de chaque citoyen avec l'intérêt général de la patrie.

Paoli n'a pas su profiter de ces circonstances favorables. Soit qu'il n'eût pas les lumiéres nécessaires à un Législateur ; soit que son ambition, occupée de sa fortune particulière, ait trahi le courage de ses compatriotes ; cet homme qui pouvoit être un Aristobule & un Brutus, languit obscurement à Londres ; & vous voyez sensiblement que la Corse auroit eu le sort de la Hollande, si elle eût eu à la tête de ses affaires un Prince de Nassau.

Combien de révolutions préparées par la fortune, avortent par notre sottise ! tantôt on espère trop, tantôt on n'espère pas assez. On fait à la hâte des Loix, sans songer si elles peuvent subsister, & si on y obéira lorsque les esprits auront repris leur tranquillité ordinaire. On attaque des Coutumes qu'il étoit indifférent de détruire. Proscrit-on des abus ? On ne manque pas de respecter les causes qui les ont produits, & qui doivent les conserver. En un mot, on n'a presque jamais compris que l'ordre

immuable des choſes eſt tel que dans tout lieu où il y a des riches, il y aura bientôt des hommes puiſſans; & que dans tout lieu où il y a des hommes puiſſans il y aura bientôt des riches. On n'a jamais ſu qu'il eſt inutile de réprimer ſéparément l'avarice ou l'ambition, parce que ces deux paſſions ont contracté une alliance éternelle, & s'étayent mutuellement : épargner l'une, c'eſt favoriſer l'autre.

En effet, ſuppoſons que les Plébéyens de Rome qui ſe retirèrent ſur le mont ſacré, ſe fuſſent laiſſés ſéduire par l'apologue de Ménénius Agrippa; & que contens d'obtenir l'abolition des dettes, d'ouvrir les priſons aux débiteurs, & de faire porter quelques Loix ſévères contre l'uſure des Grands, ils euſſent négligé de demander des Tribuns. N'eſt-il pas évident qu'en ſe conduiſant avec cette imprudence, le peuple n'auroit joui que d'un ſoulagement paſſager? Les Patriciens n'auroient pas manqué de feindre quelque modération pour donner le tems aux eſprits de ſe calmer, & laiſſer effacer les traces de leur tyrannie;

tyrannie ; mais ils auroient préparé ſourdement la ruine des Loix qu'ils venoient d'accorder. Inſtruits par la crainte à ménager leurs intérêts avec plus d'art, tous leurs bienfaits auroient été autant de piéges, & leur ambition n'auroit cherché qu'à ſe dédommager de ce que perdoit leur avarice. Sous prétexte d'obéir ſcrupuleuſement aux Loix ou de les perfectionner, ils en auroient abuſé. En déſuniſſant les Plébéyens qui n'auroient eu ni des protecteurs, ni un point de réunion dans les Tribuns, ils auroient trouvé le ſecret de les aſſervir. Après avoir forgé les chaînes avec leſquelles ils devoient garotter le peuple, ils ſe ſeroient ſervis de leur autorité pour s'emparer de toutes les richeſſes de la République.

C'eſt parce que les Tribuns acquirent le pouvoir d'aſſembler le peuple, de ſuſpendre les délibérations du Sénat, d'approuver ou de rejetter ſes décrets, de demander raiſon aux Magiſtrats de leur adminiſtration ; en un mot, c'eſt parce que la nouvelle conſtitution attaquoit & réprimoit également l'ambition &

l'avarice, que la République fut heureuse. Dès qu'on est moins attentif à l'une, l'autre en profite pour être plus hardie & plus entreprenante. Suivez dans l'Histoire Romaine l'Histoire de ces deux passions, & vous verrez qu'à peine l'avarice est parvenue à mépriser les Loix agraires, que l'ambition menace de détruire la liberté publique.

En réformant notre Gouvernement, il le faut avouer, nous n'avons pas eu la même sagesse ou le même bonheur que les Romains. Notre diète, frappée des maux qu'avoit causés le pouvoir arbitraire, ne craignit en quelque sorte que de voir s'élever un nouveau Charles XI. Vous connoissez notre constitution, vous savez que le Prince placé au-dessous des Loix leur est soumis; on régla qu'il ne seroit avec le Sénat que le simple exécuteur des volontés de la Nation. Après avoir établi les bornes que l'autorité royale ne devoit jamais passer, on crut avoir tout fait; cependant l'ouvrage n'étoit qu'ébauché; & faute d'une foule de Loix nécessaires pour corriger les citoyens de leur avarice & de leur ambition, notre Gouvernement ne

tarda pas à recevoir des secousses capables de l'ébranler. Le mari de la Reine Ulrique ayant été associé au trône, trouva mauvais d'être beaucoup moins puissant en Suède avec le titre de Roi, qu'il ne l'étoit dans la Hesse avec la qualité de Landgrave. Il examina ce qui se passoit autour de lui, il lut dans les cœurs; & se flattant de les corrompre par des dons & des promesses, il se flatta de reprendre l'autorité dont ses prédécesseurs avoient joui. Ses intrigues allèrent si loin que la première diète qui fut assemblée après son élection, se vit dans la nécessité de lui marquer son mécontentement. Elle fit une députation au Roi; & Lagerberg, son Maréchal, lui dit que la Nation lui faisoit demander de renoncer à toutes les pratiques qu'il mettoit en œuvre pour étendre son pouvoir au mépris des Loix & à la ruine du Gouvernement; qu'on lui donnoit vingt-quatre heures pour délibérer & prendre son parti; & que ce tems expiré, s'il ne faisoit pas la promesse qu'on lui demandoit, on déclareroit le trône vacant.

Nous avons diminué la prérogative

royale, nous avons donné au Prince une très-grande dignité & un pouvoir très-médiocre ; cela peut nous suffire à l'égard du Roi ; mais n'avons-nous à craindre que lui ? Pourquoi ne nous craignons-nous pas nous-mêmes ? Les passions des citoyens sont-elles moins dangereuses que celles du Prince ? Pourquoi donc avons-nous négligé de régler, modérer, tempérer & diriger notre avarice & notre ambition ? Si par hasard un Ordre de l'Etat avoit des privilèges qui fissent incliner le Gouvernement vers l'Aristocratie, ne devrions-nous pas y remédier ? Nous faisons un trafic honteux des intérêts de la Patrie avec les Puissances étrangères ; quand on vend son honneur, est-on bien éloigné de vendre sa liberté ? Qu'on arrête le cours de ces abus par de nouvelles Loix, ou nous éprouverons un jour que celles que nous avons aujourd'hui ne pouvoient pas nous suffire. Ne nous permettons pas d'aimer & de considérer les richesses, si nous ne voulons pas être les victimes de l'ambition ; attaquons l'ambition, & ne lui permettons pas de se repaître d'espérances

flatteuſes, ſi nous ne voulons rien craindre de l'avarice. Soyons sûrs que les ambitieux qui cherchent à prix d'argent à ſe rendre puiſſans, ſe dédommageront amplement des avances qu'ils font aujourd'hui, s'ils peuvent s'emparer de l'autorité; ſoyons sûrs que des citoyens trop riches pour aimer notre égalité, ſont les ennemis de notre Gouvernement.

Vous aimez trop la vérité, Milord, pourſuivit notre Philoſophe, pour ne pas me permettre de vous parler avec la franchiſe qu'elle inſpire. Je vous dirai donc que votre conſtitution me paroît infiniment moins aſſurée que la nôtre. Votre Roi, dites-vous, ne peut faire aucun mal, & n'eſt puiſſant que pour faire le bien; mais ſi vous parlez ſérieuſement quand vous tenez ce langage, je vous demande pourquoi vous avez eu tant de révoltes, de guerres civiles & de révolutions. Pourquoi donc vos Publiciſtes les plus ſavans, ne peuvent-ils aſſigner les bornes préciſes que les Loix preſcrivent à la prérogative royale & aux privilèges de la Nation? Que ſignifient donc tous ces galimatias de vos

papiers publics, qui repréſentent la liberté toujours attaquée, toujours chancelante, & qui ſe plaignent des entrepriſes continuelles du Miniſtère. Croyez-vous qu'une liſte civile d'un million, ſoit bien propre à réprimer l'avarice d'un Prince? Eſt-ce pour l'empêcher d'être ambitieux, que vous lui accordez une part dans la Puiſſance légiſlative, & que vous le laiſſez le maître de diſpoſer de tous les honneurs & de toutes les graces de l'Etat? On diroit que vous avez penſé que l'argent appaiſe la ſoif de l'argent, que le pouvoir appaiſe la ſoif du pouvoir.

Pour ne pas craindre l'ambition & l'avarice du Prince, avez-vous du moins ſongé à préſerver les citoyens de ces deux paſſions? Point du tout. Vos Loix ſur le commerce paſſent pour les Loix les plus importantes, & toutes ne tendent qu'à le rendre très-riche & très-lucratif. Où ſont vos Réglemens contre le luxe? Tout ne vous porte-t-il pas à trouver la médiocrité ridicule & inſupportable? Si les richeſſes ſervoient à faire excuſer les vices, ſi elles faiſoient conſidérer un mal honnête homme; pourquoi

ſeriez-vous étonné qu'au mépris de votre honneur & de vos ſermens, les places du Parlement fuſſent vendues, & que ceux qui les auroient achetées les rempliſſent mal? Si l'ambition peut ſe ſatisfaire par des moyens bas & honteux, ſi en trahiſſant la Patrie on peut parvenir à de grands honneurs, faut-il être ſurpris que des hommes qui n'ont fait beaucoup de bruit dans le parti de l'oppoſition, que pour ſe faire craindre & ſe vendre plus cherement, finiſſent par être de déteſtables Miniſtres? Vous vous maintenez moins par vos Loix que par l'eſprit de liberté qu'elles ont donnée autrefois à la multitude, & que le peuple a conſervé; parce qu'il n'eſt pas corrompu par les richeſſes, & qu'il ne peut être ambitieux.

Vous vous alarmez ſur votre ſort, & vous avez raiſon; mais ces alarmes, qui vous ſont néceſſaires pour vous tenir en garde contre les dangers de votre ſituation, ceſſeront quand la corruption aura fait de nouveaux progrès; & quelles ſeront alors vos reſſources? A proprement parler, vous n'êtes pas gouvernés par vos Loix, mais par

les évènemens, les circonſtances, & ſur-tout par les intérêts & les paſſions des perſonnes qui ſont à la tête des affaires. Les Loix trop flexibles de votre conſtitution, parce qu'elles ne ſe communiquent pas une force mutuelle, ſe prêtent trop aiſément à tout. Nulles, ſous Henri VIII. & Eliſabeth, elles reprennent quelque vigueur ſous Jacques, parce que ce Prince timide a moins de talens que ſes prédéceſſeurs pour parvenir à ſes fins. Voyez comme elles changent de forme, &, pour ainſi dire, de nature entre les mains des deux Charles, de Cromwel, de Jacques II. & de Guillaume III.

CHAPITRE III.

Caractère des Loix néceſſaires pour réprimer & régler l'ambition dans l'Etat & dans les Magiſtrats.

MILORD étonné, & peut-être conſterné de ce qu'il venoit d'entendre, parut un moment rêveur & penſif; &

il se seroit abandonné à ses réflexions, si notre Philosophe ne l'en eût tiré, en m'adressant quelques paroles étrangères aux matières qui nous occupoient. Revenons à nos Loix, dit Milord avec vivacité. Vous me voyez dans une situation violente ; ce n'est pas vous qui m'affligez, ce sont les erreurs de mon pays qui m'inquiètent. Plus on médite sur la nature du cœur humain & les principes qui doivent guider un Législateur, plus il est impossible de ne pas plaindre les sociétés. Souvent elles ne savent ce qu'elles veulent, & plus souvent encore elles se livrent à des espérances insensées, & prennent une route opposée à celle qu'elles cherchent. Puisque les passions les plus funestes ont dicté presque toutes les Loix, il est juste que l'Histoire n'offre qu'un tableau presque continuel de misères, de désastres & de calamités. Le passé ne me touche guères ; mais que ce passé est un malheureux augure pour l'avenir ! Que de tristes réflexions..... Je ne puis cependant résister au desir de connoître des vérités qui m'affligeront ; & je n'ai pas oublié qu'après

avoir proposé des Loix contre l'avarice, vous devez attaquer l'ambition.

Soit, répondit notre Philosophe, mais je vous avertis que je n'ai rien de consolant à vous dire. Je crois, poursuivit-il, avoir prouvé que l'Etat ne pouvoit estimer les richesses, sans que les citoyens ne les considérassent aussi; j'ajoute actuellement que l'ambition d'une République se communiquera nécessairement à ses citoyens. Quoique l'avarice & l'ambition exposent également un peuple à mille dangers, & le conduisent enfin à sa ruine; je mets cependant une grande différence entre ces deux passions. L'une avilit nécessairement & dégrade l'ame, l'autre peut quelquefois l'élever & l'agrandir. Une République avare ne fera jamais rien de grand, parce que le citoyen y préfere sa fortune particulière à la fortune publique. Nommez-moi, je vous prie, une vertu utile à la société que le Législateur puisse donner à des hommes avares. Il n'en est pas de même d'une République ambitieuse; elle peut aimer la guerre, se rendre incommode à ses voisins, conquérir des

Provinces, & faire cependant envier ſon ſort, ſa gloire & ſon bonheur. Si ſes Loix ont eu ſoin d'aſſocier à cette paſſion les vertus avec leſquelles elle peut s'allier, tels ſont le courage, l'amour de la liberté & de la Patrie, la généroſité, le déſintéreſſement, &c. Le citoyen, ſi je puis parler ainſi, n'eſt alors ambitieux que de l'ambition publique; il s'enyvre de la fortune de l'Etat, & met ſa gloire à le ſervir & à ſe ſacrifier à ſes intérêts. Tels ont été pluſieurs peuples anciens, & ſur-tout les Romains, qui, faiſant une guerre continuelle pour s'agrandir, conquirent l'Italie plus par leurs vertus que par la force de leurs armes.

C'eſt parce que l'ambition peut avoir des commencemens heureux & brillans, que la politique lui fait ſi aiſément grace; & qu'il n'y a preſque point de Légiſlateur, qui, par ſes établiſſemens, n'invite ſa République à s'agrandir. Quoique l'ambition, habilement ménagée, fonde les reſſorts du Gouvernement, & donne quelquefois aux citoyens des vertus que nous devons aimer & reſpecter, je crois cependant que les Loix doivent

proscrire, sans pitié, cette passion. Les qualités héroïques que nous admirons le plus dans les Romains, peuvent se trouver, avec le même éclat, dans une République, qui, par principe de modération, aimera la paix, & ne fera la guerre que pour se défendre : Lacédémone en est la preuve. N'y a-t-il pas même une gloire supérieure à la gloire des conquêtes ? J'entends la gloire qui résulte de la pratique de la justice, & qui s'occupe du bonheur de tous les hommes. Avec quelque vertu que l'ambition soit associée, n'est-il pas vrai qu'elle lui communique insensiblement sa rouille, & l'altère peu-à-peu ?

Je ne me trompe point, Milord, quand je dis que l'ambition dénature toujours un peu les vertus qu'on lui joint. Avec cette confiance qu'inspirent toujours les forces & les succès, consultera-t-on avec soin les régles les plus exactes de la justice ? Un peuple ambitieux ne contractera-t-il pas naturellement une certaine âpreté de caractère qui rendra ses vengeances terribles ? Il ne connoîtra point l'indulgence dont les hommes ont tant

de besoin ; il se fera un droit des gens, qui, par sa rigueur, se rapprochera de l'injustice. Desirera-t-on de subjuguer ses voisins ; prendra-t-on la peine de les soumettre, & ne desirera-t-on jamais de s'enrichir de leurs dépouilles ? Tous les peuples ambitieux ont jugé, sans qu'ils s'en apperçussent, de l'importance de leurs succès par le butin que leur valoit la victoire. Dans les plus beaux tems de la République Romaine, ses Généraux exposoient dans leur triomphe les dépouilles des vaincus ; & le peuple qui se repaissoit avec plaisir de ce spectacle, n'avoit pas, sans doute, un désintéressement aussi entier que les Spartiates, qui ne faisoient la guerre que pour se défendre ou protéger leurs alliés. L'ambition soutenoit ainsi l'avarice. Chacun voudra étendre ses héritages, à l'exemple de la République qui veut étendre ses domaines. Aussi l'usure qu'on vouloit proscrire, subsista-t-elle ; & les riches corrompus par leur ambition, n'oublièrent point l'art de faire valoir leur argent. De-là, la longue résistance qu'on fit à l'établissement des Loix agraires, & la

négligence éternelle avec laquelle elles furent observées.

Enfin n'est-il pas vrai que l'ambition détruira toujours la grandeur qu'elle a élevée ? Les vertus doivent s'affoiblir insensiblement & disparoître sans retour, puisque l'avarice est sans cesse excitée. La décadence est plus lente tant qu'on fait la guerre à des Nations pauvres ; mais avec quelle célérité un peuple ne court-il pas à sa ruine, quand ses armées ont vaincu des provinces riches & puissantes ? Vous vous rappellez ce que je disois, il n'y a qu'un moment, de la corruption que le butin de Platée fit naître à Lacédémone ; je pourrois vous désigner en détail les vices que les Romains durent à leurs guerres Puniques, & ceux qu'ils rapportèrent des différentes contrées de l'Asie qu'ils soumirent. Quand les richesses auront enfin détruit les vertus que l'ambition s'étoit associées, la République sera avilie par les vices bas qu'on reproche aux Carthaginois, ou déchirée par ceux qui allumèrent les guerres civiles des Romains. Si la molleſſe, la lâcheté, la basse intrigue & le

menſonge n'y règnent pas, il s'élevera des Marius, des Sylla, des Céſar, des Pompée, des Octaves; & ces citoyens ambitieux jetteront les fondemens d'une tyrannie perpétuelle.

Si l'ambition eſt ſi funeſte pour les peuples mêmes qui ont eu l'habileté de lui aſſocier les plus grandes vertus; ſi ces peuples ſe ſont toujours perdus par les ſuccès mêmes qui ont d'abord élevé leur fortune, ſera-t-on ſurpris des maux ſans nombre qui aſſiègent ces Etats qui ont oſé être ambitieux, & aſpirer à faire des conquêtes, quoique leur conſtitution ſe refusât à toute eſpèce d'agrandiſſement? Succombant ſous le poids de leurs entrepriſes, & ſe croyant par vanité dignes d'une grande fortune, des obſtacles inſurmontables les ont inutilement avertis de leur foibleſſe. Ils ont recouru aux expédiens, & épuiſé leurs reſſources. Il auroit été plus commode & plus aiſé de vivre en paix, que de faire ſans ceſſe de nouveaux efforts & des guerres infructueuſes. Le comble du ridicule, c'eſt qu'on ait imaginé que l'argent étoit l'ame des ſuccès. Quelques Princes ont cru qu'avec l'argent, qui a

perdu la République Romaine, ils acheteroient une grandeur qu'elle ne devoit qu'à son courage, à sa discipline, à sa patience, à sa magnanimité, à son désintéressement, à son amour de la gloire, de la Patrie & de la liberté, à sa tempérance, en un mot à ses bonnes mœurs. Ils ont fait la guerre en banquiers. Qu'en est-il arrivé? Ils ont eu l'ambition & les vices de Carthage. Les finances du fisc se sont épuisées, les sujets mercénaires ont mis leurs services médiocres à un prix exorbitant; & si ces Etats subsistent encore, c'est que leurs ennemis aussi vicieux & aussi foibles qu'eux, ne peuvent avoir que de demi succès qui les ruinent également.

De ces réflexions, Milord, que faut-il conclure? Que le Législateur devant s'occuper du soin de former une République éternelle, ne doit donc pas lui permettre d'être ambitieuse. Qu'il ne croye pas que de grandes provinces fassent le bonheur & la force d'un Etat, & qu'il lui défende expressément de faire la guerre pour agrandir ses domaines. La guerre offensive doit être regardée, par le

Légiſlateur, comme un crime, & la guerre défenſive comme le rempart de la République; qu'il penſe donc qu'après avoir rendu les citoyens heureux par la juſtice, il faut en faire des ſoldats capables de défendre leur bonheur. Apprenez-leur à mourir avec plaiſir pour la Patrie. Dès le berceau inſtruiſez les enfans à reſpecter leurs défenſeurs. Que la valeur ſoit, après la juſtice, plus honorée que tout le reſte. Multipliez les récompenſes qui lui ſont dûes, mais avec cette ſage économie qui, loin de les dégrader, les rend plus précieuſes. Les couronnes civiques des Romains étoient un établiſſement admirable; il eſt beau que des hommes qui prodiguent leur ſang, ſachent eſtimer la vie d'un citoyen. Que vos jeunes gens exercés à des jeux qui fortifient le tempérament & donnent du courage, aiment la paix, non pas par crainte des maux & des dangers de la guerre; mais parce qu'ils ſeront contens de leur ſort; mais parce qu'ils ſeront perſuadés que la paix eſt l'etat naturel des hommes, & que la force ne doit être employée que contre des animaux

féroces qui ne peuvent se gouverner par les lumières de la raison.

Je me rappelle un beau morceau de Platon. N'est-il pas injuste, n'est-il pas honteux, fait-il dire à Socrate, que des villes Grecques soient mises en servitude par des Grecs? Notre devoir, au contraire, si quelque Puissance étrangère vouloit les asservir, ne seroit-il pas de veiller à leur sûreté & de les défendre? Nos soldats se déshonorent, & déshonorent leur victoire & le champ de bataille, en dépouillant les ennemis vaincus & privés de la vie; est-ce là le prix que doit se proposer la valeur? Craignons de profaner la sainteté des Temples, en y portant les armes & les enseignes des vaincus; les Dieux qui nous invitent à nous aimer, rejettent de pareilles offrandes. Respectons les fruits de la terre, ne soyons jamais des incendiaires; que gagnerons-nous à rendre nos ennemis implacables? il ne peut point y avoir de véritable guerre entre les Grecs; s'ils sont obligés de prendre les armes les uns contre les autres, qu'ils se traitent comme des amis qui doivent

bientôt se réconcilier ; que le vainqueur contraigne moins le vaincu à céder à la nécessité, qu'il ne l'invite à écouter les conseils de la raison ; qu'il le corrige en ami pour le rendre sage, & non pas en ennemi pour le perdre. Si une ville a des torts, les femmes, les enfans, les maisons, les temples, les sépultures, les murailles ne sont pas coupables, & nous ne devons punir que les auteurs de l'injustice.

Voilà une doctrine très-sage, la morale l'approuve, parce qu'elle est honnête, & la politique doit l'approuver, parce qu'elle est utile ; mais Platon ne lui donne pas assez d'étendue. Ce qu'il dit des Grecs, je voudrois que le Législateur le dît de tous les hommes ; car la terre entière est notre Patrie commune, comme la Grèce l'étoit des Grecs. D'ailleurs s'il importe aux Grecs d'être raisonnables les uns à l'égard des autres, pourquoi leur seroit-il avantageux d'être déraisonnables envers les étrangers ? On m'objecte ordinairement qu'il est bien difficile d'inspirer une pareille modération aux citoyens, pendant

qu'on fait tous ſes efforts pour en faire d'excellens ſoldats. Auſſi conviens-je qu'il n'eſt pas aiſé de donner de bonnes Loix à une République. Je ſais que les Spartiates mêmes n'ont pas toujours montré la modération que Lycurgue leur avoit recommandée; on peut leur reprocher la guerre de la Meſſenie, qui ne finit que par la ruine entière de ſes habitans. La haine que nous inſpire l'injuſtice d'un ennemi, n'eſt que trop propre à nous faire illuſion. Après s'être défendu avec ſuccès, on ſera porté à croire qu'il eſt permis & utile de ſe venger. L'amour de la gloire nous trompera; on dira, comme Caton, qu'il faut détruire Carthage, parce qu'elle eſt puiſſante; on croira que c'eſt une entrepriſe glorieuſe, parce qu'il faut pour l'exécuter des qualités & des talens que les hommes ont raiſon d'eſtimer. A force de conſidérer les vertus militaires, on craindra qu'une paix trop longue ne ſoit capable de les affoiblir; on penſera que la diſcipline la plus vigilante ne ſuffit pas pour exercer les ſoldats, & qu'il importe de faire quelquefois la guerre pour ne pas laiſſer amollir

le courage. Plus je ſens combien les conſeils de cette mauvaiſe politique ou de nos paſſions peuvent nous égarer, plus je ſuis perſuadé qu'il eſt néceſſaire que le Légiſlateur nous avertiſſe de nos devoirs de la manière la plus claire, & nous montre tous les écueils où nos paſſions, quelquefois déguiſées en vertus, peuvent nous conduire.

Il s'en faut bien que la plus grande modération & le plus grand courage ſoient incompatibles; ſi leur alliance eſt rare, c'eſt que les Loix ne l'ont preſque jamais préparée. Qu'il ſoit donc ordonné à tous les citoyens de croire que la guerre eſt le plus grand des maux après la ruine de la République, & la paix le plus grand des biens après la conſervation des Loix. Que toute guerre qui n'eſt pas entrepriſe pour ſe défendre, ſoit regardée comme une injuſtice; que celui qui l'aura conſeillée, réponde du ſang de ſes citoyens, & puiſſe être cité devant les Tribunaux comme un ennemi public. Que ces maximes, pour devenir l'eſprit nationnal, ſoient enſeignées par les vieillards aux jeunes

gens, & que les mères mêmes en inſtruiſent les enfans, dès que leur ame développée commencera à faire uſage de leur ſens. Si vous ne ſavez pas inſtruire & régler le courage de vos ſoldats, s'ils ignorent où, comment & pourquoi ils doivent vaincre, ſoyez sûrs que leur amour pour la gloire & leurs ſuccès ne tarderont pas à donner à la République une ambition ruineuſe. Que ſous prétexte de prévenir l'ennemi, ou pour quelqu'autre raiſon que ce ſoit, il ne ſoit jamais permis de porter la guerre ſur ſon territoire. Attendez-là ſur votre frontière, par-là vous lui laiſſerez plus de tems pour calmer ſon emportement, vous ſerez vous-même moins tenté d'abuſer de votre victoire, & les conditions de la paix ſeront moins difficiles. La Loi ordonnera de vaincre ou de mourir, parce qu'elle aura préparé les citoyens à préférer la gloire à la vie; mais elle défendra, ſous peine d'infamie, de pourſuivre un ennemi qui a pris la fuite, de dépouiller les morts, & de faire du butin. Ainſi la victoire vous ſera diſputée avec moins d'opiniâtreté, & vous ne vous

laiſſerez corrompre, ni par l'ambition, ni par l'avarice.

Ne vous contentez pas d'avoir, à l'exemple des Romains, un collège de Prêtres Feſſaliens pour juger de la juſtice ou de l'injuſtice de la guerre, & remplir les lentes formalités avec leſquelles elle doit être déclarée. Vous ſeriez trop heureux qu'on vous reprochât la ſage lenteur que les Grecs reprochèrent aux Lacédémoniens. Une déclaration de guerre ne peut être méditée trop long-tems; ce n'eſt que quand elle eſt faite qu'il faut agir avec célérité pour étonner ſes ennemis & hâter le retour de la paix. Etabliſſez une claſſe de Magiſtrats, dont la ſeule occupation ſoit de conſerver la paix. Ils ſeront toujours prêts à réparer les torts & les injures que vous aurez pu faire par ignorance ou par emportement. Il leur ſera ordonné de prévenir tout ſujet de rupture & de cultiver l'amitié de vos voiſins. S'il s'élève quelque différend entr'eux, ils travailleront à les concilier. Ils négligeront, par généroſité, toutes ces bagatelles puériles dont l'Europe fait aujourd'hui des affaires ſi grandes &

si difficiles. Faire beaucoup de bruit, s'irriter ou s'alarmer pour des riens; c'eſt bien plus déceler la petiteſſe de ſes vues, que montrer une attention diligente à manier ſes intérêts.

Que veut-on, que ſe propoſe-t-on avec cette politique de jalouſie & de défiance que les peuples ont les uns à l'égard des autres? Elle n'eſt bonne qu'à hâter le mal qu'on craint, & qui ne ſeroit peut-être jamais arrivé. Quelle folie de nous affoiblir pour empêcher que nos voiſins ne s'agrandiſſent! Toutes ces ſpéculations ſur l'avenir, ſont d'autant plus vaines aujourd'hui, que l'Europe ſemble ſe conduire au haſard, & que les alliances n'ont aucune ſtabilité. Si vos Magiſtrats de la paix jugent en arpenteurs de la puiſſance des Etats, je vous prédis que vous ne jouirez jamais d'un moment de repos. Il faudra imaginer un mot d'équilibre entre les puiſſances. Pour ſe faire une grande réputation de prudence, il faudra que vos Magiſtrats ſoient inquiets, hargneux, taquins, jaloux, incommodes, viſionnaires & ambitieux. Il faudra qu'ils viennent, comme des chevaliers errans,

errans, ſe mêler des choſes qui ne les regardent point, & réparer des torts dont ils n'ont point à ſe plaindre. En vérité, Milord, cette routine de tracaſſerie & d'inquiétude, que nos paſſions ont honorée du nom de politique, a été une des plus grandes ſources des malheurs de l'humanité. Je ne conçois point pourquoi les Légiſlateurs qui ont réglé les droits & les devoirs réciproques des citoyens pour entretenir la paix dans l'Etat, ont toujours négligé de faire des Loix pour régler les devoirs de leur Nation envers les étrangers, & conſerver ainſi la paix dans la ſociété générale des hommes. N'eſt-il pas évident que ſans ce ſecours le droit des gens ne ſera jamais établi ſur des principes fixes, que la politique d'un peuple ſera toujours incertaine & flottante, & que ſes intérêts changeront auſſi ſouvent que les vues & les paſſions des perſonnes qui les gouvernent ſucceſſivement?

Vos compatriotes, Milord, ſe ſont fait beaucoup plus de mal par la politique que je blâme, qu'ils n'en auroient reçu de leurs ennemis; & je

ſuis fâché que par une ſuite des anciens préjugés que la guerre de Guſtave-Adolphe, en Allemagne, nous a donnés, nous nous occupions tant des forces & des intérêts de quelques puiſſances qui devroient nous être indifférentes. Placés à l'extrémité de l'Europe, bornés par la mer, la Norvege & la Laponie, nous n'avons à craindre que la Ruſſie qui ne peut avoir de conduite conſtante, & qui nous craindroit, ſi nous pouvions donner une certaine conſiſtance à notre Gouvernement. Notre premier ſoin doit être de nous occuper de nous-mêmes. Que nous ſerions forts, ſi en marchandant notre alliance, les étrangers ne nous diviſoient pas! Oſons croire que nous pouvons nous ſuffire à nous-mêmes; déclarons à toute l'Europe que nous voulons la paix & que nous ne ferons la guerre que pour défendre nos poſſeſſions; c'eſt-là le ſeul moyen d'arrêter le cours de cette corruption que les étrangers ont introduite parmi nous, & qui nous ſera plus funeſte que l'indifférence dont ils nous menacent.

Si ces réflexions ſont juſtes, il eſt

aisé de deviner les Loix que le Législateur prescrira aux Magistrats de la paix. L'ambition nous fait regarder nos voisins comme des ennemis naturels qui nous gênent, nous empêchent de nous agrandir, & dont il faut se défier; la justice nous les représentera comme des amis qui doivent nous aider & nous secourir, & la Loi doit nous ordonner de les traiter en alliés fidèles; & de les guérir, par notre indulgence, des soupçons & de la jalousie qu'ils pourroient avoir. S'ils sont attaqués par une Puissance étrangère qu'ils ont offensée, faites tous vos efforts pour les concilier, & montrez que vous aimez la justice; s'ils sont attaqués injustement, vous les défendrez, parce qu'ils forment une barrière qui vous couvre. Vous ne vendrez point vos services pour ne pas ouvrir votre ame à l'avarice, & pour apprendre à vos alliés à ne pas vendre leurs secours. L'amitié n'est point vénale, & les Etats, de même que les particuliers, n'ont pu compter sur rien, dès qu'ils en ont fait un commerce honteux. Une République se piquera de générosité, si elle a

reçu & non pas acheté vos bienfaits ; elle vous servira avec zèle, si vous l'avez servie avec désintéressement. Je le répète, Milord, c'est pour avoir abandonné cette partie importante de la société aux caprices de nos passions, au lieu de la gêner par des Loix, que la politique trafiquant de ses services & de ses secours, a pris l'esprit d'un marchand ou d'un agioteur. Elle a cru les vendre toujours à trop bon marché, & les acheter trop chèrement ; elle a mis une sorte de gloire à tromper & à faire des dupes avec subtilité. De-là l'inutilité de presque toutes nos alliances ; de-là nos intrigues & les plaintes éternelles que des alliés font les uns des autres.

Vos Loix seront plus ou moins sages, suivant qu'elles seront plus ou moins propres à vous lier avec vos voisins, de façon que vous ne formiez qu'une République fédérative : voilà le plus haut degré de perfection où la politique puisse s'élever. Si vous voulez y réfléchir, vous verrez que les Grecs dûrent autrefois leur bonheur à cette confédération, & que la perte de leur liberté suivit de près leurs divisions.

C'eſt l'alliance des Treize Cantons qui fait encore aujourd'hui la ſûreté de la Suiſſe. Chacune de ces Républiques eſt foible par elle-même, toutes ſont fortes par l'intérêt commun qui les unit. Aucun de leurs voiſins ne ſonge à s'agrandir à leurs dépens. Suppoſez-les diviſées entr'elles, & ſur-le-champ vous verrez que des alliés perfides leur offriront des ſecours dangereux, & que ſous prétexte de les ſervir, on ne cherchera qu'à les ſubjuguer.

Les poſſeſſions étrangères ſeront ſévèrement interdites. Si je demande à quoi elles peuvent être utiles, l'expérience de tous les tems me répond qu'elles ſont toujours pernicieuſes. Des provinces ſéparées donnent néceſſairement deux intérêts à un Etat. Ont-elles des forces égales? elles ſe défieront l'une de l'autre, & leur jalouſie les rendra ennemies. Ont-elles des forces inégales? je puis vous répondre que jamais le Légiſlateur ne parviendra à établir entr'elles des Loix impartiales. Si la province la plus puiſſante n'a pas la ſageſſe d'affranchir celle qui lui eſt ſoumiſe, elle en voudra devenir le tyran;

elle ne travaillera qu'à l'affoiblir pour conserver plus aisément son empire ; & si elle ne se fait pas une ennemie, elle n'aura du moins que des sujets qui la serviront mal. Est-ce pour lever des tributs sur une province étrangère, que vous voulez la posséder ? En ce cas craignez d'être punis de votre avarice par les maux qu'elle vous causera. D'ailleurs songez que des possessions éloignées coûtent toujours plus qu'elles ne rapportent. Si c'est l'ambition qui vous conseille, si elle vous persuade qu'il est beau d'avoir des sujets, vous ne serez pas long-tems sans vous appercevoir qu'elle vous trompe. En vérité, j'ai regret que les Puissances qui nous ont dépouillés de la Livonie & de quelques Principautés que nous avions conquises en Allemagne dans le dernier siècle, ne nous aient pas rendu le service de nous enlever la Poméranie ; car nous n'aurons pas le courage de l'abandonner. Je voudrois bien savoir à quoi nous sert cette province. Elle nous ouvre, dit-on, l'Allemagne ; j'en conviens : mais qu'avons-nous affaire en Allemagne ? Que votre pays ne soit ouvert à personne, si vous

voulez être libres & indépendans; mais aussi n'ayez point de porte pour entrer chez les autres, si vous ne voulez pas vous exposer à la tentation d'être avares, injustes & ambitieux. C'est à cette malheureuse facilité de porter la guerre dans toute l'Europe, que l'Espagne, autrefois si florissante, doit en partie sa foiblesse & l'engourdissement où elle se trouve. La France n'auroit-elle pas été trop heureuse que l'Italie, l'Empire & les Pays-Bas lui eussent été éternellement fermés?

Que ne pourroit-on pas dire de cette manie qui dépeuple l'Europe pour peupler l'Amérique après l'avoir dévastée? Les Grecs seuls ont compris ce que devoient être des Colonies; elles servoient à les débarrasser des citoyens qu'un heureux Gouvernement multiplioit trop, car la trop grande abondance d'hommes est un mal, comme la dépopulation; & jamais ils n'ont pensé que des citoyens, qui alloient cultiver une terre étrangère, ne dûssent pas jouir d'une entière indépendance. Tantôt c'est l'ambition, tantôt c'est l'avarice qui a fondé nos Colonies, & elles ont eu le sort qu'elles devoient avoir. Vous

voyez les suites de l'ambition Espagnole ; l'Amérique est devenue inutile à cette Monarchie, elle a changé en désert les provinces qu'elle y possède, & ses mines d'or & d'argent ne l'ont pas même enrichie. Selon les apparences, Milord, vous allez voir les suites funestes de l'avarice de vos compatriotes. Ils n'ont songé qu'à ouvrir de nouvelles branches à leur commerce ; & ce commerce a déjà causé des guerres qui ont coûté presque autant d'argent que le commerce en a rapporté. Mais ce n'est pas tout, pour rendre ces Colonies avantageuses, il a fallu les sacrifier à la Métropole, & rien n'étoit plus aisé. Des Etats qui se forment & qui ont besoin de protection, reçoivent les Loix qu'on veut leur imposer, mais ils acquièrent peu-à-peu des forces, & quand ils s'apperçoivent enfin qu'ils peuvent se suffire à eux-mêmes & désobéir impunément, devez-vous compter sur leur docilité ? L'avarice de la Métropole a fondé le grand ouvrage de vos Colonies, & l'avarice de vos Colonies détruira les projets & les espérances de la Métropole. Vos

Colonies s'essayent à l'indépendance, & vous êtes accoutumés à une domination que vous ne pouvez, ni conserver, ni abandonner. Peut-être vous en coûtera-t-il & beaucoup de sang & beaucoup d'argent pour perdre l'Amérique que vous devriez affranchir: c'étoit bien la peine de vous faire de si grands établissemens sous un autre ciel. Quoiqu'il en soit, nous avons eu, comme vous, le goût des Colonies, & je ne suis pas fâché que la nouvelle Suede soit devenue la Pensylvanie. Mais revenons à nos Magistrats de la paix; la Loi doit en former un collège toujours subsistant, afin que le même esprit, les mêmes maximes, la même doctrine se conservent parmi eux. Il faut leur accorder une assez grande autorité, pour qu'ils puissent inspirer à la République leurs sentimens, au lieu d'obéir aux volontés capricieuses d'une multitude souvent trompée par un avantage passager, & toujours incapable de lire dans l'avenir, & d'y voir ce qu'elle doit attendre de ses entreprises.

Ce seroit, sans doute, beaucoup que d'avoir établi les Loix dont je viens

d'avoir l'honneur de vous parler ; mais en Législation rien n'eſt vraiment bon, rien n'eſt vraiment utile qu'autant que toutes ſes parties, faites les unes pour les autres, ſe prêtent une force mutuelle ; & mes Loix ne produiroient qu'un bien très-médiocre ou très-court, ſi le Magiſtrat qui, pour me ſervir de l'expreſſion de Ciceron, eſt une Loi parlante, comme la Loi eſt un Magiſtrat muet, peut troubler, altérer & déranger, par ſon ambition, les mœurs & la conſtitution de l'Etat. En lui donnant un très-grand pouvoir pour conſerver & protéger efficacement les Loix, faites en ſorte qu'il n'en puiſſe abuſer pour les faire obéir à ſes volontés. Comment le Légiſlateur parviendra-t-il à la fin que je deſire ? C'eſt, pourſuivit notre Philoſophe, en partageant la Magiſtrature, ou la Puiſſance exécutrice, en différentes parties qui ſeront confiées à différens citoyens. L'un ſervira de ſurveillant à l'autre, tous ſeront continuellement avertis par leurs collégues, que leur pouvoir eſt limité. Tant que le Magiſtrat ne paſſe point les bornes qui lui ſont preſcrites, que

rien ne lui puisse résister. Dès qu'il ne se contente pas d'être le ministre des Loix, qu'il trouve de tous côtés des obstacles qui le fassent rentrer dans son devoir, ou qu'il ne puisse échapper au chatiment, s'il est incapable de se corriger.

Un Législateur prudent sait qu'il n'a affaire qu'à des hommes, il n'exigera donc point des Magistrats un courage, des forces & une sagesse qui ne peuvent appartenir qu'à des intelligences supérieures. Il ne leur imposera pas des devoirs trop étendus ou trop nombreux. Il écartera les tentations auxquelles leur vanité est exposée, & qui pourroit dégénérer en ambition. La Loi doit donc abréger le tems des Magistratures, à raison du pouvoir qui leur est confié. Les Romains étoient admirables dans cette partie. Le Dictateur qui avoit, pour ainsi dire, dans ses mains le sort de la République, ne régnoit que pendant six mois, & sa Magistrature étoit réservée pour des circonstances extraordinaires; chargé d'un poids au-dessus des forces de l'humanité, on n'exigeoit qu'un effort court & passager. Il n'avoit pas le

tems de former de grandes espérances, & moins encore de se servir de son pouvoir pour le rendre dangereux aux Loix & à la liberté. Le censeur dont la Magistrature demandoit plus d'austérité que de talens, exerçoit pendant cinq ans une autorité que l'Etat ne craignoit point, parce qu'elle étoit redoutée des citoyens. Mais la Magistrature des Consuls, des Préteurs & des Tribuns étoit annuelle, parce que leurs fonctions étoient plus pénibles, & que leur administration étoit telle qu'ils pouvoient aisément se faire un grand nombre de créatures & de partisans. En un mot, vous ne redouterez point l'ambition des Magistrats, si vos Loix sont telles qu'ils aient toujours devant les yeux, que bientôt ils se retrouveront dans la classe ordinaire des citoyens, & seront obligés de rendre compte de leur conduite.

Rien n'est plus scandaleux que ces fortunes subites qui portent les citoyens des occupations les plus obscures aux emplois les plus relevés & les plus importans. Si la Loi ne trace pas la route par laquelle on parviendra

aux premières Magistratures, si elle n'exige pas des épreuves rigoureuses, vous verrez que des hommes qui n'ont eu, ni le tems, ni les occasions de mériter l'estime & la confiance du public, s'empareront du Gouvernement. Quoiqu'on pense aujourd'hui que l'esprit, & peut-être le bel esprit, supplée à tout, je crois que l'art de commander veut être étudié même par un homme de génie. Avec des talens ordinaires qu'on parvienne subitement à un emploi supérieur, & je suis sûr qu'on ne montrera qu'une présomption insupportable; avec beaucoup d'esprit même, on fera cent fautes qu'on sera incapable de réparer, & ce n'est pas là le seul inconvénient qu'il faille craindre. Dès que les Loix ne conduiront pas par degrés le citoyen à la plus haute élévation, toutes les Magistratures subalternes en seront avilies & dégradées. On se croira déshonoré, si on n'est pas Consul, quand à peine on mériteroit d'être Edile. Une ambition ridicule tournera toutes les têtes, & il n'en faut pas davantage pour dégoûter les personnes qui ont de la vertu & des

talens, & les éloigner du Gouvernement. On ne trouvera dans les premières Magistratures que des intrigans, & dans les Magistratures subalternes que des sots qui n'auront pas même assez d'esprit pour devenir des intrigans, ou des gens d'esprit qui se contenteront d'être de bas fripons. La République est alors perdue, l'ambition n'aura aucune des vertus avec lesquelles elle peut être associée, & tous les vices des Magistrats se trouveront dans les citoyens. Qu'il s'élève alors un homme courageux & capable de profiter de cette anarchie pour établir sa fortune ; s'il ne devient pas un tyran, son ambition causera du moins des maux innombrables dans l'Etat.

Le Législateur ne doit jamais permettre que sous prétexte du bien public, un Magistrat conserve la dignité dont il est revêtu, lorsque le tems où il doit l'abandonner est arrivé. Les Romains se sont mal trouvés de n'avoir pas connu cette Loi ; en prolongeant les Magistratures, en faisant des Proconsuls, ils dérangèrent tout l'équilibre & toute l'harmonie de leur Gouvernement. L'ambition acquit des forces.

Corrompu par l'exercice d'un trop long pouvoir, on se livra à de trop vastes espérances. Quand on obéit à un Thémistocle ou à un Phocion, il est bien sûr que son successeur ne le vaudra pas. N'importe, il faut avoir le courage de préférer une bonne constitution à ces grands hommes. Si Thémistocle & Phocion sont prolongés dans leur Magistrature, un sot, un fripon, dans dix ans, obtiendront le même honneur. Je voudrois cependant que le Magistrat pût se flatter de parvenir encore aux premiers honneurs après avoir été confondu quelque tems avec les simples citoyens; cette espérance lui donnera un zèle qui ne laissera jamais languir les Loix & le Gouvernement.

Je comprends à merveille, dit Milord, combien il est nécessaire de multiplier les Magistratures, de changer souvent les Magistrats, de ne conférer à vie aucun pouvoir, & de ne point permettre de passer sans interstice d'une dignité importante à une autre dignité importante. Mais si cette règle est sage à plusieurs égards, elle m'embarrasse à d'autres. Quelle

République pourra vous fournir un assez grand nombre d'hommes excellens pour toutes les Magistratures dont vous aurez besoin? J'admire la Suede, si tous les trois ans elle peut envoyer à sa diète des Représentans dignes des fonctions augustes dont ils sont chargés; ce que je sais bien, c'est que l'Angleterre ne jouit pas du même bonheur. Pour avoir un Parlement composé de personnes telles que je les souhaite, je n'ose vous dire à quel petit nombre de Représentans il faudroit le réduire.

Réduisez votre Parlement, réduisez-le tant qu'il vous plaira, repartit notre Philosophe, & je vous prédis qu'après l'avoir mutilé, vous aurez encore plus de sujets de plainte que vous n'en avez actuellement. Ce ne sont pas les hommes, ce sont les Loix qui vous manquent de même qu'à nous. Comment les vertus & les talens perceroient-ils avec éclat, tandis que nous permettons à l'avarice & à l'ambition de faire sans cesse de nouveaux efforts pour les étouffer? Tant que Rome a su se préserver de ces deux passions, n'a-t-elle pas trouvé tous les

ans les Consuls, les Préteurs, les Tribuns qui lui étoient nécessaires? Sparte qui n'avoit qu'un petit nombre de citoyens, ne manqua jamais d'aucun talent utile, parce qu'elle étoit pauvre, qu'elle aimoit sa pauvreté, & que pour obtenir une place de Sénateur, il n'étoit question que de se distinguer par ses vertus.

Plus il y aura de citoyens qui pourront raisonnablement espérer de parvenir aux Magistratures, moins la République sera exposée à manquer de Magistrats capables de la gouverner. Si les seuls Patriciens de Rome avoient pu être Dictateurs, Consuls, Préteurs, Censeurs, &c. ils n'auroient fait certainement que des efforts médiocres pour devenir de grands hommes. A peine les Plébéyens laissèrent-ils voir qu'ils aspiroient aux grandes dignités, qu'une émulation plus constante & plus active développa les vertus & les talens dans les deux ordres de la République. Faut-il vous l'avouer? Jusqu'à présent nous n'avons eu presque aucun Sénateur dont nous ayons été parfaitement contens; à chaque diète nous faisons des réformes dans le

Sénat : mais ce n'eſt pas que les grandes vertus & les grands talens manquent en Suede, c'eſt que nous les étouffons en conſervant des Magiſtatures à vie. Des Magiſtrats perpétuels ne ſentent pas la néceſſité de ſe hâter de faire de grandes choſes ; & le parti qui aſpire à poſſéder leur dignité, n'a pas la patience d'attendre leur mort. On intrigue pour s'ouvrir une place au Sénat, & il eſt naturel que les Sénateurs ſe défendent par des intrigues. Voilà une des principales ſources de nos maux, & ſi nous voulions y remédier, il faudroit commencer par ne plus faire des Sénateurs perpétuels. Permettons même aux différens ordres de pouvoir entrer dans le Sénat, & ſur-le-champ chaque ordre qui ne s'occupe en quelque ſorte que de ſes intérêts particuliers, embraſſera les intérêts généraux de l'Etat & prendra un nouvel eſprit.

Plus une Nation eſt bien conſtituée, moins elle exige de talens extraordinaires dans ſes Magiſtrats ; l'eſprit général de la République ſupplée à tout ce qui leur manque. A meſure que les difficultés deviendront plus

grandes, les reſſorts du Gouvernement ſe tendront avec plus de force; & de grandes vertus ne manqueront jamais de produire de grands talens. Les Gaulois aſſiégent Rome, ne ſoyez pas inquiet, il paroîtra un Camille. Annibal créera des Fabius, des Marcellus, des Scipion, & il ſera vaincu par des Généraux inférieurs, mais animés, pour-ainſi dire, & protégés par le génie de la République. Si toutes les villes de la Gréce avoient été autant de Lacédémone, ſi pluſieurs d'entr'elles n'avoient pas été aſſez lâches pour s'allier avec Xercès; ſi les Athéniens eux-mêmes avoient été capables d'abandonner leur ville pour conſerver leur liberté, auroit-il été beſoin d'un Thémiſtocle pour triompher des Perſes?

Je vous prie, Milord, de faire attention que les Etats ſont plus ou moins expoſés à ſe trouver dans ces conjonctures terribles qui demandent des talens extraordinaires, ſuivant qu'ils ſont plus ou moins éloignés des principes dont je viens de vous entretenir. Une République qui a de bonnes Loix, eſt peu ſujette à éprouver les caprices de la fortune; comme

ſes maux ſont médiocres, des talens médiocres & qui ne ſuppoſent que du bon ſens, ſuffiront pour y faire d'excellens Magiſtrats. A meſure que vous laiſſerez prendre au contraire plus de force à l'avarice & à l'ambition, l'adminiſtration deviendra plus difficile. Dans la ſituation où ſe trouvent la plupart des peuples de l'Europe, la Providence nous prodigueroit inutilement des Lycurgue. Au milieu des paſſions inſenſées & des intérêts mobiles & capricieux qui nous gouvernent, comment la politique pourroit-t-elle ſe preſcrire quelque règle certaine? Nos vices oppoſent par-tout des obſtacles ſupérieurs à nos talens.

CHAPITRE IV.

Caractère des Loix néceſſaires pour réprimer & régler l'ambition dans les citoyens.

JE ne ſuis pas au bout de mes réflexions, pourſuivit notre Philoſophe; & quoique les Loix que je vous ai propoſées juſqu'ici, ſoient néceſſaires à l'établiſ-

sement du bon ordre, je crois qu'elles ne seroient point capables de le conserver, si le Législateur négligeoit de régler l'ambition des simples citoyens. Je l'ai déjà dit, les vices de ceux qui gouvernent ne manquent jamais de se communiquer à ceux qui sont gouvernés; mais n'est-il pas également prouvé que les vices de ces derniers corrompent toujours le Gouvernement & les Magistrats ?

On fait trop peu d'attention aux intérêts de cette multitude qu'on appelle la populace. Ces citoyens qui sont toujours prêts à oublier qu'ils sont hommes, au lieu de les avilir chaque jour davantage, il faudroit leur apprendre à connoître leur dignité. Plus on les humiliera, plus la vanité des grands & des riches sera insensée & oppressive : de-là ces guerres d'esclaves, ces révoltes de paysans & ces émeutes d'ouvriers qui ont souvent mis la République en danger. Quand le Législateur parle à la multitude, pourquoi prend-il toujours le ton d'un despote menaçant ? Que n'a-t-il quelquefois la douceur d'un père indulgent? Il est barbare de punir le peuple de la

ſtupidité à laquelle on la condamné. Le ſentiment de la crainte n'eſt pas le ſeul que la nature nous ait donné pour nous rendre diſciplinables ; pourquoi donc la politique n'emploie-t-elle que celui-là? Si elle y eſt forcée, c'eſt une preuve que les Loix ſont extrêmement vicieuſes, & il faut ſe hâter de les corriger. Puiſque les derniers citoyens ont des devoirs bas & pénibles à remplir, ennobliſſez leur état, en récompenſant ceux qui s'acquittent de leurs devoirs d'une manière ſupérieure. Tentez tout d'abord pour les retirer de cette miſère qui les abrutit. La mendicité déshonore & affoiblit un Gouvernement. Les aumônes des riches ne réparent pas le mal; & ſi vous ne voulez pas que les vices des riches profitent des vices des pauvres, proſcrivez la pauvreté.

Que les citoyens regardent les Magiſtratures comme la plus haute récompenſe du mérite, & qu'ils ſoient sûrs de les obtenir en ſe diſtinguant par leurs vertus & leurs talens. Si les Loix ſont parvenues à établir cette manière de penſer, vous avez excité une émulation générale, vous aurez de

grands Magiſtrats, & les citoyens qui aſpirent aux honneurs de la République, empêcheront que ceux qui y ſont parvenus ne ſe négligent ou ne s'égarent. Solon ne conſultoit pas cette règle quand il vouloit qu'on recueillît une certaine meſure d'huile ou de froment pour s'élever aux Magiſtratures; c'étoit, ſi je ne me trompe, un aſſez mauvais moyen de corriger les Athéniens de leurs vices, que de rendre les richeſſes plus néceſſaires que les vertus & les talens, pour parvenir aux honneurs de la République. Qu'en réſulta-t-il? D'abord la tyrannie de Piſiſtrate, qui ſe ſervit du mécontentement des pauvres pour opprimer les riches, & dans la ſuite l'inſolence de la multitude, qui voulant poſſéder toute l'autorité ſans pouvoir exercer les Magiſtratures, jetta Athènes dans la plus monſtrueuſe anarchie. Je ne vois qu'un pays au monde, ajouta notre Philoſophe d'un ton moitié railleur, moitié ſérieux, où tout ſe vend, s'achete, ſe brocante, où toutes les dignités, toutes les charges ſont tarifées, & où l'on n'eſt cependant jamais embarraſſé de trouver à

point nommé des hommes très-excellens pour toutes les parties de l'administration.

Je voudrois savoir comment se fait ce miracle ; mais ce que je sais très-bien, c'est que chez quelques peuples où les Loix ordonnent de tout donner au mérite, tout va cependant aussi mal que si l'argent y décidoit de toutes les distinctions. Sans doute qu'à force d'artifice, de fraudes, de mensonges & de bassesses, des intrigans y obtiennent les dignités que les riches achetent ailleurs. Je conclus delà, Milord, qu'il ne suffit point de ne pas vendre les Magistratures, il faut empêcher que l'intrigue ne s'en empare. Qui de vos compatriotes ou des miens ont pris à cet égard les mesures les plus sages ? En Angleterre tout sert à faire au Roi des flatteurs & des partisans ; c'est lui seul qui donne, ôte, redonne & confère à son gré toutes les dignités. En Suede, au contraire, il faut songer à mériter la faveur de la Nation avant que de plaire au Roi ; & s'il est plus difficile de tromper le public qu'un Prince qui souvent ne voit rien & quelquefois est intéressé à mal faire, vous conviendrez

conviendrez que devant avoir beaucoup moins d'intrigans que vous, le mérite eſt plus sûr d'être récompenſé en Suede, qu'en Angleterre.

L'intrigue reſſemble à l'hydre de la Fable, coupez une tête, il en renaît une autre. Toujours variée dans ſa conduite, toujours nouvelle, toujours infatigable, toujours inviſible, quoique toujours préſente, elle trompe la vigilance des Magiſtrats ou ſe ſert de leur pouvoir, & élude la force des Loix en feignant de les reſpecter. Combien de meſures n'a pas priſes une République célèbre pour empêcher que l'intrigue ne diſposât de ſa première Magiſtrature? De l'avenue qui y conduit, les Loix, ſi je puis parler ainſi, ont fait un labyrinthe tortueux, dans l'eſpérance que les intrigans s'y perdroient; mais ils ont ſu ſe faire un fil qui les conduit avec ſureté. En ce cas j'aimerois beaucoup mieux la méthode des Suiſſes, qui tirent au ſort leurs Bailliages: le ſort eſt quelquefois juſte, mais des intrigans ne le ſont jamais.

Si le Légiſlateur veut épier l'intrigue dans toutes ſes manœuvres, &

opposer une Loi à chacune de ses ruses, je l'avertis que jamais entreprise ne fut plus insensée. Il faut remonter à la source du mal ; donnez des mœurs à vos citoyens qui sont corrompus. Quoiqu'en disent aujourd'hui nos grands philosophes, tout dépend des mœurs ; & plus on approfondit les opérations de la politique, plus on est convaincu de cette vérité. S'il s'est formé des partis dans la République, travaillez à détruire ce qui les divise; tachez de les concilier, avant que de leur ordonner d'être justes les uns à l'égard des autres. *Chapeau*, *Bonnet*, *Wihg*, *Thorys*, chacun préférera le plus médiocre personnage de son parti au plus grand homme qui lui est opposé. Je voudrois que les Loix, après avoir établi quelques distinctions pour récompenser le mérite dans les simples citoyens, ordonnassent que sans ces récompenses de la vie privée, on ne pût aspirer aux emplois publics. Par-là il n'y aura point de jour où l'on ne songe à se faire des titres pour se rendre digne des Magistratures. On contractera l'habitude d'aimer le bien, & de respecter le mérite. Les

eſprits en peu de tems ſeront accoutumés à un certain ordre, & s'il peut paroître ridicule de demander une Magiſtrature ſans prouver qu'on l'a méritée, il paroîtra inſenſé de l'accorder. Ce ſeroit encore une aſſez bonne Loi que celle qui ordonneroit de ſolliciter ouvertement les honneurs auxquelles on aſpire. Je ne crains rien tant que ces ambitieux honteux, qui, ſous le maſque de la modeſtie & de la modération, ſemblent ſe tenir à l'écart, tandis qu'ils rempliſſent la République de leurs intrigues. Toutes leurs démarches ſont tortueuſes & ténébreuſes; & qui agit ainſi dans le ſecret pour tromper & ſéduire, emploie ſans ſcrupule la fraude, l'artifice, le menſonge & la calomnie.

Sous prétexte d'écarter les cabales du peuple & de faire de meilleurs choſes, ne permettez jamais aux Magiſtrats de nommer aux Magiſtratures vacantes. Vous ouvririez la porte à un grand abus pour en prévenir un petit. Les Magiſtrats ne manqueroient pas de favoriſer leurs parens & leurs amis. Au lieu de ſonger au bien général, ils s'occuperoient du bien

particulier de leurs Magiſtratures; & ſous la protection de cette Ariſtocratie naiſſante, vous verriez bientôt ſe former des familles privilégiées, qui abuſeroient de l'autorité. Si le peuple n'eſt pas corrompu au point de vendre ſes ſuffrages au plus offrant & dernier enchériſſeur, je préfère ſes choix à ceux des Magiſtrats. Le peuple peut ſe tromper, mais ce n'eſt point une raiſon pour le priver d'un droit qui lui appartient, & ſans lequel il tomberoit dans la ſervitude. S'il a des erreurs, il faut l'éclairer en l'intéreſſant à la choſe publique, & prendre des précautions pour qu'il ne puiſſe pas perſévérer dans ſes fautes. Que la Loi ne permette donc pas d'opiner ſecretement par la voie du ſcrutin. Vous ſavez, Milord, combien cette méthode introduiſit d'abus & de corruption dans les Comices des Romains. Ciceron s'en plaint amèrement. Chaque citoyen abuſa du myſtère qui le déroboit aux reproches, pour commettre les plus hautes injuſtices. Peu d'hommes, en effet, ſavent rougir à leurs propres yeux de leurs foibleſſes; on écrit ſans pudeur ce qu'on ne prononceroit pas ſans être

déconcerté. Si le ſcrutin paroît néceſſaire dans quelques Etats, concluez-en que la vérité & la probité ne peuvent s'y montrer impunément; dites que la vertu y eſt timide, & par conſéquent ſans force; dites que la main de la tyrannie commence à s'appéſantir ſur toutes les têtes, & que bientôt rien ne pourra lui réſiſter.

Vous voyez, reprit notre Philoſophe, après s'être tû un moment, que je fais tous mes efforts pour ſubſtituer l'émulation à l'ambition. C'eſt dans la vue d'encourager & de favoriſer la vertu embellie par les talens, que je voudrois proſcrire par mes Loix mille uſages connus en Europe, & dont elle n'a pas l'eſprit de connoître le danger. Je l'avouerai; je ſuis choqué des diſtinctions héréditaires, quand je vois qu'un grand homme n'eſt ſouvent que le père d'un ſot. Si vous me le permettiez, je mettrois tout le monde à ſa place; mais puiſque nous ſommes convenus que c'eſt une entrepriſe impoſſible, il n'eſt queſtion que d'examiner par quels moyens on peut ſe rapprocher de l'égalité naturelle, & ne la bleſſer que légèrement, en laiſſant

cependant subsister ces distinctions dont la vanité est si jalouse.

Je ne veux pas qu'un bourgeois de la cité de Londres soit l'égal du premier Pair d'Angleterre ; à Dieu ne plaise : j'ordonnerai à chacun de payer un tribut de respect aux personnes que la fortune & le préjugé élèvent au-dessus de lui. Laissez-moi faire, j'établirai à cet égard une étiquette sévère & rigoureuse ; mais en imposant des obligations aux petits, j'espère que vous voudrez bien me permettre de ne pas affranchir les Grands de tout devoir. Que ceux-ci soient aussi hauts qu'ils le voudront, pourvû que les autres ne soient pas obligés d'être vils & bas. Je vous laisse le maître d'établir toutes les distances & toutes les préférences que vous voudrez, pourvû qu'il n'en résulte, ni la tyrannie, ni la servitude, & que les droits les plus inconteſtables de l'humanité soient respectés.

Par exemple, Milord, les Gentilshommes forment en Suede le premier corps de l'Etat, & sont supérieurs aux Ecclésiastiques, aux Bourgeois & aux Payſans ; & je voudrois qu'en conſer-

vant tous les privilèges & toutes les prérogatives qui ne donnent que de la considération, nous ne fîssions que partager avec les autres Ordres les droits qui donnent de l'autorité. Il me semble qu'il ne résultera pas de grands inconvéniens de l'inégalité de rang & de distinction entre les citoyens, si tout se réduit à des formalités de politesse & d'égards entre les particuliers. Quelque peu importantes, quelque vaines cependant que soient les prérogatives que le Législateur est obligé d'accorder aux différens Ordres d'une République; je voudrois qu'il se défiât de la vanité, la plus frivole & la plus confiante des passions. En jouissant de distinctions purement honorifiques, on les regardera comme un titre, pour avoir une autorité réelle; les sophismes paroitront autant de démonstrations. Ce sont les respects inutiles rendus à l'ancienneté ou à l'illustration des races, qui ont donné à la noblesse l'ambition de se rendre puissante. D'abord elle réussira à s'attribuer quelques dignités ou quelques Magistratures particulières, & si on ne s'oppose à ses entreprises, le

Gouvernement le plus libre, inclinera vers l'Ariſtocratie.

Je ſuis d'autant plus attaché à ce partage égal de l'autorité entre les différens Ordres de l'Etat, & j'exige de la part du Légiſlateur une exactitude d'autant plus ſcrupuleuſe à ce ſujet, que ſes fautes les plus légères, ont ſuffi pour ruiner la liberté de pluſieurs Nations qui avoient, comme nous, des diètes ou des aſſemblées générales. Si la nobleſſe de Dannemarck, pour vous en donner un exemple, n'avoit pas joui de pluſieurs privilèges particuliers à ſon Ordre, tels que de poſſéder les charges les plus importantes & d'entrer dans le Sénat; jamais ſa vanité, ſon orgueil & ſon ambition ne l'auroient portée à ces excès qui firent conjurer ſa perte. Si les autres Ordres avoient été aſſez puiſſans pour réſiſter à la nobleſſe, jamais ils n'auroient regardé l'établiſſement d'une Monarchie arbitraire, comme la ſeule reſſource contre les vexations d'une Ariſtocratie injuſte. La même cauſe, ſous le règne de Charles XI, a déjà produit les mêmes effets en Suede; & pour prévenir une ſeconde révolution

dont les suites seroient, selon les apparences, plus longues & plus funestes que les maux de la première, je souhaite, de tout mon cœur, que nos Ecclésiastiques, nos Bourgeois & nos Payſans, aussi sages que les Plébéyens de Rome, pensent que la Patrie leur appartenant autant qu'à la noblesse, ils y doivent jouir des mêmes droits. Je desire que pour affermir l'égalité que nous prétendons tous aimer, & sans laquelle il n'y a point de liberté véritable, ils osent tous aspirer aux mêmes dignités. Si mes camarades les Gentilshommes blâment le vœu que je fais, je dirai qu'ils décelent leur ambition; je dirai que leur chagrin ou leur inquiétude est une preuve que mes alarmes sont justes, & qu'il est tems de donner des bornes à notre ambition. Je fais ici le rôle que Valérius Publicola faisoit à Rome; les Patriciens de son tems l'accusèrent de trahir leur cause, & la postérité jugea qu'il avoit défendu leur fortune en les empêchant d'en abuser.

J'ai dit qu'il falloit oppoſer des Loix agraires à l'avarice, pour l'empêcher d'envahir toutes les richesses; j'ajoute

actuellement qu'il faut oppoſer à l'ambition des Loix que j'appellerai, ſi vous voulez, *dignitaires*, pour l'empêcher de s'emparer de toute l'autorité : & ces Loix ſeront plus ou moins parfaites, ſuivant qu'elles établiront une égalité plus ou moins entière entre les différens Ordres. S'il eſt impoſſible d'ôter à l'un d'eux quelque juriſdiction ou quelque adminiſtration qui rompt l'équilibre du pouvoir ; un Légiſlateur ne peut-il pas ſe retourner avec adreſſe? Ne peut-il pas tenter de l'affoiblir, en créant quelque nouvelle Magiſtrature qu'il confiera à l'Ordre le moins puiſſant ? La nobleſſe ſera moins haute & moins entreprenante, ſi elle ſait que dans certains cas elle eſt ſoumiſe à un tribunal de bourgeois, & la bourgeoiſie ſe laiſſera moins dégrader, ſi elle ſent que les Gentilshommes ont beſoin d'elle. Tels ſont les devoirs d'un Légiſlateur qui veut former une Nation libre. Mais quand la République eſt une fois établie & fait elle-même ſes Loix, il me ſemble que les ordres inférieurs doivent ſe dégrader de jour en jour, s'ils ſouffrent patiemment les plus petits abus, & ne travaillent

pas à se rendre plus puissans. Je sais bien qu'on les accusera d'être des séditieux, des ennemis du repos public; mais on a fait les mêmes reproches aux Tribuns des Romains; & je n'ignore pas que les Patriciens dûrent à l'inquiétude de ces Tribuns l'avantage d'être les premiers citoyens de la République la plus illustre.

Après le pouvoir que donnent les Magistratures, rien n'est plus propre que les richesses à inspirer une ambition démesurée. Si à la supériorité du rang vous joignez la supériorité des richesses, il en résultera l'espérance de réussir dans toutes ses entreprises, & cette espérance n'est point distinguée de l'ambition, ou du moins elle en est toujours accompagnée. Pour vous opposer aux ravages dont cette passion vous menace, que les Loix assignent donc des bornes à la fortune du premier Ordre. Que la noblesse ait un patrimoine qu'elle ne puisse augmenter, que sous aucun prétexte il ne lui soit permis de posséder les terres ou les héritages qui sont destinés à un autre Ordre de citoyens. Chez vous, Milord, la noblesse n'étant composée

que d'un petit nombre de Pairs, vous avez peut-être pu vous passer de prendre ces précautions; car quelque considérables que soient ses richesses, elles n'ont aucune proportion avec celles des Communes. Mais en France, par exemple, où l'on a d'autres idées de la noblesse, où tout le monde a la fureur d'être Gentilhomme, où il est si aisé de s'annoblir, il est évident que si on ne s'oppose pas aux progrès de cette classe de citoyens, le Tiers-Etat, composé de familles pauvres & sans considération, n'aura aucune force, & languira bientôt sous les Loix les plus rigoureuses de l'Aristocratie ou de la Monarchie.

Pour maintenir un juste équilibre entre tous les Ordres de l'Etat, & c'est aujourd'hui la seule égalité qu'on puisse établir & conserver parmi les hommes, le Législateur ne doit point souffrir qu'il y ait des citoyens qui ne soient pas compris dans quelqu'un de ces Ordres, ou qui n'y jouissent pas d'un droit réel. Ces hommes dont on auroit négligé le sort, seroient semblables aux esclaves des anciens qui ne faisoient point partie de la

République : ils auroient certainement beaucoup d'indifférence pour l'Etat, & en deviendroient peut-être les ennemis. N'étant pas sous la sauvegarde & la protection d'un Corps puissant, le Gouvernement les ménageroit peu, & il finiroit par les opprimer. Si par leur nombre ils sont en état de se faire craindre, & de forcer les Magistrats à des condescendances, ils ne manqueront pas de les deshonorer. Si les caprices & les emeutes de cette multitude ne sont pas réprimés, elle jouira d'un pouvoir irrégulier & sans régle, qui ne laissera aucun empire aux Loix. C'est alors que l'ambition enfante les plus vastes projets : & il ne faut qu'un citoyen audacieux qui sache se servir des mouvemens convulsifs de la multitude, pour que la tyrannie soit établie sur la ruine des anciennes Loix.

Tous les peuples de l'Europe ont eu des diètes ou des assemblées nationnales qui possédoient la puissance législative, & les Princes n'étoient que les exécuteurs de la Loi : mais je

vois conſtamment dans leur Hiſtoire qu'un des principaux moyens qu'on a employé pour établir le pouvoir arbitraire, ç'a été de jetter des germes de diviſion dans chaque Ordre de l'Etat. Par-là, chaque Ordre a perdu la force qui lui eſt propre, & il a ſuccombé, parce qu'il eſt devenu incapable de réſiſter à ſes ennemis. Les Loix, Milord, ne donneront donc pas à chaque Ordre le pouvoir qui doit lui appartenir, ſi elles ſont aſſez imprudentes pour ne former qu'un ſeul Ordre d'une foule de citoyens qui ſe mépriſent, qui ont des prétentions oppoſées, ou qui ne peuvent avoir un même intérêt. Ce corps ainſi compoſé de parties peu faites les unes pour les autres, ne ſeroit qu'un corps monſtrueux, incapable d'agir, ou s'il agiſſoit, ce ne ſeroit que pour ſe déchirer de ſes propres mains.

Ce que vous appellez la Commune en Angleterre, devroit peut-être compoſer quatre ou cinq claſſes de citoyens. J'en dirois autant de la nobleſſe de France, ſi on ne m'a pas trompé. On

dit, poursuivit notre Philosophe, en m'adressant la parole, que les personnes dont l'origine se perd dans l'obscurité & la grandeur de vos anciens fiefs, s'opiniâtrent à ne regarder que comme leurs affranchis ou des bourgeois, tous ces Annoblis, qui de leur côté sont bien décidés à se croire gentils-hommes. Est-il vrai que chaque famille se fasse un petit système de vanité, & que méprisant ses inférieurs pour s'égaler à ses supérieurs, chacun se persuade qu'il forme un ordre à part? Est-il vrai que la même manie régne parmi les Bourgeois? Il n'y a pas là de quoi plaisanter, me dit notre Philosophe, en voyant que je ne pouvois m'empêcher de sourire à sa question; car cette vanité puérile doit produire plusieurs inconvéniens. Quoiqu'il en soit, je croirois que quand les citoyens d'un même Ordre se haïssent, se mépriſent & ne peuvent avoir un même intérêt, il faut en composer des Ordres différens. C'est en faisant deux Ordres de noblesse, connus sous les noms d'ancien & de nouveau *Portiques*, que

Gênes eſt parvenue à terminer les querelles de ſes Patriciens. Quand des citoyens ſont rejettés par l'Ordre dans lequel ils voudroient entrer, & dédaignent celui qui voudroit les recevoir, la Loi doit alors en former une claſſe à part, ſi elle ne veut pas qu'ils deviennent les ennemis de tous les Ordres.

La diſtribution des citoyens en différentes claſſes, mérite une attention particulière de la part d'un Légiſlateur. En général, je puis dire, qu'on ne peut trop multiplier les Ordres. Rappellez-vous combien il y avoit de tribus, ou plutôt de centuries dans la République Romaine, & toutes avoient leur voix. Plus ces Ordres ſeront nombreux, moins il y aura de diſproportion ou de diſtance entr'eux; & preſque tous les citoyens ſeront réellement attachés à la République. Plus leur nombre ſera grand, plus l'autorité ſera partagée; chaque Ordre par conſéquent ſera moins puiſſant; il s'accoutumera à agir avec une certaine circonſpection, & il ſera moins tenté d'abuſer de la

puiſſance qu'il poſſède. Si je ſuppoſe dans un État huit Ordres dont le concours ſoit néceſſaire pour faire annuler, changer ou modifier les Loix : je ſuis sûr d'y trouver plus de ſtabilité que dans une République, qui ne partageroit ſes citoyens qu'en trois ou quatre claſſes. Je ſuis perſuadé qu'aucune affaire n'y ſera négligée ou regardée avec dédain ; les intérêts des hommes les moins conſidérables, & par-tout ailleurs mépriſés, y ſeront diſcutés & défendus avec autant de courage que de prudence.

Suppoſons actuellement, Milord, qu'au lieu d'être diſtribuées en quatre claſſes, la Suede n'en comptât que trois, & je vous prie d'examiner ce qui en réſulteroit. N'eſt-il pas évident que la nobleſſe trouvant moins d'obſtacle aux progrès de ſon ambition, s'y livreroit avec moins de retenue ? Qu'elle gagne aujourd'hui un Ordre, elle n'eſt pas plus avancée qu'auparavant : tout reſte dans la même ſituation ; rien n'eſt changé, & la diéte ne peut porter aucune nouvelle Loi.

La néceſſité de gagner deux Ordres affermit notre Gouvernement; qu'il ſuffiſe d'en gagner un, je vous réponds que l'ambition ſera plus hardie & plus entreprenante; je ſuis sûr que cette corruption dont nous nous plaignons, augmentera avec les intrigans; & vraiſemblablement le meilleur moyen pour empêcher les Etrangers de nous corrompre, ce ſeroit de les mettre dans le cas d'acheter beaucoup de citoyens. Cinq Ordres ne produiroient pas à cet égard un meilleur effet que quatre; mais ſix ſeroient beaucoup plus favorables à la conſtitution, parce que les ambitieux auroient beſoin de ſéduire ou de corrompre trois Ordres pour faire adopter leurs projets & leurs Loix. Sans doute c'eſt dans la vue de ſe préparer des ſuccès plus aiſés que notre Nobleſſe voudroit exclure le Clergé de nos diètes; mais j'eſpère que ſon entrepriſe ne réuſſira pas. J'eſpère que les bourgeois & les payſans ſentiront combien il leur importe de conſerver au Clergé ſes droits, s'ils ſont jaloux des leurs. Je

souhaite même, que composant deux nouveaux ordres des gens de Loi, & des personnes qui ont des professions utiles à l'Etat, ils les associent au partage de la Souveraineté. Mépriſons, puiſqu'on le veut, ce qu'on appelle la multitude, la lie du peuple; mais c'eſt une faute impardonnable de ne pas traiter en citoyens des hommes qui méritent de l'être, que leurs fonctions rendent conſidérables, & qui peuvent ſe ſervir de leur crédit pour ſe venger de l'injure que leur fait la République. J'excepte cependant les Milices qui ne doivent jamais former un Ordre dans le corps légiſlatif. Ce ſeroit ouvrir la porte à la violence & à la tyrannie; cette claſſe de militaires Légiſlateurs intimideroit & ſubjugueroit tous les autres Ordres. Je conclus de cette vérité, que c'eſt un vice monſtrueux en politique d'avoir ſéparé l'état du ſoldat de celui de citoyen. Pour ne pas craindre les Militaires, on eſt obligé de les traiter en mercénaires & en ſujets; & il eſt inſenſé d'avilir, de dégrader ou de mécontenter les défenſeurs de la Patrie.

Me permettrez-vous, Milord, de vous communiquer quelques réflexions, au sujet de la manière dont vous avez partagez l'Etat en trois Ordres, le Roi, les Pairs, & le reste des Citoyens? Pouvez-vous ne pas trembler, en voyant que vous avez établi pour le premier Ordre, non pas une corporation de citoyens, mais un seul homme à qui vous avez confié toute la puissance exécutrice, de qui découlent tous les pouvoirs particuliers, qui a des revenus immenses, qui créé tous les Magistrats, qui fait des Grands à son gré, & qui a le droit ridicule de suspendre toute activité dans les deux autres Ordres qui sont destinés à le balancer? Aussi avez-vous souvent courbé la tête sous la main accablante du despotisme. Votre Parlement fait pour veiller à la liberté de la Nation, & défendre ses droits, l'a trahie cent fois, & a forgé lui-même les chaînes qu'on lui préparoit. Ce n'est point à la force de votre constitution que vous devez le rétablissement de votre liberté; mais à des hasards extraordinaires; mais à des évènemens qui

lui ſont étrangers. Ce n'eſt point parce-que l'autorité des Pairs & des Communes étoit ſupérieure, ou du moins égale à celle du Prince que vous avez ſecoué le joug, c'eſt parce qu'il y avoit en Hollande un Stadhouder dont l'ambition étoit ſans bornes, & qui avoit autant d'élévation, de courage & de reſſources dans l'eſprit que Jacques II en avoit peu. Votre haine & vos plaintes auroient été impuiſſantes, ſi le Stadhouder des Provinces-Unies ne fût venu à votre ſecours.

Vous me direz, Milord, que votre liberté eſt en ſûreté, parce qu'une maxime fondamentale de votre conſtitution ordonne que le conſentement unanime du Roi, des Pairs & des Communes ſoit néceſſaire pour faire une Loi. Voilà qui va le mieux du monde; mais je vous réponds qu'il eſt inutile d'avoir une maxime fondamentale à laquelle on peut déſobéir impunément. Comment les Anglois ne s'apperçoivent-ils pas que cette unanimité des trois Ordres, pour donner force de Loi à un Bill, eſt extrémement favorable au Roi,

puiſqu'elle lui laiſſe le pouvoir de rejetter tout ce qui lui eſt contraire, tandis qu'il a d'ailleurs tant de moyens pour ramener les Pairs & les Communes à ſon opinion? Voilà le danger qu'on court à donner une partie de la puiſſance légiſlative à ceux qui ſont chargés de la puiſſance exécutrice. Mais ce n'eſt pas tout; & voici un autre inconvénient de ce mêlange des deux autorités: il arrive qu'un Roi d'Angleterre, dont on aiguillonne ſans ceſſe l'avarice & l'ambition, ne peut être jugé & puni légalement, s'il viole les devoirs que vous lui avez preſcrits; & que vous ne pouvez rétablir l'ordre que par une émeute, une commotion & une guerre civile.

Le Gouvernement de Suede me paroît préférable à cet égard; nous avons parfaitement diſtingué & ſéparé la puiſſance légiſlative de la puiſſance exécutrice. L'ambition de nos Magiſtrats ne nous cauſe aucune inquiétude; ils nous gouvernent, mais de la manière dont nous voulons être gouvernés; & s'ils trahiſſent nos eſpérances nous les puniſſons. Rien

n'arrête & ne ſuſpend l'action de notre diète, & l'activité de votre Parlement eſt ſuſpendue par le pouvoir du Roi. Nous avons ſenti que ſi le Roi & le Sénat formoient un cinquiéme Ordre dans la diète, ils abuſeroient aiſément du credit que leur donne leur Magiſtrature; leur ambition ſeroit irritée, en partageant la Souveraineté qu'ils voyent aujourd'hui au-deſſus de leur tête. Ils ſeroient à portée de nous intimider & de nous corrompre; ils pourroient avec un peu d'adreſſe éluder la force des Loix qui leur déplairoient, & les condamner enfin à ſe taire.

Malheureuſement les Loix ont preſque toujours été faites au haſard; ouvrages de la raiſon, elles nous auroient procuré le bonheur auquel nous ſommes appellés : ouvrages des paſſions, elles ont fait notre malheur. Elles n'ont ſervi qu'à nous égarer, elles n'ont ſervi qu'à nous attacher à nos erreurs. Après nous avoir appris cette grande vérité, qu'il faut reſpecter les Loix, on abuſe de ce reſpect pour nous faire aimer & vénérer des

injuſtices & des abſurdités. Levons-nous, continua notre Philoſophe, achevons notre promenade, & mocquons-nous de ces Politiques ſublimes qui chargent l'avarice & l'ambition de faire le bonheur des peuples, ou qui ſe flattent de faire dans un Etat des réformes avantageuſes en ménageant ces deux paſſions.

Fin de la première Partie.